Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)

Le face à face irano-américain dans le Détroit d'Ormuz, espace maritime stratégique, sous les présidences Obama et Trump

Un impérialisme américain menacé dans le Golfe Persique ?

Auteur : Laura Manne
Promoteur(s) : Prof. Amine Aït-Chaalal
Lecteur(s) : Prof. Tanguy Struye de Swielande
Année académique 2021-2022
Master en Sciences Politiques, Orientation Relations Internationales

Place Montesquieu, 1 bte L2.08.05, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique www.uclouvain.be/psad

DÉCLARATION DE DÉONTOLOGIE

“Je déclare sur l’honneur que ce travail a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d’aide extérieure illicite, qu’il n’est pas la reprise d’un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu’il n’a jamais été publié, en tout ou en partie.

Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhéré au *Code de déontologie pour les étudiants* en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.”

Fait le 12/06/2022

Par Laura Manne

Signature

REMERCIEMENTS

En guise de reconnaissance, je tiens à témoigner mes sincères remerciements à toutes les personnes qui ont contribué de loin ou de près à l'élaboration de ce mémoire de fin d'études.

Je tiens particulièrement à remercier mon promoteur de mémoire Monsieur Ait- Chaalal pour sa disponibilité, ses conseils judicieux ainsi que pour le temps qu'il m'a consacré. Son aide fut précieuse pour m'orienter dans mes choix et mes réflexions et pour me permettre de travailler de manière sereine à la rédaction de ce mémoire.

Je souhaite également remercier Monsieur Tanguy Struye de Swielande pour avoir bien voulu accepter le rôle de rapporteur et lecteur de ce travail.

Je désire aussi remercier tous les professeurs de l'UCLouvain qui, au cours de mes deux années de master, m'ont aidé à développer les compétences académiques et les outils nécessaires à ma réussite universitaire.

Enfin, j'aimerais également témoigner ma reconnaissance à ma famille pour leur soutien sans faille tout au long de mes études et de la rédaction de ce mémoire et à mes amis pour leurs encouragements dans les moments plus difficiles. Plus particulièrement, je souhaite remercier mon père pour ses relectures précieuses et indispensables.

RÉSUMÉ

Ce mémoire se pose la question de savoir ce que signifie l'escalade des tensions entre les Etats-Unis et l'Iran dans le Détroit d'Ormuz pour l'impérialisme américain dans le Golfe Persique et de savoir si cet impérialisme est menacé par les présidences successives d'Obama et de Trump. Pour cela, il s'intéresse aux éléments de continuité et de rupture dans les relations des deux administrations avec l'Iran, à l'évolution des moyens défensifs américains, arabes et iraniens dans le Golfe et au potentiel pivot économique du Golfe Persique vers l'Asie. Ce mémoire permet aussi de mieux appréhender l'actuel positionnement régional et international iranien et les perspectives de l'Iran comme puissance énergétique incontournable si un rééquilibrage des forces dans le Golfe Persique a lieu. La première hypothèse de ce mémoire étant que malgré la volonté des administrations Obama et Trump de se retirer progressivement du Moyen-Orient et la perte de crédibilité de la première puissance mondiale sous la présidence de Trump, la défense militaire du Golfe reste dominée par les Américains. En effet, le Golfe Persique et le Détroit d'Ormuz ainsi que la menace nucléaire iranienne restent à l'heure actuelle des enjeux de sécurité nationale pour les Etats-Unis qui maintiennent ainsi leur influence dans la région par leur impérialisme militaire. La deuxième hypothèse étant que l'influence économique grandissante des puissances asiatiques et principalement de la Chine aussi bien dans les pays du Golfe qu'en Iran, malgré les sanctions américaines, démontre une certaine chute de l'impérialisme économique américain.

ABRÉVIATIONS

AIEA = Agence internationale de l'énergie atomique
AIPAC = American Israel Public Affairs Committee
AJC = American Jewish Committee
CCG = Conseil de Coopération du Golfe
CENTCOM = United States Central Command
CIA = Central Intelligence Agency
CNAS = Center for a New American Security
CNUDM = Convention des Nations-Unies sur le droit de la mer
CSIS = Centre d'études stratégiques et internationales
DAECH = Organisation Etat islamique (en arabe)
DIA = Defense Intelligence Agency
EAU = Emirats arabes unis (Abu Dhabi, Adjman, Chardja, Dubai, Fudjayra, Ras al-Khayma, Umm al-Qaywayn)
EIA = Energy Information Administration
EIU = Economist Intelligence Unit
EMASOH = European Surveillance Mission of the Ormuz Strait
FMI = Fond Monétaire International
GNL = gaz naturel liquéfié
HOPE = Hormuz peace endeavor
INARA = Iran Nuclear Agreement Review Act
INSTEX = Instrument in Support of Trade Exchanges
IRIS = Institut de relations internationales et stratégiques
ISIS = Islamic State of Iraq and Syria
JPOA = Joint Plan of Action
JCPOA = Joint Comprehensive Plan of Action
OCS = Organisation de Coopération de Shangaï
OMS = Organisation mondiale de la santé
ONU = Organisation des Nations Unies
OPEP = Organisation des pays exportateurs de pétrole
OPEP+ = OPEP + 10 autres pays producteurs de pétrole
OSCE = Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
P5+1 = 5 membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU et l'Allemagne
PAGC = Plan d'action global commun
PIB = Produit intérieur brut
SDN = Société des Nations
SNIP = Société nationale iranienne de pétrole
TNP = Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires
TPP = Traité de libre échange transpacifique
U3+3 = 5 membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU et l'Allemagne (= P5 + 1)
USS = United States Ship
WINEP = Washington Institute for Near East Policy

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION **12**

CHAPITRE 1 : CADRE THÉORIQUE **15**

La problématique et les hypothèses 15

Le cadre spatio-temporel 15

La méthodologie de recherche 16

Les concepts et théories d'analyse 16

L'impérialisme *16*

Le constructivisme *17*

Le néoréalisme et le réalisme néoclassique *18*

CHAPITRE 2 : DÉTROIT D'ORMUZ, ESPACE MARITIME STRATÉGIQUE VERS LE GOLFE PERSIQUE **20**

L'importance des détroits 20

Le Détroit d'Ormuz, territoire historiquement perse 20

Les enjeux géostratégiques du Détroit d'Ormuz 23

Les enjeux économiques *23*

Les enjeux défensifs *25*

Le Détroit d'Ormuz, moyen de dissuasion iranien 27

Le Détroit d'Ormuz au coeur des tensions depuis 1979 29

CHAPITRE 3 : ACTEURS MAJEURS **31**

La République Islamique d'Iran, identité nationale et stratégies d'influence 31

Les Etats-Unis, puissance impérialiste au Moyen-Orient 34

Le dual containment irano-américain depuis 1979 37

CHAPITRE 4 : OBAMA vs AHMADINEJAD (2009 - 2013) **42**

Obama : président et grande stratégie 42

Ahmadinejad : président et grande stratégie 47

L'appel au dialogue : pouvoir du narratif national et intérêts communs 50

La confrontation : sanctions et tensions dans le Détroit d'Ormuz 54

CHAPITRE 5 : OBAMA et ROHANI (2013 - 2017) 59

Rohani : président et grande stratégie 59

Les négociations pragmatiques et le JCPOA 62

Le développement fébrile de la puissance iranienne 67

CHAPITRE 6 : TRUMP vs ROHANI (2017 - 2021) 69

Trump : président et grande stratégie 69

Le retrait américain du JCPOA et le retour des sanctions 73

Le Détroit d'Ormuz comme arme de négociation asymétrique 79

Vers une possible fermeture du Détroit d'Ormuz ? 85

CHAPITRE 7 : INTERNATIONALISATION DU GOLFE PERSIQUE 86

Le pivot économique vers l'Asie 86

L'impérialisme militaire américain en question 88

CONCLUSION 90

BIBLIOGRAPHIE 92

ANNEXES 115

INTRODUCTION

Avec la globalisation des économies, le Détroit d'Ormuz est au cœur des enjeux internationaux contemporains. Plus qu'aucun autre détroit au monde, cet unique passage maritime de 180 kilomètres de long et de 40 kilomètres de large à son point le plus étroit[1] reliant l'Océan Indien au Golfe Persique, est crucial pour bon nombre de pays qui en dépendent pour l'acheminement d'hydrocarbures. C'est en effet par ce passage étroit que circule plus de 20 % du pétrole mondial.[2] Afin d'assurer la liberté de circulation et la sécurité des navires, les Etats-Unis ont depuis longtemps pris le rôle de gendarme du Golfe avec une présence navale inégalée dans plusieurs pays de la péninsule arabique. Face aux Etats-Unis, l'Iran se considère comme la seule puissance protectrice du détroit, territoire historiquement perse. De par cette rivalité entre l'Iran, les Etats-Unis et les pays du Golfe (alliés des Américains), le Détroit d'Ormuz est un des endroits stratégiques du globe les plus instables.

En 2019, la montée des tensions entre les Etats-Unis de Donald Trump et l'Iran d'Hassan Rohani au sujet du nucléaire iranien et l'utilisation du détroit comme levier de puissance par l'Iran a directement menacé le libre passage des navires, faisant craindre un blocage du détroit et une nouvelle guerre des tankers.[3] Ces tensions qui enveniment les relations entre la grande puissance et la puissance régionale depuis la Révolution Islamique de 1979, se sont en effet aggravées depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump et sa décision unilatérale de retrait de l'accord sur le nucléaire iranien, signé le 14 juillet 2015 à Vienne et négocié par son prédécesseur Barack Obama. La situation d'insécurité extrême dans le Détroit d'Ormuz rend compte de la méfiance et des provocations auxquelles se livrent ces nations ennemies depuis la prise de l'ambassade américaine à Téhéran de novembre 1979 à janvier 1981 à la suite de la Révolution Islamique.

Face à cette détérioration des relations entre les Etats-Unis et l'Iran et l'intensification des provocations iraniennes dans le Détroit d'Ormuz amenant une insécurité grandissante dans la région, ce mémoire se pose la question de savoir si oui ou non l'impérialisme américain dans le Golfe Persique est menacé par les présidences d'Obama et de Trump, en s'intéressant aux éléments de continuité et de rupture dans les relations des deux administrations avec l'Iran, à l'évolution des moyens défensifs américains, arabes et iraniens dans le Golfe et au potentiel

[1] L. MICHELIS, *L'Iran et le Détroit d'Ormuz. Stratégies et enjeux de puissance depuis les années 1970,* Editions L'Harmattan, 2019, pp.61-62
[2] B. HOURCADE, *Géopolitique de l'Iran : les défis d'une renaissance*, 2ème édition, Editions Armand Colin, 2016, p.234
[3] Affrontements dans le Golfe Persique lors de la guerre Iran-Irak (1980 à 1988)

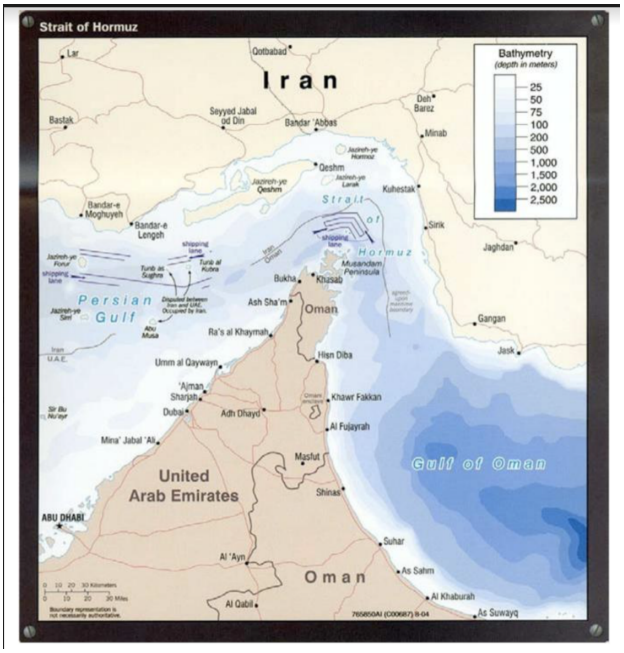
pivot économique du Golfe Persique vers l'Asie. Ce mémoire permet aussi de mieux appréhender le positionnement régional et international iranien et les perspectives de l'Iran comme puissance énergétique si un rééquilibrage des forces dans le Golfe Persique a lieu. La première hypothèse de ce mémoire étant que malgré la volonté des administrations Obama et Trump de se retirer progressivement du Moyen-Orient et la perte de crédibilité de la première puissance mondiale sous la présidence de Trump, la défense militaire du Golfe Persique reste dominée par les Américains. En effet, le Golfe Persique et le Détroit d'Ormuz ainsi que la menace nucléaire iranienne restent à l'heure actuelle des enjeux de sécurité nationale pour les Etats-Unis qui maintiennent ainsi leur influence dans la région par leur impérialisme militaire. La seconde hypothèse étant que l'influence économique grandissante des puissances asiatiques et principalement de la Chine aussi bien dans les pays du Golfe qu'en Iran, malgré les sanctions américaines, démontre en revanche une certaine chute de l'impérialisme économique américain dans le Golfe Persique. La situation dans le Golfe Persique peut être qualifiée d' "*uni-multipolaire*"[4] : une grande puissance américaine inégalée et contrôlant toujours les équilibres régionaux mais des puissances régionales et asiatiques qui prennent de plus en plus d'importance sur l'échiquier arabo-persique et qui agissent sur la balance des forces dans l'espace étudié.

Pour vérifier ces hypothèses et ainsi répondre à la question de recherche, ce mémoire se divise en sept chapitres distincts. Le premier chapitre introduit le cadre théorique avec un rappel de la problématique de recherche et des hypothèses à valider ou à infirmer ainsi que du cadre spatio-temporel étudié et de la raison du choix de cette délimitation. La méthodologie de recherche et les théories d'analyse utilisées y sont également présentées : l'impérialisme pour avoir une meilleure vision de l'influence américaine dans la région, le constructivisme pour comprendre l'instrumentalisation de la menace par l'Iran et les Etats-Unis simultanément, ainsi que le néoréalisme et le réalisme néoclassique pour analyser les relations entre les différents présidents américains et iraniens et repérer les points de continuité et de rupture permettant de comprendre la situation d'instabilité actuelle. Le deuxième chapitre se concentre sur le Détroit d'Ormuz comme espace maritime stratégique vers le Golfe Persique avec ses enjeux économiques et défensifs en vue de mieux comprendre pourquoi il est un levier de puissance pour l'Iran et une source d'inquiétude pour les Etats-Unis et les puissances régionales. Le troisième chapitre permet d'analyser plus en

[4] C. GRAND, P. GROSSER, « 11 - La puissance dans le monde de l'après-Guerre froide », dans GRAND Camille, GROSSER Pierre (sous la direction de), *Les Relations internationales depuis 1945*. Hachette Education, 2000, p.166

profondeur les différents acteurs qui composent ce paysage conflictuel, à savoir les Etats-Unis avec leurs alliés du Golfe d'un côté et l'Iran de l'autre. Ce chapitre insiste sur la stratégie de *dual containmen*t et d'instrumentalisation de la menace par les deux camps. Le quatrième chapitre analyse les relations entre Barack Obama et Mahmoud Ahmadinejad (2009-2013) sous le prisme du réalisme en introduisant le profil de chaque président par l'intermédiaire des concepts de *Foreign Policy Analysis*, en se focalisant sur le contexte géopolitique et sur les étapes importantes qui ont rythmé les relations entre dirigeants dont les tensions dans le Détroit d'Ormuz. Sont ensuite analysées dans le cinquième chapitre, les relations entre Barack Obama et Hassan Rohani (2013-2017) avec l'apaisement des tensions dans le détroit et la signature du *Joint Comprehensive Plan of Action* pour le nucléaire en 2015 et le développement de la puissance iranienne sur la scène internationale. Enfin, les relations entre Donald Trump et Hassan Rohani (2017-2021) et le retrait unilatéral des Etats-Unis du JCPOA, la réimposition des sanctions et l'escalade des tensions dans le Détroit d'Ormuz font l'objet du sixième chapitre. Le dernier chapitre s'interroge sur l'internationalisation économique et défensive du Golfe Persique. Ce mémoire se conclut par l'affirmation ou l'infirmation des hypothèses et l'évocation du futur équilibre à trouver dans ce Golfe Persique "*uni-multipolaire*" pour réinstaurer une certaine confiance et un dialogue entre les Présidents Biden et Raïssi.

Le Détroit d'Ormuz



Source : Google, U.S. Energy Information Administration

CHAPITRE 1 : CADRE THÉORIQUE

La problématique et les hypothèses

Ce mémoire se pose la question de savoir ce que signifie l'escalade des tensions entre les Etats-Unis et l'Iran dans le Détroit d'Ormuz pour l'impérialisme américain dans le Golfe Persique et de savoir si cet impérialisme est menacé par les présidences successives d'Obama et de Trump. Pour cela, il s'intéresse aux éléments de continuité et de rupture dans les relations des deux administrations avec l'Iran, à l'évolution des moyens défensifs américains, arabes et iraniens dans le Golfe et au potentiel pivot économique du Golfe Persique vers l'Asie. Ce mémoire permet aussi de mieux appréhender l'actuel positionnement régional et international iranien et les perspectives de l'Iran comme puissance énergétique incontournable si un rééquilibrage des forces dans le Golfe Persique a lieu. La première hypothèse de ce mémoire étant que malgré la volonté des administrations Obama et Trump de se retirer progressivement du Moyen-Orient et la perte de crédibilité de la première puissance mondiale sous la présidence de Trump, la défense militaire du Golfe reste dominée par les Américains. En effet, le Golfe Persique et le Détroit d'Ormuz ainsi que la menace nucléaire iranienne restent à l'heure actuelle des enjeux de sécurité nationale pour les Etats-Unis qui maintiennent ainsi leur influence dans la région par leur impérialisme militaire. La deuxième hypothèse étant que l'influence économique grandissante des puissances asiatiques et principalement de la Chine aussi bien dans les pays du Golfe qu'en Iran, malgré les sanctions américaines, démontre une certaine chute de l'impérialisme économique américain. Ce mémoire postule donc l'émergence d'un Golfe Persique "*uni-multipolaire*" : une grande puissance américaine inégalée mais des puissances régionales et asiatiques qui prennent de plus en plus d'importance sur l'échiquier arabo-persique et joue de fait sur la balance des forces dans l'espace étudié.

Le cadre spatio-temporel

Le cadre spatial sur lequel se focalise ce mémoire se résume à l'espace compris entre le Golfe d'Oman et l'extrémité nord du Golfe Persique et aux pays adjacents à cet espace avec une focalisation sur le Détroit d'Ormuz et l'Iran.

Le cadre temporel quant à lui se délimite à la période allant de janvier 2009 à janvier 2021, correspondant aux présidences d'Obama et Ahmadinejad (2009-2013), d'Obama et Rohani

(2013-2017) et de Trump et Rohani (2017-2021). Cette période a en effet vu de nombreux bouleversements dans les politiques étrangères américaines envers le Moyen-Orient et de fait dans les relations entre les Etats-Unis et l'Iran.

La méthodologie de recherche

L'analyse proposée dans ce mémoire se base sur une recherche bibliographique approfondie de la littérature scientifique existante concernant les différents aspects du sujet, sur l'analyse de graphes et données militaires et économiques, sur des discours officiels des dirigeants américains et iraniens et sur des entretiens existants traitant des différents sujets étudiés, ainsi que sur la consultation critique des données médiatiques existantes, afin de permettre une compréhension en profondeur des enjeux entourant le sujet.

Les concepts et théories d'analyse

L'impérialisme

Le concept d'impérialisme est utilisé pour analyser l'évolution de l'influence des Etats-Unis dans le Golfe Persique. L'impérialisme désigne "*un processus de contrôle ou de domination d'une entité sur d'autres populations ou territoires et est lié à la notion d'Empire."*[5] On retrouve cette notion dans le livre "*Imperialism*" de l'économiste John Atkinson Hobson qui se veut être une critique de l'impérialisme britannique du début du XXème siècle.[6] Selon lui, les Empires mènent des politiques de prédations des ressources sous la justification d'un prétendu but civilisationnel et avec l'objectif véritable d'accroître leur importance sur la scène internationale.[7]

Dans le cas des Etats-Unis, l'impérialisme s'apparente à une hégémonie économique, militaire, politique et culturelle. Il peut d'ailleurs être qualifié de super-impérialisme. A noter que ce mémoire s'intéresse plus particulièrement aux impérialismes économiques et militaires. Qualifiés en 1998 par le haut fonctionnaire et homme politique français Hubert Védrine d'*"hyperpuissance"*[8] par son influence mondiale incontestable dans la plupart des domaines, les Etats-Unis ont exercé ou exercent encore aujourd'hui de multiples formes

[5] République française, *Qu'est-ce que l'impérialisme?*
[6] J. C. WOOD, "J. A. Hobson and British Imperialism." *The American Journal of Economics and Sociology*, 1983, vol. 42, no. 4, pp. 483–500.
[7] Idem, p.483
[8] H. VEDRINE, « Les États-Unis : hyperpuissance ou empire ? », *Cités*, 2004, vol.4, n° 20, p. 140

d'impérialisme au Moyen-Orient. Ces différentes formes d'impérialisme sont théorisées par Michael Mann. Selon lui, l'impérialisme informel par interventions militaires alterne avec l'impérialisme militaire informel par procuration qui consiste à "*sous-traiter la coercition militaire à des tyrans locaux appuyés sur une classe d'intermédiaires au service des intérêts et de la politique étrangère des États-Unis*".[9] L'impérialisme économique américain est lui assuré par la diplomatie du dollar, les politiques d'ajustement structurel et la politique de libre-échange.[10] D'après Michael Mann, l'impérialisme militaire des années 1990-2000 plus émotionnel et idéologique a d'abord renforcé l'impérialisme économique avant de le fragiliser.[11]

Les Etats-Unis bénéficient depuis la guerre du Golfe (1990-1991) de réseaux d'alliances qui leur assurent une présence permanente dans le Golfe Persique. La présence d'hydrocarbures et la menace soviétique puis iranienne font du Golfe une priorité stratégique selon la doctrine Carter formulée en janvier 1980 par le président américain Jimmy Carter.[12] Selon Marc J.O'Reilly, politologue canadien, "*l'impérialisme américain dans le Golfe Persique équivaut au zigzag d'un sismographe et doit être vu comme étant en constante évolution"*.[13] A la lumière du changement de trajectoire des administrations Obama et Trump, il est intéressant de se questionner sur le maintien de l'impérialisme militaire et économique des Etats-Unis dans le Golfe Persique.

Le constructivisme

La diabolisation qui est faite de l'Iran par les Etats-Unis et à l'inverse des Etats-Unis par l'Iran ne peut pas se comprendre en analysant simplement les relations à partir de l'angle du réalisme où les acteurs sont considérés comme rationnels. Pour comprendre la méfiance entre les deux camps et l'instrumentalisation de la menace qui s'est construite depuis la Révolution Islamique de 1979 entre ces deux États, une compréhension par le recours au constructivisme est nécessaire.[14] Cela nous permet de comprendre pourquoi il est si compliqué d'établir un dialogue entre eux.

---

[9] M. MANN, « Impérialisme économique et impérialisme militaire américains. Un renforcement mutuel ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2008, vol.1-2, n° 171-172, p.22.
[10] Idem, p.23
[11] Idem, p.39
[12] Idem, p.36
[13] T. W. FAIN, "America and Empire in the Persian Gulf." *Diplomatic History*, 2011, vol. 35, no. 1, p.153
[14] K.M FIERKE, "Constructivism", dans DUNNE Tim, KURKI Milja, SMITH Steve (sous la direction de), *International Relations Theories. Discipline and diversity,* 4ème édition, Oxford University Press, 2016, pp.161-178

Le constructivisme est une théorie qui permet de comprendre les relations internationales comme une construction sociale arbitraire produite par les interactions humaines qui amènent des réalités historiques, culturelles et politiques différentes en fonction du contexte et des choix que les acteurs font. De ce point de vue, les normes et règles partagées ainsi que le langage sont importants à prendre en considération. Alexander Wendt en affirmant *"Anarchy is what states make of it"*[15] illustre bien la notion de construction mutuelle de l'environnement international et la possibilité pour celui-ci d'évoluer avec le temps.

L'identité peut se créer dans un contexte de conflit comme c'est le cas pour les Etats-Unis et l'Iran. Ce qui fait de l'Iran une menace, c'est aussi l'image construite de ce pays comme ennemi après 1979 à cause d'événements comme la crise des otages à Téhéran, les expressions réciproques de "*Grand Satan*" et "*Mort à l'Amérique*" et tous les évènements qui ont suivi et qui viennent renforcer ce système de croyances de menace réciproque formant deux imaginaires distincts. Les leaders politiques des deux camps utilisent cet environnement hostile, le nourrissent et maintiennent ainsi volontairement cette méfiance. L'approche constructiviste permet ainsi de prendre du recul et d'agrandir le spectre de compréhension des tensions.

Le néoréalisme et le réalisme néoclassique

Pour analyser les relations entre la grande puissance étasunienne et la puissance régionale iranienne dans le système complexe de sécurité du Golfe Persique, la théorie du néoréalisme est le moteur d'analyse.[16] Selon le politologue Kenneth Waltz, cofondateur de cette théorie des relations internationales, la puissance et les intérêts nationaux dictent le comportement des Etats qui sont des acteurs rationnels.[17] Ce mémoire se focalise davantage sur le réalisme défensif qui affirme que des facteurs structurels imposent une limite à la puissance qu'un état peut atteindre et à sa recherche d'hégémonie.[18] Pour les Etats et particulièrement les grandes puissances, acteurs majeurs des relations internationales, l'importance de la force militaire, économique et socio-économique est fondamentale afin de maintenir la balance des forces en leur faveur dans un système anarchique à somme nulle où les gains engrangés par un Etat signifient automatiquement une perte pour les autres. Ils sont donc obligés de rivaliser pour

[15] K.M FIERKE, "Constructivism", dans DUNNE Tim, KURKI Milja, SMITH Steve (sous la direction de), *International Relations Theories. Discipline and diversity,* 4ème édition, Oxford University Press, 2016, p.165
[16] J. J. MEARSHEIMER., "Structural Realism", dans DUNNE Tim, KURKI Milja, SMITH Steve (sous la direction de), *International Relations Theories. Discipline and diversity,* 4ème édition, Oxford University Press, 2016, p.51-67
[17] Idem, p.53
[18] Idem, p.52

leur survie. Il est impossible pour eux de prédire les intentions de l'adversaire, ce qui induit une méfiance structurelle entre États et les incite à ne compter que sur eux-mêmes (*Tragedy of Great Power Politics).*[19] Les alliances et accords sont possibles mais seulement parce qu'ils permettent de mieux combattre ou contrôler un adversaire qui devient trop puissant et vont dans le sens de la sécurité et de l'intérêt national. Ainsi, si un Etat acquiert trop de puissance, cela peut se retourner contre lui et mettre sa sécurité en danger, d'où l'importance de la dissuasion.

Cependant, le néoréalisme ne permet pas d'expliquer à lui seul l'entièreté des relations entre les administrations Obama et Trump et l'Iran. Premièrement, comme Kenneth Waltz le dit lui-même, cette théorie systémique doit être accompagnée d'une théorie de politique étrangère qui analyse l'aspect intérieur de prises de décisions et de structure des États américain et iranien. Dans ce cadre, la théorie réaliste néoclassique servira également d'outil d'analyse. L'auteur et journaliste américain Fareed Zakaria affirme que : *"a good account of a nation's foreign policy should include systemic, domestic, and other influences, specifying what aspects of the policy can be explained by what factors".*[20] Deuxièmement, vu l'aspect complexe de la doctrine de politique étrangère de Barack Obama et l'importance accordée à la diplomatie et à la négociation d'un accord sur le nucléaire iranien lors de ses deux mandats, ce mémoire apporte un aspect critique à la théorie néoréaliste en reprenant entre autre des arguments du livre "*Rational Theory of International Politics: The Logic of Competition and Cooperation*" de Charles Glaser[21], spécialiste des relations internationales et du réalisme défensif et de la stratégie nucléaire. Celui-ci propose en effet de surmonter certaines des lacunes du réalisme et du néoréalisme en surmontant leurs contradictions pour expliquer la coopération réaliste qui prévaut parfois face à la compétition et à la course aux armements.[22]

---

[19] J. J. MEARSHEIMER, *op.cit.,* p.55

[20] F. ZAKARIA, *From Wealth to Power. The unusual origins of America's world role*, Princeton: Princeton University Press, 1998, p.198

[21] C. GLASER, *Rational Theory of International Politics: The Logic of Competition and Cooperation.* Princeton/Oxford : Princeton University Press, 2010, 314p.

[22] Y. SCHEMEIL, « CHARLES L. GLASER Rational Theory of International Politics: The Logic of Competition and Cooperation. Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2010, XI-314 pages. », *Critique internationale*, 2013, vol.1, n° 58), pp. 169-174.

CHAPITRE 2 : DÉTROIT D'ORMUZ, ESPACE MARITIME STRATÉGIQUE VERS LE GOLFE PERSIQUE

L'importance des détroits

Les détroits, bras de mer entre deux terres rapprochées et qui font communiquer deux mers[23], sont des points de passage stratégiques pour le commerce mondial qui dépend à 80% de la mer.[24] La Convention des Nations-Unies sur le droit de la mer (CNUDM) assure la liberté de navigation en haute mer et le droit de passage sans entrave des navires commerciaux dans les détroits.[25] Dans ce cadre, il est primordial pour les grandes puissances d'exercer un contrôle sur les routes maritimes et en particulier sur ces goulots d'étranglement stratégiques pour assurer la sécurité et la libre circulation du transport et ainsi éviter les blocages, comme celui du Canal de Suez entre 1967 et 1975.[26] Le canal de Suez et le canal de Panama ainsi que les détroits de Malacca, de Gibraltar et d'Ormuz font donc partie des endroits les plus militarisés au monde par le fait qu'ils se trouvent sur l'axe commercial maritime majeur (Est-Ouest)[27]. Les Etats-Unis jouent un rôle de premier plan dans la sécurisation des détroits avec des points relais à proximité. La Chine est une autre grande puissance qui se montre particulièrement active aux abords de ces points de passage essentiels pour le développement de ses Nouvelles Routes de la Soie qui permettent de relier les économies chinoises et européennes par des liaisons maritimes et terrestres. Aujourd'hui, au-delà de la seule sécurisation des détroits, la surveillance des navires et des terminaux, étant pris pour cibles de piraterie, montre l'instabilité croissante de ces poumons de la mondialisation.

Le Détroit d'Ormuz, territoire historiquement perse

Le Détroit d'Ormuz qui tient son nom de l'île iranienne voisine de Hormoz[28] relie le Golfe d'Oman au Golfe Persique, mer intérieure de 233 000 km2 qui sépare la péninsule arabique de l'Iran.[29] Le détroit a une longueur de 180 km et longe les côtes iraniennes et omanaises.[30] Il fait 40 km de large mais est étroit et peu profond du côté iranien ce qui rend la navigation

[23] "DETROIT", Le Robert (en ligne)
[24] F. NICOLAS, "Commerce mondial : les nouvelles routes maritimes", *Institut français des relations internationales (Ifri),* 24 avril 2020 (**Annexe 1**)
[25] United Nations Convention on the law of the sea, Montego Bay, 3 mars 1986 - 26 juillet 1993, Nations-Unies, *Recueil des Traités,* vol.1834, no 31363
[26] "NATIONALISATION ET FERMETURE DU CANAL", Universalis.fr (en ligne)
[27] F. NICOLAS, *op.cit*
[28] J. CALMARD, "ORMUZ OU HORMOZ", Universalis.fr (en ligne)
[29] P. BOULANGER, « L'Iran et le golfe Arabo-Persique », *Outre-Terre*, 2010, vol. 2-3, n° 25-26, p. 404
[30] L. MICHELIS, *op.cit.,* pp. 61-62 (**Annexe 2**)

difficile.[31] Les navires empruntent donc un chenal de 3,2 km de large entre Oman et des îles iraniennes pour le traverser.[32] Cet espace est depuis longtemps stratégique, particulièrement pour la puissance perse puis iranienne.

L'histoire du Détroit d'Ormuz est directement liée à celle du Golfe Persique. Ce dernier a connu des rivalités pour la maîtrise de la mer, détroit et îles mais il est aussi un espace d'échanges et un pont entre civilisations. Il n'est donc pas qu'un vecteur de tensions entre puissances. Il est resté pendant longtemps sous l'influence culturelle des Perses.[33] En effet jusqu'en 1979, l'Iran est un Empire et considère le détroit comme faisant partie de son territoire.[34] Les puissances étrangères comprennent rapidement le potentiel du Golfe Persique, espace tampon vers l'Asie et l'importance de le contrôler. Il est d'abord investi par les Portugais au XVIème siècle qui y créent des ports pour le développement de leur route maritime commerciale.[35] Les Britanniques interviennent au XIXème siècle en prétextant lutter contre la piraterie.[36] Ils y établissent des protectorats, dont le protectorat d'Aden et de Bahreïn, en accord avec les seigneurs locaux et sécurisent ainsi leurs routes vers l'Empire des Indes.[37] L'Iran assimile aujourd'hui cette pénétration étrangère à une blessure dans la mémoire perse car elle perd le contrôle de son territoire et de son espace d'influence régional. Le nationalisme iranien qui émerge à partir de 1920 s'oppose directement à ces ingérences étrangères.[38]

La découverte du pétrole, son exploitation et son exportation à l'échelle mondiale à partir de la deuxième moitié du XXème siècle, modifient les termes de l'échange et contribuent à la montée des tensions dans le Golfe Persique et autour du Détroit d'Ormuz. Le carrefour de la globalisation se déplace vers le Golfe et l'exportation de pétrole et de gaz en grande quantité permet aux monarchies pétrolières de s'enrichir sous le contrôle de puissances étrangères. Ils établissent des pactes comme le Pacte de Quincy de 1945 qui garantit à l'Arabie Saoudite une protection militaire américaine en échange d'un accès à l'exploitation du pétrole saoudien

[31] L. MICHELIS, *op.cit.,* pp. 61-62
[32] C. TALMAGE, "Closing time : assessing the Iranian threat to the Strait of Hormuz", *International Security,* 2008, vol. 33, no. 1, pp. 82-117
[33] P. BOULANGER, *op.cit.,* p. 404
[34] L. MICHELIS, *op.cit.,* p.60
[35] Idem, p. 37
[36] P. BOULANGER, *op.cit.,* p. 405
[37] J. J. BERREBY, "LA GRANDE-BRETAGNE ET L'ARABIE." *Politique étrangère,* 1956, vol. 21, no. 6, p. 718
[38] L. MICHELIS, *op.cit.,* p. 49

pour les compagnies pétrolières américaines via la société *Saudi Aramco* afin de contenir l'URSS.[39] L'Iran est le premier pays à développer son industrie pétrolière et à débuter son processus de nationalisation en 1951 sous l'égide de la Société nationale iranienne de pétrole (SNIP) dans un contexte de tensions avec les Britanniques.[40] La République Islamique voit le pétrole comme "*un outil de libération, d'indépendance et de souveraineté"*[41], comme Léa Michelis, diplômée de Sciences Po Aix et spécialisée sur les conflits au Moyen-Orient, l'affirme dans son livre "*L'Iran et le Détroit d'Ormuz"*. Pourtant, le pétrole est également le vecteur de l'ingérence des Etats-Unis qui s'amplifie entre le début de la Seconde Guerre mondiale et la Révolution Islamique de 1979 pour lutter contre l'URSS en Eurasie, garantissant ainsi les intérêts américains dans le Golfe.[42] A partir de 1970, face aux puissances étrangères et régionales, le Shah d'Iran Mohammad Reza Pahlavi devient le gendarme du golfe pour le compte des Etats-Unis et voit le Détroit d'Ormuz comme le fer de lance de la puissance iranienne régionale et mondiale.[43]

Aujourd'hui le détroit est juridiquement partagé entre l'Iran et Oman mais l'Iran revendique encore son droit souverain historique sur ce bras de mer devant les Nations-Unies. N'ayant pas ratifié la CNUDM, l'Iran considère que ce bras de mer fait exclusivement partie de ses eaux territoriales et que de ce fait, le droit iranien est le seul à s'appliquer pour les nombreux navires qui l'empruntent : "*Article 23 of Iran's 1993 maritime law states that the legislation supersedes all previous laws and regulations*".[44]

L'espace du Détroit d'Ormuz et du Golfe Persique est donc un nœud vers lequel convergent les intérêts politiques, économiques et militaires des puissances régionales et des grandes puissances.

---

[39] N. MAZZUCCHI, *Énergie. Ressources, technologies et enjeux de pouvoir*, Paris: Editions Armand Colin, collection Comprendre le Monde, 2017, p.59
[40] L. MICHELIS, *op.cit.,* p.51
[41] Idem, p.53
[42] N. MAZZUCCHI, *op.cit.,* p.59
[43] J. P. DIGARD, B. HOURCADE, Y. RICHARD, *L'Iran au XXème siècle, entre nationalisme, islam et mondialisation,* Paris: Editions Fayart, 2007, p.138
[44] F. NADIMI, "Clarifying Freedom of Navigation in the Gulf", *THE WASHINGTON INSTITUTE for Near East Policy,* 24 juillet 2019 - L'Iran se doit pourtant de respecter le droit coutumier non-écrit lui interdisant de fermer le détroit

Les enjeux géostratégiques du Détroit d'Ormuz

Les enjeux économiques

Le Détroit d'Ormuz donne accès à une zone extrêmement riche en hydrocarbures qui représentent un enjeu de puissance depuis la deuxième moitié du XXème siècle. Près de 40% du commerce dans le détroit concerne l'industrie pétrolière.[45] L'*Energy Information Administration* estime qu'entre 20 et 25% des flux pétroliers mondiaux passent par le Détroit d'Ormuz en 2020, ce qui représente environ 21 millions de barils par jour.[46] Il est l'unique porte de sortie maritime pour les exportations de 5 des plus gros producteurs de pétrole (Arabie Saoudite, Iran, Irak, EAU, Koweït) qui, en ajoutant le Qatar et Oman, possèdent 47,7% des réserves mondiales connues de pétrole et 42,5% des réserves de gaz en 2019.[47] Les exportations de pétrole et de gaz naturel liquéfié (GNL) passant par Ormuz représentent donc une part considérable de l'économie nationale de ces pays, les voies terrestres par pipelines étant encore très peu développées pour contourner le détroit car elles limitent le volume des exportations et créent une dépendance entre pays traversés.[48] Le poids de la géographie est donc primordial et permet de comprendre l'émergence de fortes dépendances et de stratégies de diversification.

Les principaux importateurs de ces hydrocarbures sont aujourd'hui les pays d'Asie. Près de 85% des flux sortant du Golfe Persique sont destinés aux marchés asiatiques (Chine, Japon, Corée du Sud et Inde), qui eux n'ont pas d'autres choix que de passer par le Détroit d'Ormuz.[49] Ils dépendent donc très fortement de la stabilité de cette zone pour leur économie, tout comme les pays occidentaux (regroupant l'Amérique du Nord et l'Europe). Les Etats-Unis, pour qui les hydrocarbures des pays de la péninsule arabique étaient indispensables jusqu'au début du XXIème siècle, mènent depuis les attentats du 11 septembre 2001, une politique d'indépendance énergétique vis-à-vis du Golfe.[50] Même s'ils deviennent de plus en plus indépendants énergétiquement, la stabilité de cet espace est et restera primordiale pour eux car 1/15ème du pétrole passant par le Détroit d'Ormuz est encore

[45] A.H. CORDESMAN, "Iran, oil, and the Strait of Hormuz", *Center for Strategic and International Studies,* 26 mars 2007, p.2 (**Annexe 4**)
[46] E. BOUVIER, "Le détroit d'Ormuz, un carcan géographique pour l'économie mondiale", *Les clés du Moyen-Orient*, 31 juillet 2019 (**Annexe 5**)
[47] L. MICHELIS, *op.cit.,* p.19 (**Annexe 6**)
[48] N. R. NGASSAM, "Le détroit d'Ormuz à l'épreuve des tensions Iran-Etats-Unis", *Conseil québécois d'études géopolitiques*, 2020, vol.6, no. 1, (résumé)
[49] V. GERMAIN, "Détroit d'Ormuz, un passage stratégique", *Les clés du Moyen-Orient,* 02 juillet 2013
[50] N. MAZZUCCHI, *op.cit.*, p.8 (**Annexe 7**)

exporté vers les Etats-Unis en 2018.[51] Dans ce cadre, le Pacte de Quincy négocié avec l'Arabie Saoudite en 1945 et qui assure l'approvisionnement énergétique américain a encore toute son importance. Les Etats-Unis dépendent également des prix du baril de pétrole qui, en cas d'instabilité, peuvent varier très vite et créer un effet de chaîne déstabilisateur pour l'économie mondiale.

L'Iran, malgré plusieurs tentatives de diversification de son économie, dépend encore de la rente des hydrocarbures pour financer ses dépenses.[52] Les exportations de pétrole constituent environ 80 % du total de ses recettes d'exportation.[53] Le pays possède les 4èmes réserves prouvées de pétrole et les 2èmes réserves prouvées de gaz.[54] Avant la réinstauration des sanctions unilatérales américaines, l'Iran exportait 45 % de son pétrole principalement vers la Chine, l'Inde, l'Irak, les EAU, l'Afghanistan et la Corée du Sud.[55] Ce qui démontre que malgré les tensions avec les pays de la péninsule arabique, des relations économiques importantes subsistent avec les EAU, le Qatar et Oman grâce aux Iraniens travaillant dans ces pays.[56] L'Iran est presque entièrement dépendant du Détroit d'Ormuz pour ses exportations et pour l'importation de produits manufacturés venant en majorité de Chine.[57] Cependant, les sanctions internationales imposées à partir de 1996 et les sanctions unilatérales américaines imposées à nouveau en 2018 pour empêcher le développement de son programme nucléaire, ont causé le retrait de la plupart des compagnies transnationales et empêchent aussi la plupart des investissements dans le domaine pétrolier et la majorité des exportations d'hydrocarbures iraniens. Même si un contournement des sanctions est opéré par certains pays, l'Iran ne parvient toujours pas à tirer parti de sa situation géographique stratégique à cause de l'hostilité des Etats-Unis et des pays de la péninsule arabique à son égard mais aussi de la mauvaise gestion économique par les dirigeants iraniens.[58]

Les pays de la péninsule arabique, eux, concentrent ¼ des réserves mondiales d'hydrocarbures. L'Arabie Saoudite qui représente le cœur pétrolier de la péninsule, fait transiter 90% de son pétrole par le Détroit d'Ormuz.[59] Pour tenter de limiter leur dépendance

[51] E. BOUVIER, *op.cit.*
[52] M. PAGLIA, « Détroit d'Ormuz : la guerre des nerfs », *Politique étrangère*, 2021, vol.2, pp. 139-150
[53] L. MICHELIS, *op.cit.,* p.68
[54] Connaissance des énergies, *Mix énergétique de l'Iran*
[55] Agence de Développement Économique, *Iran : Contexte politico-économique*
[56] M. SABOORI, « Les Émirats arabes unis et les Iraniens », *Hérodote*, 2009, vol.2, n° 133, p. 167
[57] Service économique de Téhéran, *Le commerce extérieur de l'Iran en 2019/2020*, p. 2
[58] A.F. KHAVAND, « L'économie iranienne dans la tourmente », *Esprit*, 2012, vol. 6, p. 104 **(Annexe 8)**
[59] E. BOUVIER, *op.cit*

par rapport à l'Iran en cas de conflit, l'Arabie Saoudite et les EAU ont construit respectivement un pipeline d'Est en Ouest vers la Mer Rouge et le pipeline ADCOP qui relie les champs pétroliers émiratis au port de Fujaïrah directement localisé dans le Golfe d'Oman.[60]

Les enjeux défensifs

Au regard de l'importance économique du Détroit d'Ormuz et aux risques d'instabilité inhérents, assurer le contrôle de la liberté de circulation du commerce maritime dans le détroit ainsi que le contrôle des puits et des plateformes pétrolières devient un enjeu de sécurité nationale. Les tensions entre puissances régionales, en particulier avec l'Iran, et la présence de puissances étrangères a toujours empêché la création d'un véritable système de sécurité régional basé sur un accord entre l'Arabie Saoudite et l'Iran. Depuis la Révolution Islamique de 1979, on observe au contraire une montée en puissance du dilemme de sécurité dans les Golfes Persique et d'Oman qui provoque une course aux armements entre l'Iran et l'Arabie Saoudite.[61]

Alors que jusqu'en 1979, l'Iran était le gardien des intérêts américains dans cet espace, la Révolution Islamique qui renverse le pouvoir du Shah et instaure le pouvoir islamique du Guide Suprême Rouhollah Khomeini, chef de l'Etat iranien, se construit en opposition aux Etats-Unis qui sont désormais assimilés au *"Grand Satan"*. La volonté expansionniste et hégémonique de cette République Islamique chiite inquiète les pays sunnites de la péninsule arabique qui souhaitent une présence renforcée des Etats-Unis dans le Golfe, encore réticents à remplacer les Britanniques pour assurer la stabilité régionale. En 1980, le président des Etats-Unis Jimmy Carter énonce sa doctrine de politique étrangère, faisant du Détroit d'Ormuz et du Golfe Persique une zone stratégique de défense : "*Notre position est extrêmement claire : toute tentative de contrôle de la région du golfe Persique par une force extérieure sera considérée comme une atteinte aux intérêts vitaux des États-Unis d'Amérique et sera réprimée par tous les moyens nécessaires, y compris par la force*."[62] La présence militaire américaine répond dans un premier temps à la menace soviétique suite à l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS.[63] La guerre Iran-Irak entre 1980 et 1988 et la guerre des tankers

[60] E. BOUVIER, "Contourner le détroit d'Ormuz : entre projets peu fructueux et plans trop ambitieux", *Les clés du Moyen-Orient*, 02 août 2019 (**Annexe 9**)
[61] L. MICHELIS, *op.cit.,* p. 99
[62] "Doctrine Carter", Universalis.fr
[63] A.H. CORDESMAN, *The Gulf Military Balance, The conventional and asymmetric dimensions*, Center for strategic and international studies : Rapport, vol. 1, 2014, p. 2

dans le Golfe renforcent leur présence militaire. Ils installent le premier commandement régional intégré ou CENTCOM au Qatar.[64] Le Conseil de Coopération du Golfe (CCG) est également créé, d'abord pour la coopération économique puis défensive entre les États de la péninsule arabique (sauf le Yémen). L'invasion du Koweït par l'Irak en 1990 rend la présence américaine permanente avec 50 000 soldats stationnés en Arabie Saoudite et fait de celle-ci un garant de la stabilité et de protection des pays de la péninsule arabique face à l'Irak et l'Iran (*dual containment*).[65] La présence américaine a donc évolué en réponse à des événements spécifiques.

Les Etats-Unis, qui ont aujourd'hui le plus gros budget militaire au monde par rapport à leur PIB (plus de 4% du PIB)[66], possèdent des bases militaires au Qatar, aux EAU et dans l'Océan Indien et stationnent leur cinquième flotte à Bahreïn.[67] Elle patrouille en permanence aux abords du détroit pour assurer la libre navigation et organise des exercices militaires anti-missiles en collaboration avec ses alliés internationaux pour faire face à l'Iran.[68] Dans l'optique d'une politique de "*offshore balancing*", revenant à augmenter l'indépendance des pays du CCG vis-à-vis des Etats-Unis pour limiter les interventions américaines directes, les Américains ont mis en place des partenariats défensifs (entraînements, livraisons d'équipements militaires, opérations conjointes) avec ceux-ci.[69] Malgré la grande dépendance aux Etats-Unis et la faiblesse des marines nationales, les budgets militaires de certains pays du CCG comme l'Arabie Saoudite ou les EAU ont presque quadruplé depuis le début du siècle avec une volonté de devenir des acteurs stratégiques à part entière.[70] Leurs armes, principalement livrées par les Américains, sont plus modernes et technologiques que celles de l'Iran.[71]

La présence étrangère et surtout américaine apporte donc une stabilité à court terme mais elle empêche la création d'une architecture de sécurité régionale entre pays du CCG, qui

---

[64] US Central Command, *CENTCOM priorities*
[65] L. MICHELIS, *op.cit.,* p. 96
[66] GRIP, *DÉPENSES MILITAIRES, PRODUCTION ET TRANSFERTS D'ARMES*, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité : Rapport, 2021, p. 9 **(Annexe 10)**
[67] G.F. GRESH, "Traversing the Persian Gauntlet: U.S. Naval Projection and the Strait of Hormuz." *The Fletcher Forum of World Affairs*, 2010, vol. 34, no. 1, p. 41
[68] La France possède une base à Abu Dhabi et le Royaume-Uni à Oman. L'Europe a mis en place une mission de surveillance dans le détroit en 2020 (EMASOH) - Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, *Mission européenne de surveillance maritime dans le détroit d'ormuz (EMASOH)*
[69] L. MICHELIS, *op.cit.,* p. 98
[70] A.H. CORDESMAN, TOUKAN Abdullah, *The Gulf Military Balance in 2019: A Graphic Analysis,* Center for strategic and international studies : Rapport, 2019, p. 38 **(Annexe 11)**
[71] Idem, p. 36 (**Annexe 12**)

connaissent des contentieux territoriaux, ou d'une architecture incluant l'Iran. Les visions diamétralement opposées, d'un Golfe sans l'Iran pour les Etats-Unis et le CCG et d'un Golfe sans les Américains pour l'Iran, rendent pour l'heure toute intégration régionale impossible.

Face aux Etats-Unis et aux pays de la péninsule arabique, l'Iran, qui était sous embargo international pour la plupart des armes conventionnelles jusqu'en 2020, n'est pas capable de rivaliser.[72] Une partie non négligeable de ses équipements datent encore de l'époque du Shah où le pays était bénéficiaire des livraisons d'armes américaines au même titre que l'Arabie Saoudite. Son budget militaire, qui avait augmenté de 40% après l'accord sur le nucléaire iranien et la levée des sanctions en 2016[73], a de nouveau baissé de 20% entre 2018 et 2020 suite au retrait américain de l'accord, à la dépréciation du rial iranien et à la mauvaise gestion économique du pays.[74] Le budget est environ six fois inférieur à celui de l'Arabie Saoudite et ne risque pas de repartir rapidement à la hausse vu le manque de revenu lié au blocage des exportations d'hydrocarbures.[75] Malgré son infériorité apparente, l'Iran considère le Golfe Persique et le Détroit d'Ormuz comme une de ses principales lignes de défense régionale et internationale.

Le Détroit d'Ormuz, moyen de dissuasion iranien

La République Islamique d'Iran a mis plusieurs stratégies en place pour défendre son territoire et son régime politique contre les menaces extérieures et ainsi exercer une certaine influence régionale et internationale. En plus de la projection de sa puissance par ses *proxies*[76] et du développement de son programme nucléaire et balistique, l'Iran brandit la menace de la fermeture du Détroit d'Ormuz. En fonction du point de vue, cette stratégie d'augmentation des coûts de la guerre peut être vue comme un outil de dissuasion, de maintien du statu-quo et de négociation face aux sanctions, ou comme un outil offensif de déséquilibre de la balance des forces dans cet espace déjà très instable où l'importance pour l'Iran est de survivre.

---

[72] A.H CORDESMAN, TOUKAN Abdullah, *op.cit,* p. 126
[73] M. PAGLIA, *op.cit.,* p.143
[74] GRIP, *DÉPENSES MILITAIRES, PRODUCTION ET TRANSFERTS D'ARMES*, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité : Rapport, 2021, p. 18 - CORDESMAN Anthony H., TOUKAN Abdullah, *op.cit,* p. 39
[75] A.H. CORDESMAN, TOUKAN Abdullah, *op.cit,* p. 39 (**Annexe 13**)
[76] Acteurs non-étatiques (sauf cas syrien) qui bénéficient d'un soutien politique, capacitaire et parfois opérationnel de la République Islamique d'Iran via sa force Al Qods - TOURRET Vincent, PAGLIA Morgan, "L'Iran et ses proxys au Moyen-Orient : Les défis de la guerre par procuration", *Institut français des relations internationales (Ifri)*, 30 mars 2020, p.7

L'appareil sécuritaire iranien actuel a maintenu l'ancienne armée impériale du Shah (Artesh) mais comprend aussi le Corps des Gardiens de la révolution islamique (Pasdaran) comprenant des forces terrestres, navales et les milices paramilitaires Al Qods (interventions extérieures) et Bassidj (interventions intérieures et extérieures), directement sous le commandement de l'ayatollah.[77] La marine régulière contrôle le Golfe d'Oman et la mer Caspienne et les Pasdarans contrôlent le Golfe Persique et sont considérés comme les gardiens du détroit.[78] L'Iran est le pays de la région avec le personnel militaire actif le plus nombreux : 523 000 hommes dont environ 30 000 marins (2019).[79] Selon Léa Michelis, l'appareil sécuritaire iranien et principalement les Pasdarans ont trois missions : "*protéger les eaux territoriales iraniennes et les intérêts économiques, surveiller et traquer les navires de guerre étrangers et marchands, s'entraîner pour se préparer à un affrontement asymétrique*".[80]

L'Iran utilise une stratégie de lutte asymétrique[81] et de défense préventive afin de renforcer la pression sur les Américains et leurs alliés en menaçant de verrouiller le détroit. Pour assurer sa crédibilité, le pays a un plan de développement en cinq ans.[82] Il remet en état un grand nombre de bases militaires dans les Golfes Persique et d'Oman avec une capacité de "*détection, de défense et de riposte*".[83] Dans cette optique, le port militaire de Bandar Abbas, quartier général de la flotte iranienne est d'une importance capitale. Les 16 îles iraniennes du Golfe Persique et les îles d'Abu Musa, Grande Tomb et Petite Tomb disputées entre l'Iran et les EAU font aussi partie de la ligne de défense iranienne et sont utilisées pour abriter des bases et des missiles tactiques.[84] Les forces iraniennes ont en effet fait des progrès technologiques en ce qui concerne les missiles balistiques et tactiques qui peuvent atteindre les bases américaines au Qatar et aux EAU.[85] Les mines sont aussi un des instruments principaux de cette stratégie de déni d'accès au Golfe Persique.[86] Plusieurs exercices navals et aériens sont régulièrement réalisés et récemment conjointement avec la Chine et la Russie.

[77] A.H. CORDESMAN, TOUKAN Abdullah, *op.cit.*, p. 88
[78] L. MICHELIS, *op.cit.,* p. 112
[79] A.H. CORDESMAN, TOUKAN Abdullah, *op.cit.*, p. 61
[80] L. MICHELIS, *op.cit.,* p.113
[81] Le déséquilibre des forces conduit l'Iran à mettre l'accent sur la disparité totale de nature des moyens et des modes d'action afin de dissuader ses adversaires d'une quelconque offensive et ainsi protéger ses intérêts
[82] A.H. CORDESMAN, TOUKAN Abdullah, *op.cit.*, p. 39
[83] P. BOULANGER, *op.cit.,* p. 411
[84] M. PAGLIA, *op.cit.,* p.147
[85] A.H. CORDESMAN, TOUKAN Abdullah, *op.cit.*, pp. 69-70 (Annexe 14)
[86] Idem, p. 99

L'importation de matériel militaire, bien que limitée par les sanctions, provient de Russie, de Corée du Nord et de Chine.[87]

Dans ce cadre, une possible fermeture du Détroit d'Ormuz n'est pas à sous-estimer, même s'il est peu probable que l'Iran utilise réellement ce verrouillage maritime stratégique, en opposition à la majeure partie de ses propres intérêts. Aujourd'hui, face aux sanctions internationales, la République Islamique possède surtout une force de nuisance qui, combinée à la spirale de militarisation et de sécurisation, place le détroit au cœur des tensions et des accrochages entre les Etats-Unis et l'Iran depuis 1979.

Le Détroit d'Ormuz au coeur des tensions depuis 1979

Même si le Détroit d'Ormuz n'a jamais connu de blocage, la liberté de navigation a déjà été menacée à de nombreuses reprises dans le détroit et aux abords de ce dernier.[88] Cela engendre une grande instabilité des prix des hydrocarbures qui évoluent en fonction de la situation sécuritaire.[89] La marine américaine a affirmé en 2016 *"that Iran violated international law by impeding the boat's innocent passage transit and they violated our sovereign immunity by boarding, searching and seizing the boats and by photographing and video recording the crew"*[90], ce que nie l'Iran. En menant ces opérations de lutte asymétrique face aux Etats-Unis, l'Iran va à l'encontre de la CNUDM (qu'elle n'a pas ratifiée) qui dit que "*les eaux territoriales d'Ormuz sont ouvertes au «passage en transit», qui doit « être rapide, s'exercer de manière continue et ne représenter aucune menace pour l'Etat souverain. »*"[91]. Alors que Téhéran considère les eaux du détroit comme ses eaux territoriales; Washington, qui n'a pas non plus ratifié la CNUDM, estime que la circulation à Ormuz se fait en eaux internationales.[92] Les deux Etats se livrent donc à des manœuvres hostiles sans être considérés comme ayant enfreint le droit international.

Les premières et seules réelles confrontations militaires Iran - Etats-Unis ont lieu durant la guerre opposant l'Iran à l'Irak (1980-1988). Entre 1984 et 1987, plus de 600 navires sont attaqués dans ce qu'on appelle la *"guerre des tankers"*.[93] L'objectif de ces opérations est

[87] B. HOURCADE, *Géopolitique de l'Iran : les défis d'une renaissance*, 2ème édition, Editions Armand Colin, 2016, p. 175
[88] **Annexe 15**
[89] **Annexe 16**
[90] INTERNATIONAL CRISIS GROUP, "Strait of Hormuz", *International Crisis Group,* 09 août 2022
[91] F. NADIMI, *op.cit.*
[92] Ibidem
[93] V. GERMAIN, *op.cit.*

d'empêcher les exportations de l'ennemi afin de couper ses revenus. Ces interférences au commerce mondial mènent les Etats-Unis à renforcer leur présence dans le Golfe afin de protéger la liberté de navigation. En 1988, les marines iraniennes et américaines se heurtent lors d'une mission américaine de protection des tankers koweitiens.[94] Une frégate américaine est lourdement endommagée par une mine iranienne et l'opération de représailles appelée "*Praying Mantis*" fait couler plusieurs navires iraniens et détruit deux plateformes pétrolières.[95] Ces évènements marquent Américains et Iraniens qui comprennent les risques inhérents d'une guerre et la nécessité de maintenir la paix dans cet espace.

Pourtant, depuis ces évènements, les accrochages entre marines iranienne et américaine continuent. En 1991, lors de la guerre du Golfe, l'Iran organise des opérations de minage endommageant deux frégates américaines.[96] Le 12 octobre 2000, l'USS Cole est touché par une embarcation piégée au large des côtes yéménites.[97] L'imposition des plus fortes sanctions contre le programme nucléaire iranien comprenant une interdiction d'importation de pétrole iranien, provoque en 2012 une aggravation des tensions dans le détroit avec des exercices navals iraniens d'une envergure exceptionnelle et une présence américaine renforcée pour dissuader ces opérations de guérilla navale.[98] Les tensions atteignent leur paroxysme entre 2019 et 2020. L'intensification des nuisances iraniennes dans le Détroit d'Ormuz à partir de mai 2019, à la suite de la sortie des Américains de l'accord sur le nucléaire iranien et de la restauration des sanctions, pose la question de l'hégémonie américaine dans le Golfe Persique. L'escalade est si importante, que celle-ci fait redouter une seconde guerre des tankers et une instabilité grandissante des prix des hydrocarbures.

[94] V. GERMAIN, *op.cit.*
[95] Ibidem
[96] Ibidem
[97] Ibidem
[98] M. CROWLEY, "Iran's dire Strait", *Politico,* 05 février 2015

CHAPITRE 3 : ACTEURS MAJEURS

La République Islamique d'Iran, identité nationale et stratégies d'influence

Le premier acteur à analyser est la République Islamique d'Iran. Souvent qualifié de célibataire stratégique, l'Iran est vu comme une puissance déstabilisatrice et hégémonique. Son rôle est perçu différemment en fonction des espaces géographiques. Alors qu'il est vu comme un État tampon pour l'impérialisme économique asiatique; ses voisins arabes l'imaginent comme un verrou stratégique, idéologique et politique; et l'Occident comme un atout militaire stratégique à contrôler.[99] En 1904, Halford John Mackinder, père de la géopolitique, théorise la notion de *Heartland* qui sera complétée en 1943 par la notion de *Rimland* de Nicholas Spykman, un des pères de la géopolitique aux Etats-Unis.[100] Ces représentations démontrent l'importance de cet espace, en plaçant l'Iran au centre du monde et en affirmant que "*quiconque contrôle le Heartland contrôle l'île monde*".[101] Face à cette multiplicité des représentations, comment ce pays définit-il son identité et ses stratégies d'influence ?

Alors que l'Iran était un pion garantissant les intérêts des puissances étrangères jusqu'à la fin des années 1970, la Révolution Islamique a entièrement changé l'image et l'identité du pays. Cette dernière s'est construite en opposition à l'étranger et avec la volonté d'étendre ses idées révolutionnaires à son entourage régional. Le système politique théocratique unique (mêlant religion et démocratie) qui a émergé de ces évènements, s'illustre par sa grande stabilité malgré l'alternance entre présidents conservateurs et réformistes. Cette stabilité s'explique par la domination du Guide Suprême Rouhollah Khomeini puis Ali Khamenei à tous les échelons du pouvoir depuis 1979.[102]

La devise iranienne regroupant les termes : indépendance, liberté, République Islamique éclaire sur les composantes de l'identité islamo-nationaliste iranienne.[103] Dans un espace extérieur hostile à la puissance iranienne, le premier objectif stratégique de la République Islamique pour assurer sa pérennité et le déploiement de sa puissance est aujourd'hui la survie du caractère islamique du régime et le déploiement régional du pan-islamisme en

[99] P. PAHLAVI, « L'Iran au travers du prisme géopolitique », *Revue de géographie historique*, 2018, no. 12, pp. 3-8
[100] Idem, p. 8-10 (**Annexe 18**)
[101] Idem, p. 10
[102] M. DAOU, "Le pouvoir iranien, un système verrouillé aux mains du Guide suprême", *France 24* (**Annexe 19**)
[103] B. HOURCADE, *op.cit.,* p. 125

opposition au nationalisme arabe et aux principales puissances ennemies saoudiennes, israéliennes et américaines.[104] La doctrine théologico-politique de *Velayat-e faqih* ou *guidance du juriste* instaure l'omniprésence du religieux dans la sphère politique iranienne.[105] Le Guide Suprême, le Conseil des gardiens de la Constitution et le Conseil de discernement des intérêts du régime luttent contre l'invasion de la modernité politique et culturelle occidentale en vérifiant que chaque décision est conforme aux intérêts du régime islamique.[106] Ce débat entre tradition et modernité est séculaire au Moyen-Orient et vient ébranler le consensus islamiste en Iran où une partie de la société civile occidentalisée milite pour davantage de démocratie et de droits.[107]

Le deuxième objectif stratégique est la sauvegarde de l'intégrité territoriale du pays.[108] Le nationalisme territorial, culturel et idéologique vis-à-vis des pays frontaliers montre l'importance accordée par l'Iran à son indépendance. Cela s'explique par le passé glorieux de la Perse impériale qui donne aux Iraniens un sentiment d'exceptionnalisme : *« Grand peuple à la culture plurimillénaire, notait Alexandre Adler, les Persans ont du mal à comprendre pourquoi ils sont tombés si bas et se sont souvent, par voie de conséquence, enthousiasmés pour des raccourcis saisissants vers le retour au pouvoir »*[109]. Cette importance accordée à l'indépendance s'est encore accentuée avec la Révolution et l'accent porté à l'unité de la nation face à la menace étrangère. La République Islamique s'est construite autour du sentiment de citadelle assiégée : *« La méfiance à l'égard de ce monde par ailleurs objet de toutes les fascinations est la chose la mieux partagée en Iran »*[110]. Ce nationalisme radical instrumentalisé par les élites, leur a permis de s'accaparer le pouvoir et de renforcer l'appareil répressif iranien mais cette unité de la nation face à la menace extérieure n'est plus aussi solide qu'à l'époque des Mollahs (1980-1990).[111]

---

[104] B. HOURCADE, *op.cit.,* p. 131 (**Annexe 20**)
[105] V. TOURRET, PAGLIA Morgan, *op.cit.,* p. 10
[106] B. HOURCADE, *op.cit.,* p. 81-82
[107] M.R. DJALILI, « Politique étrangère de la République islamique : le rôle du président », *Confluences Méditerranée*, 2014, vol. 1, n° 88, p. 26
[108] B. HOURCADE, op.cit., pp. 126-127
[109] P. PAHLAVI, *op.cit,* p. 13
[110] Idem, p.14
[111] A. KIAN, "Chapitre 2. La politique étrangère de la République islamique d'Iran : Résistance à l'intégration ou quête de sécurité ?" dans OUALDI M'hamed, PAGÈS-EL KAROUI Delphine, VERDEIL Chantal (sous la direction de), *Les ondes de choc des révolutions arabes*, Nouvelle Édition, Beyrouth : Presses de l'Ifpo, 2014, p. 45

Le troisième objectif stratégique de l'Iran pour assurer sa survie et le déploiement de sa puissance est son intégration dans la mondialisation.[112] Ce dernier objectif est assez paradoxal par rapport aux deux précédents. En effet, la mondialisation s'oppose à la tradition et à la répression mais est pourtant indispensable pour son économie.

Afin d'assurer la pérennité du régime et le déploiement de l'Iran en dehors de ses frontières, différentes stratégies d'influence sont utilisées par l'Iran. Sachant que le monde qui l'entoure lui est hostile, que celui-ci peut à tout moment mettre sa sécurité en péril par un jeu d'alliances et que le conflit l'opposant à ses belligérants est asymétrique ; l'Iran met délibérément l'accent sur la disparité des moyens et des modes d'action afin de dissuader ses adversaires d'une quelconque offensive et ainsi protéger ses intérêts nationaux. Pour la *US Joint Strategy Review* l'approche asymétrique revient à "*contourner ou saper les forces américaines tout en exploitant les faiblesses américaines avec des méthodes qui diffèrent sensiblement des méthodes d'opérations attendues par les États-Unis.*"[113]

Dans ce cadre, le premier outil d'influence de l'Iran dans son environnement régional est son réseau de *proxies* et la menace d'un potentiel embrasement régional des conflits aux conséquences internationales.[114] L'Iran se considère comme libérateur des opprimés et développe son Axe ou Archipel Chiite, un axe géopolitique regroupant des Etats à majorité chiite ou dirigés par une famille chiite (Iran, Irak, Syrie, Liban).[115] Cette politique inquiète les puissances régionales sunnites qui voient cela comme une manœuvre offensive pour déséquilibrer la balance des forces dans cet espace où le gain d'un acteur revient obligatoirement à une perte pour les autres (jeu à somme nulle).[116] Les acteurs non-étatiques qui bénéficient de l'aide financière de l'Iran (*proxies*) sont le Hezbollah libanais qui lui assure un accès à la mer Méditerranée, le Hamas palestinien, les milices chiites irakiennes, la majorité chiite à Bahrein et la milice Houthi au Yémen.[117] En Syrie, l'Iran soutient également le régime alaouite de Bachar el-Assad.[118] La force iranienne paramilitaire Al Qods, branche extérieure des Pasdarans, coordonne l'action de cet Axe.[119] Ils représentent pour l'Iran une

[112] B. HOURCADE, *op.cit.*, p. 97
[113] C. BUHLMANN, « Le concept d'asymétrie : une plus-value pour comprendre les conflits modernes ? », *Stratégique*, 2012, vol. 2-3, n° 100-101, p. 232
[114] V. TOURRET, PAGLIA Morgan, *op.cit.*
[115] B. GIBLIN, « Éditorial. L'Iran : un acteur majeur au Moyen-Orient », *Hérodote*, 2018, vol. 2, n° 169, p. 5 (**Annexe 21**)
[116] J.J. MEARSHEIMER, *op.cit.*
[117] V. TOURRET, PAGLIA Morgan, *op.cit.,* p. 21-23
[118] Ibidem
[119] Idem, pp. 26-30

opportunité de développer son influence régionale sans que la responsabilité ne puisse lui être directement attribuée. Un grand nombre de ces acteurs sont considérés comme terroristes par les Etats-Unis et leurs alliés.

Un second outil d'influence est la lutte asymétrique menée par l'Iran dans le Golfe Persique et le Détroit d'Ormuz avec la menace iranienne de fermeture du détroit. Cette stratégie a comparativement le plus grand potentiel conflictuel, raison pour laquelle ce mémoire s'y intéresse plus particulièrement.

Un troisième et dernier outil d'influence est le développement du programme nucléaire par l'Iran, considéré comme Etat du seuil nucléaire, çad suspecté de "*posséder ou de chercher à acquérir l'arme nucléaire et ne faisant pas partie des puissances officiellement détentrices de la force nucléaire militaire*."[120] Le programme nucléaire renforce la légitimité du régime en interne et le prestige technologique régional de l'Iran face à ses adversaires.[121] L'acquisition de l'arme nucléaire par l'Iran servirait de moyen de pression et de dissuasion internationale contre les nombreuses menaces extérieures.

En définitive, l'Iran n'est pas faible mais sa force se résume surtout à sa capacité de nuisance. Une hégémonie régionale iranienne n'est pas concevable tant que la majorité de ses voisins et leur principal allié américain forment une coalition de puissances opposée à l'Iran, car cela rend le rapport de force inégal. Pourtant, comme le démontre la théorie du *Heartland*, une paix au Moyen-Orient n'est possible qu'en incluant cet acteur central.

Les Etats-Unis, puissance impérialiste au Moyen-Orient

Les Etats-Unis n'ont pas toujours été une puissance impérialiste. Le terme même d'impérialisme américain est un sujet débattu entre chercheurs, certains lui préférant les termes de leadership ou hégémonie américaine qui, selon eux, sont plus adaptés pour qualifier une domination indirecte et non territoriale. D'autres affirment que l'impérialisme peut aujourd'hui désigner une hégémonie dans les domaines militaire, économique, politique et/ou culturel.[122] Dans le cadre de ce mémoire, les termes *"impérialisme"* et *"hégémonie"* sont donc considérés comme des synonymes.

[120] "SEUIL NUCLÉAIRE", Université de Liège
[121] L. MICHELIS, *op.cit.,* p.127
[122] M. MANN, *op.cit.*

Dès la déclaration d'indépendance des Etats-Unis d'Amérique en 1776 et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, un débat fait rage entre isolationnistes et interventionnistes.[123] L'isolationnisme permet aux Américains de développer leur économie sans être bousculés par la guerre et d'ainsi devenir la première puissance industrielle mondiale. A partir de la moitié du XIXème siècle, la volonté de jouer un rôle plus important sur la scène internationale s'intensifie. Sous le couvert de la protection des libertés à Cuba, les Etats-Unis déclarent la guerre à l'Espagne en avril 1898 et récupèrent ainsi plusieurs territoires qui leur permettent d'étendre leur puissance.[124] Cela provoque une division dans la population et au sein de l'élite politique entre interventionnistes et isolationnistes. Le débat se poursuit au XXème siècle avec la participation américaine à la Première Guerre mondiale à partir de 1917 puis avec le processus de création de la Société des Nations, à laquelle les Etats-Unis n'adhèrent finalement pas faute de ratification par le Sénat.[125] La Seconde Guerre mondiale fait ressurgir les divisions et fait naître le 4 septembre 1940 le Comité *America First* opposé à l'entrée en guerre des Etats-Unis sur le continent européen.[126] C'est dans ce contexte qu'intervient en 1941 le bombardement de *Pearl Harbor*, catastrophe qui fait basculer les Etats-Unis dans le conflit.[127] Après la Seconde Guerre mondiale, le pays s'affirme comme première puissance militaire et économique mondiale.

Face à la menace que représente l'URSS à la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis intensifient leur influence sur la scène internationale en soutenant la création de nombreuses organisations internationales, en Europe grâce au Plan Marshall qui octroie des prêts pour la reconstruction européenne, et dans le reste du monde via des guerres par procuration avec les Soviétiques. C'est pour empêcher l'avancée du communisme et sécuriser l'accès aux hydrocarbures, que l'impérialisme américain au Moyen-Orient et dans le Golfe Persique va se développer dans un premier temps, suivant ainsi la doctrine Truman présentée au Congrès en mars 1947 par le Président Harry Truman (1945-1953).[128] Cette doctrine affirme officiellement la volonté du président de *"soutenir les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement par des minorités armées ou des pressions venues de l'extérieur"*[129] et va amener à l'éclosion des premiers mouvements hostiles à la politique

[123] L. MANNE, "Us Foreign Policy Since 1945" (notes prises dans le cours 94454), Université de Bologne, Bologne, 20 septembre 2021 - 30 novembre 2021.
[124] Ibidem
[125] Ibidem
[126] Le Monde, *Les Etats-Unis sont-ils toujours les gendarmes du monde ?,* Youtube, 18 octobre 2020
[127] L. MANNE, *op.cit.*
[128] M.R. DJALILI, "Images de l'Amérique vues du monde de l'islam"., *Quaderni*, 2003, n°50-51, p.267
[129] Ibidem

américaine. A côté des interventions militaires officielles (impérialisme par intervention), les Etats-Unis mènent des opérations secrètes qui ont pour but de mettre au pouvoir des régimes qui soutiennent les Américains (impérialisme par procuration).[130] Le but étant de conforter l'impérialisme américain dans l'espace concerné. Les années 1960 et 1970 voient l'anti-américanisme s'intensifier à cause du rôle joué par les Américains dans le conflit israélo-palestinien principalement en 1967 et en Afghanistan entre 1979 et 1989.[131] Les théories conspirationnistes selon lesquelles "*une part importante des problèmes auxquels les populations locales sont confrontées, sont le fait des machinations des puissances étrangères hostiles ainsi que d'organisations secrètes maléfiques*"[132] nourrissent également le discours anti-américain. Dans le même temps, le Moyen-Orient connaît une multiplication des attaques terroristes sur des intérêts américains.[133]

Avec la fin de l'URSS le 26 décembre 1991, les Etats-Unis deviennent la seule hyperpuissance mondiale. Pourtant, les présidents américains George H.W. Bush (1989-1993) puis Bill Clinton (1993-2001) prennent la décision d'intensifier la politique interventionniste des Etats-Unis afin de *"protéger et propager la démocratie et les valeurs fondamentales américaines"* et de *"protéger les intérêts nationaux américains"*.[134] Cette politique étrangère explique la décision des Etats-Unis d'intervenir lors de la Guerre du Golfe, se déroulant entre août 1990 et février 1991 suite à l'invasion du Koweït par l'Irak et opposant Saddam Hussein à une coalition de 35 États.[135] Les Etats-Unis deviennent ainsi les gendarmes du Golfe Persique, priorité stratégique, face à la menace représentée par le régime baathiste en Irak et par le régime islamique en Iran sur la stabilité du marché des hydrocarbures. Les Américains bénéficient en effet d'un réseau d'alliances dans les pays de la péninsule arabique qui leur assurent l'hégémonie militaire et économique.

Les attentats du 11 septembre 2001 à New York, font basculer les Etats-Unis d'un impérialisme informel par procuration à une stratégie militaire directe de grande envergure selon Michael Mann.[136] Le Président George W. Bush (2001-2008) fait de la guerre contre le terrorisme son objectif premier de politique étrangère et affirme dans son discours de

[130] M. MANN, *op.cit.,* p. 22
[131] M.R. DJALILI, *op.cit.,* p. 269
[132] Idem, p.270
[133] Idem, p. 269
[134] Le Monde, *op.cit.*
[135] "GUERRE DU GOLFE", Le Monde diplomatique
[136] M. MANN, *op.cit.,* p. 32

politique étrangère de 2002 : *"The best hope for peace in our world is the expansion of freedom in the entire world"*.[137] Il assimile les pays souhaitant se procurer l'arme nucléaire et soutenant le terrorisme à l'"*Axe du Mal*" (Corée du Nord, Irak de Saddam Hussein et Iran).[138] En octobre 2001, il passe à l'offensive en lançant une intervention militaire en Afghanistan contre les talibans, avalisée par le Conseil de Sécurité de l'ONU.[139] En mars 2003, il lance une opération en Irak contre le régime de Saddam Hussein, cette fois-ci sans l'aval du Conseil de Sécurité.[140] L'embourbement des troupes et le manque d'objectifs clairs quant à la présence américaine dans ces pays, intensifient l'anti-américanisme des populations locales des pays concernés mais également l'opposition d'une part croissante de la population américaine à l'interventionnisme des Etats-Unis au Moyen-Orient. Cette stratégie militaire de grande envergure fragilise donc l'hégémonie américaine sur le long terme et est une des raisons qui explique la politique de retrait du Moyen-Orient initiée par Barack Obama à partir de 2008.

Le *dual containment* irano-américain depuis 1979

Les relations entre ces deux acteurs majeurs du Golfe Persique, que sont la République Islamique d'Iran et les Etats-Unis, se sont détériorées depuis la Révolution Islamique de 1979. Avant cet évènement, ces relations sont bonnes avec un soutien au Régime du Shah qui joue le rôle de garant des intérêts énergétiques américains dans le Golfe Persique, surtout sous les présidences de Nixon (1969-1974), Ford (1974-1977) et Carter (1977-1981).[141] Néanmoins, les désaccords sur le rôle hégémonique que ces deux Etats veulent jouer au Moyen-Orient sont déjà nombreux.

Dans un premier temps, les Etats-Unis interviennent en Iran pour aider à la reprise économique de l'entre-deux guerres et à la modernisation de l'appareil militaire mais ils insistent aussi sur l'importance de l'indépendance iranienne face aux Soviétiques et aux Britanniques.[142] La Seconde Guerre mondiale annonce le début de la réelle implication politique, militaire et commerciale des Etats-Unis, qui accordent une place centrale à l'Iran

[137] Le Monde, *op.cit.* - The White House : President Georges W. Bush, *State of the Union Address to the 107th Congress,* Washington D.C. : The White House: President George W. Bush, 29 janvier 2002, pp. 103-114
[138] B. RIGAL-CELLARD, « Le président Bush et la rhétorique de l'axe du mal. Droite chrétienne, millénarisme et messianisme américain », *Études*, 2003, vol. 9, tome 399, p. 156.
[139] P. BOUVIER, "Guerre en Afghanistan : retour sur vingt ans de présence américaine", *Le Monde,* 1er mai 2021
[140] V. ROUSSEL, « Chronologie. L'intervention américaine en Irak en quelques dates clés », dans ROUSSEL Violaine (sous la direction de), *Art vs war. Les artistes américains contre la guerre en Irak*, Paris : Presses de Sciences Po, 2011, pp. 10-12.
[141] J. ZARIFIAN, *Choc d'Empires ? : Les relations Etats-Unis/Iran du XIXème siècle à nos jours*, Editions Hémisphères, 2018, pp. 44-48
[142] Idem, p. 22

dans leur stratégie d'endiguement de l'URSS.[143] A partir de 1950, le pays lutte pour la nationalisation énergétique face au Royaume-Uni et avec la contribution des Américains qui se placent en modérateurs pour assurer leurs intérêts pétroliers.[144] Cependant, le Premier Ministre iranien Mossadegh se rapproche de l'URSS et le parti communiste iranien *Toudeh* devient plus actif.[145] En 1953, l'opération *Ajax* donne lieu à un coup d'État soutenu par le Président Eisenhower (1953-1961) afin de remplacer Mossadegh par le Premier Ministre pro-occidental Fazlollah Zahedi.[146] Cet évènement est crucial pour les Iraniens car il est l'acte fondateur des extrémismes religieux anti-américains et des relations conflictuelles avec les Etats-Unis qui sont assimilés par la population iranienne à une puissance impérialiste cherchant uniquement à assouvir ses intérêts.[147] Sur le court terme, les positions américaines en Iran se renforcent grâce à des politiques d'aide et à un accord de défense bilatéral pour renverser la balance des forces face au communisme.[148] La doctrine Nixon s'insère également dans une stratégie de "*offshore balancing*" avec l'Iran en prévoyant que "*les Américains soutiendront financièrement et matériellement les pays victimes d'une agression, mais qu'ils ne s'engageront pas directement*".[149]

Alors que la position autoritaire du Shah s'accentue dans les années 1970, la société iranienne se modernise très rapidement, ce qui ne plaît pas à l'Ayatollah Khomeini, leader du mouvement islamiste anti-américain.[150] Washington ne se rend pas compte des réalités économiques iraniennes et des oppositions qui se forment en dehors des cercles du pouvoir face à un Shah "*étranger*".[151] Dans ce contexte, la Révolution de 1979 qui est instrumentalisée par Khomeini surprend les Américains qui voient émerger une nouvelle force islamique isolationniste dans un monde bipolaire. Les mouvements populaires anti-américains mènent à la prise d'otages à l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran qui dure de novembre 1979 à janvier 1981.[152] Cet évènement représente la rupture avec l'Iran dans la perspective américaine. A partir d'avril 1980, les liens diplomatiques entre les deux pays sont

[143] L. MICHELIS, *op.cit.,* p.86
[144] J. ZARIFIAN, pp. 29-31
[145] M.R. DJALILI, *op.cit.,* p. 268
[146] J.P. DIGARD, B. HOURCADE, Y. RICHARD, *op.cit.,* p. 110
[147] J. BILL, *The Eagle & the Lion – The Tragedy of American–Iranian Relations,* New Haven, Londres : Yale University Press, 1988, p.94
[148] J. ZARIFIAN, pp. 35-40
[149] M. KLARE, "Une application de la doctrine Nixon : la nouvelle diplomatie de la canonnière", *Le Monde diplomatique*, août 1974
[150] J. ZARIFIAN, p. 51
[151] Y. NOUCHINE, ""Etranger" et "identité collective" dans dans les slogans révolutionnaires en Iran.", *CEMOTI*, 1990, n°9, p. 63
[152] J. ZARIFIAN, pp. 62-66

coupés.[153] Durant les dix années qui suivent, les relations bilatérales sont très minces du fait que l'Iran se renferme dans l'isolationnisme. Sous la présidence du conservateur Hachemi Rafsandjani (1989-1997), les relations connaissent des améliorations périodiques mais l'Iran subit aussi de lourdes sanctions économiques et financières dont un embargo sur le pétrole à partir de 1995 couplé à la loi d'Amato Kennedy en 1996 qui interdit les investissements importants dans le secteur des hydrocarbures iraniens et qui visent à faire pression pour endiguer le pays et provoquer un renversement indirect du régime.[154]

Le dossier du nucléaire iranien vient raviver la menace et constitue le cœur des dissensions à ce jour. L'Iran ayant ratifié le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), le développement nucléaire iranien a d'abord été civil avant de devenir militaire.[155] En 2002, plusieurs sites nucléaires clandestins qui enrichissent l'uranium à des taux supérieurs aux nécessités civiles sont découverts par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) grâce au groupe d'opposition des Moudjahidin du peuple qui rendent l'existence de ces sites publique.[156] Dans un premier temps, l'Iran du réformateur Mohammad Khatami (1997-2005) accepte de négocier car la survie de la République Islamique est menacée par la politique de changement de régime des Etats-Unis. Hassan Rohani, négociateur sur le nucléaire sous Khatami, propose de suspendre provisoirement l'enrichissement en échange de la non-ingérence des Etats-Unis dans les affaires intérieures du pays et la levée de l'embargo mais l'Administration Bush refuse car, comme l'affirme l'ancien secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger, "*Washington associe la non-prolifération nucléaire à sa politique de renversement du régime islamique*".[157] En 2005, la conversion de l'uranium reprend suite à l'élection du président conservateur Mahmoud Ahmadinejad qui insiste sur "*le droit inaliénable de l'Iran à maîtriser le cycle du combustible nucléaire"*.[158] Pour objectiver la menace, le dossier est transféré au Conseil de Sécurité de l'ONU qui vote la résolution 1737 en décembre 2006, interdisant principalement le transfert de technologies nucléaires et balistiques à l'Iran, qui en réponse suspend tous ses liens avec l'AIEA.[159] Il y a donc une instrumentalisation mutuelle de la menace par les dirigeants.

---

[153] M. DUMOULIN, "Iran/USA : historique d'une relation minée", *rtbf.be,* 25 juin 2019
[154] M. COSNARD, "Les lois Helms-Burton et d'Amato-Kennedy, interdiction de commercer avec et d'investir dans certains pays", *Annuaire français de droit international*, 1996, vol. 42, p. 33.
[155] A. FEERTCHAK, "Le nucléaire et l'Iran: une histoire longue et mouvementée", *Le Figaro International,* 27 juin 2019
[156] A. KIAN, *op.cit.*
[157] Ibidem
[158] A. FEERTCHAK, *op.cit.*
[159] Résolution 1737 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, *Sanctions à l'Iran*, S/RES/1737 (23 décembre 2006)

La méfiance entre les Etats-Unis et l'Iran et le sentiment que l'un représente une menace pour l'autre, instaurent un double endiguement irano-américain depuis 1979 (*dual containment*). Ce sentiment d'insécurité qui existe de part et d'autre peut être compris sous l'angle du réalisme mais aussi sous l'angle du constructivisme.

Même si les arguments réalistes qui font de l'Iran une menace pour les Etats-Unis et ses alliés sont nombreux, ce qui différencie l'Iran des autres puissances régionales et en fait une menace, c'est l'image construite principalement par les Etats-Unis de la République Islamique d'Iran après la Révolution, la prise d'otages à l'ambassade américaine de 1979 à 1981 et la qualification de "*Grand Satan*" donnée aux Etats-Unis.[160] Le choc provoqué par ces événements et la perte d'influence américaine contribue à la construction d'une vision irrationnelle et idéologique de la République Islamique qui vient combler l'incompréhension des Etats-Unis vis-à-vis de l'Iran, qui est assimilé à un Etat violent, réactionnaire et soutenant le terrorisme.[161] A partir de ces événements considérés par Washington comme une trahison, chaque action iranienne est interprétée comme étant hostile aux Etats-Unis et vient renforcer ce système de croyances assimilant l'Iran à une menace pour les intérêts américains. Les présidents américains instrumentalisent la menace en utilisant des références historiques et une mythologie de diabolisation iranienne pour que ces croyances soient partagées par tous.[162] Le terme "*Axe du Mal*" introduit par George W. Bush et soutenu par Israël et le puissant lobby israélien *American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC) aux Etats-Unis vient confirmer cette image et sert de prétexte pour renforcer les sanctions à l'encontre de l'Iran.[163] Ces discours idéologiques répétés par tous les présidents américains contribuent à l'isolement de l'Iran et expliquent ce *"nuclear orientism"* qui empêche l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire, contrairement à des pays comme le Pakistan ou l'Inde qui n'ont pas connu de telle opposition. La construction d'une telle réalité montre qu'il est par ailleurs possible de sortir de ces croyances en changeant de discours et en créant ainsi une nouvelle vision de l'Iran partagée sur la scène internationale. Cependant, pour qu'un tel changement ait lieu, les élites iraniennes doivent également avoir la volonté de changer leur discours anti-américain.

---

[160] A.M. BOCK, "The Iranian threat", dans GARTNER Heinz, SHAHMORADI Mitra (sous la direction de), *Iran in the International System : Between Great Powers and Great Ideas,* 1ère édition, Editions Routledge, 2020, p. 34

[161] P. PILLAR, "The role of the Villain : Iran and US Foreign Policy", *Political Science Quarterly,* 2013, vol.128, no. 2, pp. 211-231

[162] Ibidem

[163] A.M. BOCK, *op.cit.,* pp. 44-46

Les arguments constructivistes qui permettent de comprendre la menace que représentent les Etats-Unis pour l'Iran doivent également être analysés. La relation qui se développe à partir de 1953 avec les États-Unis est instrumentalisée par les mouvements islamistes et par le Guide Suprême qui, en 1979, fonde son pouvoir sur cette hostilité. En 1985, dans son discours à la Mecque destiné aux pélerins, il affirme que : *"quelque soit l'ethnie ou la secte à laquelle ils appartiennent, les musulmans présents en ces lieux saints doivent pertinemment savoir que les vrais ennemis de l'islam, du Coran et du Prophète ne sont autres que les superpuissances et plus particulièrement l'Amérique ainsi que sa créature israélienne…"*.[164] La représentation des Etats-Unis comme *"mal absolu"*, "*Grand Satan*" responsable de tous les maux, ainsi que le slogan *"margh bar amrika"* (*"mort à l'Amérique"*), fondent encore aujourd'hui la politique étrangère iranienne.[165] Le régime instrumentalise la menace pour unir la nation et développer son programme nucléaire et balistique. Toute instabilité interne ou externe est justifiée par l'action des Etats-Unis et vient renforcer ce système de croyances opposé aux Américains, ce qui permet au pouvoir autocratique de se légitimer et de se renforcer. Alvin Z. Rubinstein et Donald E. Smith, deux chercheurs américains, divisent l'anti-américanisme en quatre catégories : "*l'antiaméricanisme ciblé, l'antiaméricanisme idéologique, l'antiaméricanisme instrumental et l'antiaméricanisme révolutionnaire"*.[166] Toutes ces catégories se retrouvent de manière systémique dans les croyances iraniennes. Cette construction montre aussi la fragilité du modèle et discours islamique qui, avec cet anti-américanisme étatique, place les intérêts du régime avant ceux de la nation.[167]

L'ouverture de la jeunesse iranienne principalement issue de la classe moyenne à la culture occidentale[168] et l'arrivée d'un président américain ayant la volonté de dialoguer avec tous les peuples musulmans met sous pression cette idéologie sur laquelle se fonde le régime, qui a le choix de s'isoler dans la répression ou de changer son discours.

[164] M.R. DJALILI, p.273
[165] J. ZARIFIAN, p. 164
[166] M.R. DJALILI, p.271
[167] Idem, p. 272
[168] A. FRACHON, « La coupure s'approfondit entre une jeunesse iranienne qui aspire à un mode de vie occidental et une élite enturbannée ou en uniforme », *Le Monde,* 1er juillet 2021

CHAPITRE 4 : OBAMA vs AHMADINEJAD (2009 - 2013)

Obama : président et grande stratégie

Pour comprendre le changement dans la doctrine de politique étrangère voulue par les Etats-Unis à partir de 2009, il faut d'abord analyser l'aspect interne de la prise de décision comme le souligne le réalisme néoclassique en se focalisant sur le président et les acteurs qui influencent le processus de décisions.

La personnalité du président influence la prise de décision. Barack Obama est considéré comme une figure iconique de par ses origines et les attentes qu'il suscite mais il sera aussi un président mal compris.[169] Il est un homme intelligent, calme, lucide, pragmatique et imperturbable.[170] Il se méfie des instincts et aime avoir le contrôle mais il est aussi un grand observateur qui est ouvert aux opinions des autres et qui prend le temps de réfléchir avant de prendre une décision.[171] Cela peut s'expliquer par son identité plurielle du fait qu'il soit né à Hawaï d'une mère américaine et d'un père kényan et ait vécu et grandi en Indonésie pendant quatre ans jusqu'en 1970, avant de poser le pied sur le continent américain.[172] Son identité s'est également construite à travers la communauté multiculturelle à Chicago dont il faisait partie et à travers ses études en sciences politiques à l'Université de Columbia et en droit à Harvard.[173] Ses expériences en tant que professeur de droit constitutionnel à Chicago (1992-2004), sénateur de l'Illinois (1997-2004) et sénateur des Etats-Unis (2004-2008) forgent également sa personnalité.[174] Il est un grand communicant qui sait rassembler les foules, influencer et inspirer son auditoire.

Le code opérationnel d'Obama[175], qui permet d'analyser le schéma cognitif du président, est dicté par sa vision du monde extérieur comme hostile et dicté par le hasard; ce qui explique

---

[169] D.G. WINTER, «Philosopher-King or Polarizing Politician? A Personality Profile of Barack Obama », *Political Psychology*, 2011, vol. 32, n°6, pp. 1059-1061.
[170] E. PODDIGHE, *La prise de décision sous la présidence de Barack Obama,* mémoire de licence en en Science Politique, Louvain-la-Neuve : Université Catholique de Louvain, 2016-2017, p.30
[171] M. POWELL, « A deliberative man in a manic game», *The New York Times*, 4 Juin 2008
[172] Brut, *Une vie : Barack Obama*, Youtube, 20 novembre 2020
[173] B. OBAMA, *Dreams from my father*, Edinburgh: Canongate Books, 2008, p. 113, 133, 289
[174] E. PODDIGHE, *op.cit.,* p.27
[175] L. MANNE, "Foreign Policy Analysis" (notes prises dans le cours LSPRI 2080), Université Catholique de Louvain, 14 septembre 2020 - 10 décembre 2020

sa préférence pour la politique intérieure.[176] Selon la typologie de Barber[177], son style présidentiel peut être assimilé au style actif-positif car il est dévoué à sa fonction et a une volonté d'accomplir de grandes choses sur le long terme. Selon la typologie de Preston[178], il se rapproche du magistrat-navigateur car il centralise le pouvoir autour d'un petit groupe de conseillers expérimentés (*ingroup*) qui implémentent les lignes de politique étrangère définies par le président. Sa vision du monde étant complexe, il ne se base pas sur des stéréotypes ou analogies mais fait preuve de prudence et favorise un système collégial et ouvert au débat pour adapter sa décision aux opinions et aux circonstances. Cependant, le président reprend le contrôle si la décision touche à ses croyances fondamentales. Dans certaines situations comme dans sa politique iranienne, il peut aussi être perçu comme un joueur qui prend des risques en sortant de l'approche conventionnelle (*gambler*).

Les différents acteurs qui influencent les décisions de politique étrangère de Barack Obama sont d'abord son cabinet présidentiel, son gouvernement et son groupe de conseillers proches. Son vice-président Joe Biden, un des experts de politique étrangère américaine les plus respectés, tient un rôle de premier plan dans les prises de décision du président. Le cabinet présidentiel est assez similaire à celui de l'ère Clinton avec à sa tête consécutivement Rahm Emanuel (2009-2010), William Dalley (2011-2012), Jacob Lew (2012-2013) et Denis McDonough (2013-2017).[179] Ce dernier fait partie des plus proches conseillers du président lors de son second mandat. On y retrouve entre autres sa charismatique secrétaire d'Etat Hillary Clinton qui défend une ligne pragmatique et centriste souvent en désaccord avec le président sur les questions iraniennes et qui cède sa place à John Kerry en 2013, qui lui s'oppose moins que Clinton aux politiques d'Obama.[180] Le gouvernement Obama est qualifié d'équipe des rivaux car il comprend une grande diversité de points de vue (système compétitif).[181] Son groupe de conseillers proches est composé de Valérie Jarrett, Brian Deese, Sheilagh Murray et des obamiens les plus fidèles Mark Lippert et Benjamin Rhodes.[182] Ce dernier ainsi que Denis Ross, conseiller spécial chargé du Moyen-Orient et de l'Iran, ont les

[176] S.G. WALKER, « Quantum Politics and Operational Code Analysis: Theories and Methods », dans S.G. WALKER, A. MALICI, M. SCHAFER (sous la direction de), *Rethinking Foreign Policy Analysis. States, Leaders, and the Microfoundations of Behavioral International Relations*, New York: Routledge, 2011, p. 72.
[177] L. MANNE, "Foreign Policy Analysis", *op.cit.*
[178] L. MANNE, "Foreign Policy Analysis", *op.cit.*
[179] The White House : President Barack Obama, Chief of Staff Denis McDonough, Washington DC : The White House : President Barack Obama
[180] The White House : President Barack Obama, *op.cit.*
[181] C.P. DAVID, "*La politique étrangère des Etats-Unis. Fondements, acteurs, formulation."* Paris : Presses de Sciences Po, 2015, p. 297
[182] E. PODDIGHE, *op.cit.,* p.52

relations les plus étroites avec le régime iranien.[183] La représentante des Etats-Unis aux Nations-Unies Susan Rice tient également un rôle important dans la politique étrangère américaine.[184] Celle-ci sera remplacée par Samantha Power lors du second mandat d'Obama. Son équipe est plus harmonieuse lors de son second mandat avec l'absence d'un "*honest broker*" pour s'opposer à l'avis de la majorité.[185] Un autre acteur qui influence le président des Etats-Unis est constitué par les lobbies. Contrairement à ses prédécesseurs, Obama tente d'inclure une grande diversité de lobbies et de sortir du modèle néo-corporatiste en diminuant le poids des lobbies défendant les intérêts israéliens : le *American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC), le *American Jewish Committee* (AJC) et le *Washington Institute for Near East Policy* (WINEP).[186] Le *Center for a New American Security* proche du Parti démocrate influence également Obama dans sa politique de "*offshore balancing*" dans le Golfe Persique.[187] Le Congrès, qui connaît une forte polarisation entre les partis sous Obama, est aussi un acteur à prendre en compte.[188] Alors qu'Obama bénéficie d'une majorité démocrate dans les deux chambres entre 2009 et 2011, la Chambre des Représentants passe sous contrôle républicain entre 2011 et 2013 (242/435 députés)[189] et entre 2013 et 2015 (233/435 députés).[190] Entre 2015 et 2017, la Chambre des Représentants reste sous contrôle républicain (247/435 députés)[191] et le Sénat passe aussi sous contrôle républicain (54/100 sénateurs)[192]; ce qui rend le passage de tout traité international très compliqué pour le président. Obama va tenter de se distancer du Congrès en gouvernant beaucoup par décrets présidentiels.[193] Les derniers acteurs qui influencent le processus de décision sont la population et la presse. La population américaine accorde moins d'importance aux affaires étrangères et soutient en majorité le désengagement américain de la scène internationale, ce

[183] J.L. SAMAAN, « Une inconnue sur l'agenda : l'Administration Obama face à l'équilibre des forces au Moyen-Orient », *Hérodote*, 2009, vol.1, n° 132, p.48
[184] The White House : President Barack Obama, *op.cit.*
[185] J.P. PFIFFNER, "Decision Making in the Obama White House." *Presidential Studies Quarterly*, 2011, vol. 41, no. 2, p.244.
[186] M. GROSSMANN, « Entre discours et réalité : les relations entre Obama et les lobbies », *Revue internationale et stratégique*, 2009, vol.4, n° 76, pp. 106-108.
[187] J.N. MILLER, et al. *The Case for Game-Changing Diplomacy with Iran*. Center for a New American Security, Rapport, 2008, 4p.
[188] A. RUDALEVIGE, « Chapitre 12. Obama et le congrès. Un chantier inachevé », dans : RICHOMME Olivier (sous la direction de), *Le bilan d'Obama.* Paris : Presses de Sciences Po, 2012, pp. 289-316.
[189] Wikipédia, *112e congrès des États-Unis*
[190] Wikipédia, *113ème congrès des Etats-Unis*
[191] LeMonde, AP, AFP, Reuters, "Etats-Unis : les républicains contrôlent le Sénat, Barack Obama perd sa majorité", *Le Monde,* 05 novembre 2014
[192] Ibidem
[193] Nécessité de l'avis, de l'accord et de ⅔ des votes au Sénat pour faire passer un traité international - National Constitution Center, *Interactive Constitution* - Constitution/Executive Branch Art.2 Section 2

qui donne une certaine liberté à Obama.[194] Sa doctrine de politique étrangère bénéficie d'ailleurs d'une popularité atteignant les 70% au début de son premier mandat.[195] Par contre, 84% de la population assimile l'Iran à une menace et celle-ci est très divisée quant à un possible accord avec ce pays.[196] La presse, quant à elle, tend à renvoyer une bonne image de Barack Obama.[197]

Dès le début de son mandat en janvier 2009 et dans un contexte de crise économique, Barack Obama insiste sur sa volonté de *"Nation-building at home"* et sur sa volonté de retrait américain du Moyen-Orient. Au-delà de la rupture qu'il souhaite provoquer avec son prédécesseur, Obama s'inscrit en réalité dans la continuité d'un nationalisme économique et d'un non-interventionnisme américain qui a prévalu jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Sa doctrine de politique étrangère se base sur le réalisme défensif et l'internationalisme pragmatique en opposition à l'internationalisme idéologique.[198] Sa grande stratégie, proche de celle de Nixon et Eisenhower, consiste à *"maintenir un ordre mondial structuré autour des États-Unis à travers un leadership transformationnel donnant plus d'autonomie et de responsabilité aux puissances moyennes et émergentes."*[199] Il s'oppose ainsi à la vision d'une Amérique gendarme du monde et bâtisseuse de nation, mais soutient plutôt un rôle américain de balancier externe pour des États-pivots dotés de moyens pour freiner les puissances émergentes (*empowerment* et *enablement*).[200] Son réalisme inspiré du philosophe chrétien Reinhold Niebuhr[201], est débattu au sein de l'école réaliste car il est difficile à cerner. Tout comme les théoriciens réalistes, il place les intérêts nationaux comme justificatif de la puissance et de l'interventionnisme sélectif des Etats-Unis sur la scène internationale. Cependant, agir en fonction des intérêts américains demande, selon Obama, d'également utiliser la diplomatie et le partage du fardeau sécuritaire par des alliances avec les alliés régionaux afin de maintenir une hégémonie sur le long terme et à moindre coûts (*offshore balancing*).[202] Il est également qualifié d'idéaliste par le fait qu'il accorde de l'importance aux valeurs, mais seulement dans des situations où l'intérêt américain est en jeu. C'est dans

[194] R.C. EICHENBERG, « Public Opinion and Foreign Policy in the Obama Era », *Politique américaine*, 2009, vol.2, n° 14, pp. 11-24.
[195] Idem, p. 11 (**Annexe 22**)
[196] L. MAYER, *Media and Public Opinion Effects On American Foreign Policy Under Bush, Obama, and Trump*, Senior Theses, Hartford, Trinity College, 2019, p.61
[197] Idem, p.53
[198] T. STRUYE DE SWIELANDE, « Obama ou le retour de la Realpolitik », *Politique étrangère*, 2016, vol.4, p.143
[199] Idem, p.150
[200] Idem, p.149
[201] H. MOTTU, "L'éthique de Reinhold Niebuhr et l'esprit de Barack Obama", *Le Temps,* 22 mars 2017
[202] J.J MEARSHEIMER., S.M. WALT, "The Case for Offshore Balancing", *Foreign Affairs,* juillet-août 2016

ce cadre qu'il est assimilé à un Hamiltonien, favorisant le *smart power* (combinaison de *hard power* et de *soft power*).[203]

Selon Obama, le prix de l'action est souvent supérieur au prix de l'inaction et les Etats-Unis sous l'Administration Bush ont voué trop d'énergie aux affaires étrangères aux dépens des affaires internes. Il a donc la volonté d'opérer un recalibrage dans les priorités américaines en se détournant du Moyen-Orient pour se focaliser en particulier sur les expansions chinoise et russe, sur lesquelles il est persuadé qu'il peut avoir un impact.[204] Sa vision négative du Moyen-Orient, assimilé à un espace de désenchantement consumant le Léviathan américain, protecteur de la sécurité et de la stabilité moyen-orientale, s'accentue au fur et à mesure de sa présidence.[205] *"When Obama looks at swathes of the Middle East, Hobbes's war of all against all is what he sees*" affirme Jeffrey Goldberg dans son interview avec le président pour *The Atlantic.*[206] Cependant en tant que hobbesien optimiste, il insiste dans son discours du Caire prononcé en 2009 sur sa volonté de reconstruire une relation de respect et de confiance avec tous les peuples musulmans et d'ainsi réduire l'anti-américanisme aggravé par la précédente administration américaine, tout en soulignant le besoin pour ces pays de se réconcilier et de se tourner vers la modernité.[207] Ce discours ne se traduit pourtant pas en faits et reste donc largement inaudible au sein des classes dirigeantes des pays concernés de plus en plus méfiantes vis-à-vis des Etats-Unis.[208] Sa stratégie de retrait s'illustre dans le cas de la Syrie en 2013, où il défie les pratiques habituelles de la Maison Blanche (*Washington playbook*) en refusant au dernier moment d'intervenir militairement (*core beliefs*) alors que la ligne rouge de l'utilisation d'armes chimiques tracée par son administration avait été franchie par le régime de Bachar el-Assad.[209] Sa volonté de retrait est pourtant rapidement mise à mal par les menaces du terrorisme (Al Qaeda, ISIS) et du nucléaire iranien pour les intérêts et la sécurité nationale américaine, qui obligent le président à utiliser sa force de coercition (*hard power*), principalement via des attaques de drônes, violant ainsi la souveraineté de certains Etats, et via des sanctions économiques dans le cas de l'Iran.[210] Ce décalage entre la rhétorique et les actes lui est reproché principalement par l'opposition républicaine qui insiste sur l'importance

[203] T. STRUYE DE SWIELANDE, *op.cit,* p. 143
[204] Idem, pp. 143-146
[205] J. GOLDBERG, "THE OBAMA DOCTRINE", *The Atlantic,* avril 2016
[206] Ibidem
[207] C-SPAN, *President Obama Speech to Muslim World in Cairo,* Youtube, 4 juin 2009
[208] EL OIFI Mohammed, « Que reste-t-il de « l'esprit du Caire » ? La réception du discours d'Obama par les opinions publiques dans le monde arabe », *Politique américaine*, 2010, vol. 3, n° 18, pp. 51-55.
[209] J. GOLDBERG, *op.cit.*
[210] H. OFEK,. "The Tortured Logic of Obama's Drone War." *The New Atlantis*, no. 27, 2010, pp. 35–44.

du maintien de la crédibilité des Etats-Unis. Cependant, cela démontre aussi la flexibilité de la politique étrangère d'Obama qui évolue en fonction de la menace.

Ahmadinejad : président et grande stratégie

Lors de son premier mandat, Barack Obama fait face au président iranien Mahmoud Ahmadinejad. Le rôle du président au sein du régime islamique reste important malgré la prédominance du Guide Suprême Ali Khamenei car il démontre le caractère réformiste ou conservateur de la politique étrangère. Il est élu en 2005 et réélu dans la controverse en 2009 pour un second mandat à la tête du pays. Pour comprendre la politique étrangère iranienne sous Ahmadinejad, il faut d'abord analyser l'aspect interne de la prise de décision en se focalisant sur le président et les acteurs qui participent au processus décisionnel.

Mahmoud Ahmadinejad influence la prise de décision par sa personnalité et son attitude. Son élection est un choc car il est considéré comme un radical aux positions ultra-conservatrices et antisémites. Il est impulsif et provocateur mais se veut dans le même temps simple et proche du peuple iranien.[211] Cela peut s'expliquer par son identité qui s'est formée en opposition au pouvoir du Shah Pahlavi. Il est originaire d'un milieu modeste et grandit en banlieue avant de migrer vers la capitale dans les années 1950.[212] En 1976, il entame des études d'ingénieur à Téhéran et devient membre d'une organisation islamiste indirectement liée à la Révolution de 1979 et à la prise d'otages de l'ambassade amércaine à Téhéran.[213] Il n'est pas un clerc, comme la plupart des présidents, mais un fervent pratiquant et est profondément choqué par la politique d'occidentalisation menée par le Shah qui le pousse à soutenir les mouvements révolutionnaires traditionalistes menés par l'Ayatollah Khomeini en exil.[214] Après la Révolution, il rejoint la milice paramilitaire *Bassidj* dans la guerre opposant l'Iran à son voisin irakien et devient ensuite officier dans la force Pasdaran qui se charge de la suppression des opposants iraniens et étrangers au régime islamique.[215] Après avoir exercé les postes de gouverneur de province (1993-1997) et de maire de Téhéran (2003-2005), il est élu président en 2005.[216] Son accession à ce poste peut se comprendre par la crise économique que traverse l'Iran, liée à la corruption et aux sanctions internationales, par la démobilisation

[211] BBC, "Profile : Mahmoud Ahmadinejad", *BBC News,* 4 août 2010
[212] "AHMADINEJAD MAHMOUD", Universalis.fr (en ligne)
[213] M. SAHIMI, « La lutte de pouvoir entre Ahmadinejad et Khamenei », *Les Cahiers de l'Orient*, 2013, vol.2, n° 110, pp. 44-46.
[214] Ibidem
[215] Ibidem
[216] M. SAHIMI, *op.cit.,* pp. 47-52

de l'électorat réformiste et par la présidence offensive de George W. Bush au Moyen-Orient. Il devient ainsi le représentant des déshérités, militants islamistes de milieu modeste.[217]

Le code opérationnel du Président Ahmadinejad est dicté par la volonté de retour à l'ordre islamique doctrinaire, par la volonté d'expansion régionale du modèle islamique et par l'hostilité envers un monde extérieur rempli d'ennemis. Il utilise d'ailleurs des analogies pour rejeter les maux du pays sur l'étranger, principalement Israël et les Etats-Unis. Il a une vision peu complexe du monde et s'accroche à ses convictions fondamentales pour structurer sa compréhension. Il n'affectionne pas la diplomatie et le multilatéralisme mais favorise plutôt l'emploi de la force qui lui est plus familier pour faire face aux menaces. Selon la typologie de Barber, le style présidentiel d'Ahmadinejad se rapproche du style actif-négatif car il est impatient et agressif dans ses discours et dans ses actes et très sensible aux critiques. Selon la typologie de Preston, il peut être assimilé à un magistrat-sentinel pour son manque relatif d'expérience en politique mêlé à sa vue dichotomique d'un monde partagé entre bons et mauvais. Toutefois, ces modèles ne conviennent que partiellement à l'analyse du système iranien basé sur le primat du Guide Suprême.

Les différents acteurs qui participent au processus de décision extérieure sont d'abord le Guide Suprême Ali Khamenei. Il est le chef de l'Etat et formule de ce fait la politique étrangère iranienne. Il contrôle directement le président, le Conseil de sécurité nationale, les Pasdarans, les services secrets et le ministère des affaires étrangères.[218] Son but premier est la conservation de la nature islamique du régime, ce qui explique son ultra-conservatisme et sa présence à tous les échelons du pouvoir. D'autres institutions nommées par le Guide jouent un rôle dans la politique étrangère dont le Conseil de discernement des intérêts du régime qui vérifie que les projets de lois sont en accord avec les intérêts islamistes.[219] Malgré ce contrôle total du Guide, les discordances internes empêchent souvent la prise de décisions et plongent l'Iran dans une certaine passivité et stagnation. Cela est démontré par les tensions qui s'installent entre le Guide et Ahmadinejad dès 2006 à cause de la version nationaliste de l'Islam du président.[220] Le limogeage du président du Parlement Ali Larijani, très proche de Khamenei, en octobre 2007, de quatre ministres favorables au Guide en juillet 2009 et des

[217] M. SAHIMI, *op.cit.,* pp. 60-61
[218] A. KIAN, *op.cit.* (**Annexe 19**)
[219] J. SAADA, « La stratégie politique iranienne : idéologie ou pragmatisme ? », *Revue internationale et stratégique*, 2008, vol.1, n°69, p.63
[220] M. SAHIMI, *op.cit.,* pp. 63-64

révélations d'Ahmadinejad sur la corruption et les actes anticonstitutionnels du Guide entre 2009 et 2012, démontrent également ces tensions internes.[221] Des noms importants de la politique étrangère iranienne sous Ahmadinejad sont, entre autres, le chef de cabinet Rahim Mashaei, le ministre des affaires étrangères Manouchehr Mottaki, le secrétaire général du Conseil de sécurité nationale et responsable des négociations sur le nucléaire Saeed Jalili et le commandant des Pasdarans Rostam Qasemi. Les militaires sont nombreux au sein du gouvernement d'Ahmadinejad avec 8 ministres issus des Pasdarans soutenant un isolement iranien sur un total de 19 ministres.[222] Le Parlement iranien, lui, bénéficie d'une majorité conservatrice. Le dernier acteur qui pèse, bien que faiblement, sur le processus décisionnel est la population iranienne. La majorité soutient dans un premier temps Ahmadinejad avant de s'y opposer lors des élections de 2009 avec l'apparition du *"Mouvement Vert de l'espoir et du changement"* qui se fait très fortement réprimer pour ses demandes de bonne gestion économique et de démocratisation.[223]

Contrairement à la doctrine américaine, la stratégie de politique étrangère iranienne est assez constante depuis 1979. Cependant, certaines dynamiques évoluent en fonction des évènements régionaux et internationaux et selon les intérêts du régime. Les objectifs et outils de politique étrangère sous Ahmadinejad restent globalement inchangés, même si la manière plus radicale dont il envisage son environnement extérieur l'amène à avoir une politique à la fois plus belliqueuse au niveau international et régional et plus idéologique au niveau interne et régional.[224] Il réaffirme ainsi la doctrine "*Oum al-Qara*" qui consiste à consolider le pouvoir islamique au niveau interne et à l'étendre au monde musulman pour l'unifier autour de l'Islam (*Ummah*).[225] Les relations avec Israël atteignent quant à elles un niveau de tensions rarement égalé allant jusqu'à la remise en question de l'Hollocauste par Khamenei et Ahmadinejad.[226] Les relations avec les pays de la péninsule arabique et avec les Etats-Unis s'enveniment également, avec un rejet de l'hégémonie américaine dans le Golfe Persique et des institutions internationales. Dans ce contexte, le dossier du nucléaire iranien devient pratiquement l'unique sujet de discussion entre l'Iran et les Etats-Unis. La volonté du

[221] M. SAHIMI, *op.cit.,* pp. 68-71
[222] L. MICHELIS, *op.cit.* - Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, *Composition du gouvernement de la République islamique d'Iran*
[223] T. COVILLE, « Le mouvement vert en Iran : de « Where is my vote ? » à la demande de démocratie », *Revue internationale et stratégique*, 2011, vol.3, n° 83, pp. 18-28.
[224] J. AMUZEGAR, "THE AHMADINEJAD ERA: PREPARING FOR THE APOCALYPSE." *Journal of International Affairs*, 2007, vol. 60, no. 2, pp. 46-48
[225] P. OSIEWICZ, "The iranian foreign policy in the persian gulf region under the rule of president hassan rouhani: continuity or change", vol. 7, pp. 152-155
[226] J. AMUZEGAR, *op.cit.,* p. 48

président de poursuivre le développement nucléaire, appuyée par Khamenei, et l'utilisation du Détroit d'Ormuz comme force de dissuasion, s'inscrit précisément dans cette vision réaliste de la scène régionale et internationale. Le risque d'une intervention américaine directe diminue et l'idée d'une République Islamique défiant les Etats-Unis dans l'impunité fait son chemin.[227] Le président américain Barack Obama vient challenger cette vision iranienne.

L'appel au dialogue : pouvoir du narratif national et intérêts communs

Pour Obama, comme pour ses prédécesseurs, l'endiguement de l'Iran est une priorité stratégique car la menace structurelle de déstabilisation que la République Islamique représente pour l'équilibre régional et international touche de fait les intérêts et la sécurité nationale des Etats-Unis. Dans ce contexte et avec l'importance énergétique que représente toujours le Golfe Persique pour les Etats-Unis, Obama s'inscrit dans la continuité de la doctrine Carter qui fait du Golfe une des zones stratégiques du globe. Cependant, dès son entrée en fonction, Obama rompt avec le *"Washington playbook"* en modifiant la tactique américaine face au dossier iranien. Il rejette la stratégie de pression maximale pour une tactique de *"tough diplomacy",* qualifiée aussi de *"double track diplomacy"* ou de *"great bargain"*.[228] Cette tactique demande une combinaison intelligente des outils diplomatiques et militaires (*smart power*) et est encouragée par Ivo Daalder et Philip Gordon, chercheurs à la *Brooking Institution* conseillant le candidat Obama, qui insistent sur l'importance du dialogue direct.[229] Le président et ses conseillers les plus proches sur le dossier, Ben Rhodes et Denis McDonough, sont également influencés par les co-présidents du Groupe d'études sur l'Irak Lee Hamilton et James Baker qui promeuvent aussi la diplomatie.[230] Même si Obama reconnaît l'importance de posséder une force de coercition dans le Golfe Persique (*hard power*), le dilemme de sécurité et le risque d'embrasement dans le Détroit d'Ormuz et dans l'entièreté de la région le poussent dans un premier temps à utiliser un maximum d'outils diplomatiques (*soft power*). Selon lui, cette tactique est plus propice pour maintenir une influence de long terme sur l'Iran, qui est voué tôt ou tard à reprendre sa place dans l'ordre des nations et à s'entendre avec les Etats-Unis. Alors que depuis son élection en 2005, Ahmadinejad montre une position hostile et radicale envers l'interventionnisme de George W.

---

[227] J. AMUZEGAR, *op.cit.,* p. 48

[228] C.A. MILLETTE, *La politique étrangère des Etats-Unis à l'égard de l'Iran : de la candidature à la présidence de Barack Obama,* mémoire de licence en Sciences Politiques, Sherbrooke : Université de Sherbrooke, 2012, pp. 64-68

[229] I. DAALDER, et al. (sous la direction de), *Crescent of Crisis: U.S.-European Strategy for the Greater Middle East*, Brookings Institution Press, 2006, pp7-24

[230] L. MANDEVILLE, "Nucléaire : le grand jeu iranien d'Obama", *Le Figaro International,* 20 février 2015

Bush; Obama, en tant que hobbesien optimiste, prend le risque de paraître conciliant en privilégiant une approche diplomatique réaliste, patiente et disciplinée. Le président est critiqué pour cette approche réaliste idéaliste défendue par Charles Glaser, spécialiste du réalisme défensif, qui affirme que : *"dans un large éventail de conditions, les adversaires peuvent mieux atteindre leurs objectifs de sécurité par des politiques de coopération, et non de compétition, et devraient donc choisir la coopération lorsque ces conditions prévalent."*[231] Pour Glaser, la coopération amène une certaine stabilité pour les deux camps et davantage de certitude/contrôle sur l'adversaire, permettant un gain relatif de puissance et de sécurité pour les Etats-Unis et leurs alliés.[232] Obama affirme que : *"An approach that said to our friends 'You are right, Iran is the source of all problems, and we will support you in dealing with Iran' would be in the interest neither of the United States nor of the Middle East."*[233]

Barack Obama soutient un engagement avec l'Iran sans pré-conditions, ce qui rompt avec les conditions de suspension des activités d'enrichissement et de retraitement de l'uranium qui prévalaient antérieurement et qui empêchaient à tout processus de rapprochement de naître. Le dialogue bilatéral et multilatéral doit donc être solide pour éviter un affaiblissement de la crédibilité des Etats-Unis et de ses alliés. Le message envoyé par le président iranien à la suite de l'élection présidentielle américaine envoie un signal positif : *"Ahmadinejad sent a congratulatory message to Obama hoping for major, fair and real changes in policies and actions"*.[234] Trois initiatives tactiques sont lancées par Obama pour engager un climat constructif avant l'élection iranienne du 12 juin 2009 : l'envoi de deux lettres au pouvoir iranien affirmant l'opposition à la politique moyen-orientale de changement ou d'incitation au changement de régime prévalant sous l'Administration Bush, le partage d'une vidéo à l'occasion du Nouvel An perse insistant sur la place de l'Iran dans l'ordre des nations et la facilitation des déplacements de diplomates iraniens.[235] Le discours du Caire, prononcé le 4 juin 2009 et adressé à tous les peuples musulmans, provoque une vague d'optimisme (esprit du Caire) vis-à-vis du président américain et divise les factions conservatrices et réformistes en Iran.[236] Par celui-ci, Obama souhaite affirmer sa volonté de dialogue, de compromis et de respect mutuel, tout en soulignant l'importance de sécuriser les intérêts stratégiques

[231] H. TOIVANEN, "The Iran Nuclear Deal: A Structural Realist View", *Journal of International Affairs,* 6 avril 2016
[232] Ibidem
[233] J. GOLDBERG, *op.cit,*
[234] C.A. MILLETTE, *op.cit.,* p. 65
[235] C. THERME, « La République islamique face à l'administration Obama », *Politique américaine*, 2009, vol.2, n°14, pp. 25-39.
[236] M. EL OIFI, *op.cit.,* pp. 37-55.

américains : *"America will defend itself respectful of the sovereignty of nation and the rule of law and in partnership with muslim communities"*.[237]

Les négociations irano-américaines qui débutent en 2009 se font par l'intermédiaire des 5 membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU et de l'Allemagne (P5+1), appelés U3+3 par les Européens. Le but de ces négociations est *"d'empêcher une course aux armements nucléaires au Moyen-Orient tout en autorisant l'énergie nucléaire à des fins pacifiques si l'Iran respecte le traité de non-prolifération nucléaire*".[238] Le négociateur américain Dennis Ross, est chargé de trouver les interlocuteurs iraniens pertinents et de formuler la tactique diplomatique chère à Obama.[239] Il insiste sur les intérêts communs irano-américains qui peuvent servir de base pour le dialogue : la lutte contre l'instabilité et le trafic de drogue en Afghanistan, la lutte contre le terrorisme sunnite représenté principalement par Al Qaeda et plus tard par Daesh et la coopération commerciale et sécuritaire par exemple dans le Détroit d'Ormuz.[240] Les P5+1 souhaitent néanmoins que ces négociations aillent au-delà du nucléaire et se focalisent aussi sur la politique d'influence régionale de l'Iran au Liban, en Irak et en Israël, et sur le soutien au terrorisme (Hezbollah et Hamas), ce que l'Iran refuse en stipulant la stricte limitation des négociations au dossier nucléaire.[241] Dans le même temps, les Etats-Unis maintiennent leur crédibilité par le maintien des sanctions sur l'Iran et par une série de cyberattaques contre des installations nucléaires (*"triple track diplomacy"*).[242]

Le Président Ahmadinejad et le Guide Suprême qui ont une vision belliqueuse du monde extérieur et chérissent l'idée d'une République Islamique défiant les Etats-Unis dans l'impunité, sont de mauvais interlocuteurs pour Obama. Ils se méfient de cette approche diplomatique à deux vitesses et critiquent très rapidement les Etats-Unis sur l'opposition de leurs discours et de leurs actions au Moyen-Orient, en demandant le respect de la souveraineté des Etats, la fin de l'alliance israélo-américaine et des sanctions sur l'Iran. L'Ayatollah Khamenei qualifie d'ailleurs les initiatives tactiques d'Obama envers le monde

---

[237] The New York Times, "Text Obama's Speech in Cairo", *The New York Times,* 4 juin 2009
[238] J.L. SAMAAN, *op.cit.,* p.52
[239] Idem, p.54
[240] BELGA News, "Les Etats-Unis et l'Iran "ont un intérêt commun" à lutter contre l'EI", *rtbf.be,* 26 février 2015 / R. MAURIELLO, « L'État islamique et la République islamique d'Iran Jihadisme et jihad au Moyen-Orient », *Outre-Terre*, 2015, vol.3, n° 44, pp. 342-353.
[241] J.L. SAMAAN, *op.cit.*
[242] S. FAYAZMANESH, *Containing Iran: Obama's Policy of Tough Diplomacy,* Cambridge Scholars Publishing; Unabridged edition, 2013, p.11, 250-300

musulman et l'Iran de paroles vides : *«We will listen to the statements closely, we will carefully study their actions, and, if there are real changes, we will welcome it."*[243] Ahmadinejad défie les deadlines fixées par le Conseil de Sécurité de l'ONU concernant les activités d'enrichissement d'uranium et insiste sur le droit souverain de l'Iran à développer son nucléaire civil, qui fait consensus au sein de la population iranienne.[244]

L'impopularité du Président Ahmadinejad additionnée à la crise économique et à l'ouverture diplomatique du président américain amènent à un soutien accru de la population en faveur des réformistes lors des élections présidentielles du 12 juin 2009, qui sont vues par certains conservateurs comme manipulées par l'étranger.[245] Dans ce contexte, l'annonce de la victoire d'Ahmadinejad avec 62,6 % des suffrages face à son opposant Mir Hossein Mousavi dès le premier tour et avant la validation du scrutin par le Conseil de surveillance de la Constitution, mobilise l'électorat.[246] Cette victoire d'Ahmadinejad, considérée comme vitale pour la survie du régime islamique, rassemble les partisans du changement autour du *"Mouvement Vert de l'espoir et du changement"* qui compte des milliers de citoyens issus principalement de la classe moyenne.[247] Les candidats déchus Moussavi et Mehdi Karroubi deviennent les hérauts de ces mobilisations sociales et politiques sans précédent qui se tiennent principalement à Téhéran à partir du 13 juin 2009.[248] Elles sont réprimées dans le sang par le régime et causent la mort de plus d'une centaine de personnes.[249] Obama, qui souhaite privilégier la diplomatie à la démocratie, dénonce finalement les violences et injustices du régime iranien le 20 juin 2009 dans un communiqué sous l'impulsion de Hillary Clinton qui lui rappelle constamment l'importance du "*Washington playbook*".[250]

La division interne entre la population majoritairement réformiste, fervente de plus de libertés et de démocratie, et les dirigeants conservateurs, pousse Ahmadinejad à tenter un rapprochement avec le Mouvement Vert et à accepter le dialogue direct avec les Etats-Unis afin de redorer son image et de limiter les tensions internes pour retrouver la confiance et l'unité nationale chère au régime.[251] Certains qualifient cela d'instrumentalisation du dialogue

[243] "Des réactions contrastées après le discours d'Obama", *GnetNews,* 5 juin 2009
[244] "A timeline of U.S.-Iran relations", *PBS News,* 13 janvier 2020
[245] M. LADIER-FOULADI, « Fraude sans précédent à la présidentielle iranienne de juin 2009 », *Outre-Terre*, 2011, vol.2, n° 28, pp. 249-272.
[246] Ibidem
[247] F. KHOSROKHAVAR, « Le Mouvement vert. Fin et suite », *Vacarme*, 2014, vol. 3, n°68, pp. 199-209
[248] F. ADELKHAH, « Le Mouvement vert en République islamique d'Iran », *Savoir/Agir*, 2010, vol.2, n° 12, pp. 117-123.
[249] Ibidem
[250] AFP, "Obama appelle l'Iran à "mettre fin aux violences et aux injustices", *La Libre,* 20 juin 2009
[251] M. SAHIMI, *op.cit.,* pp.43-76

pour le seul intérêt du régime. Une rencontre a lieu à Genève le 1er octobre 2009 entre le ministre iranien des affaires étrangères Saeed Jalili et le sous-secrétaire d'Etat américain William Burns en compagnie des P5+1.[252] Celle-ci est la première rencontre directe entre les Etats-Unis et l'Iran depuis 1979, ce qui en fait un évènement majeur pour la présidence Obama.[253] Cependant, le Guide Suprême refuse de ratifier l'accord négocié au vu des pré-conditions à remplir.[254] Ce refus démontre la difficulté pour les autorités iraniennes de donner une réponse positive à un quelconque rapprochement avec les Etats-Unis et ses alliés par peur de perte de légitimité du régime si l'Iran s'ouvre à l'étranger. Ils imaginent toujours le pire des autres puissances pour assurer la survie de l'idéologie islamique, ce qui démontre aussi une forme de fragilité du régime empêchant l'Iran d'avancer et de se développer.

Dans le même temps, le développement du nucléaire iranien se renforce avec la preuve par l'AIEA de recherches menées sur des armes nucléaires, ce que Ahmadinejad réfute. Pourtant, l'Iran franchit une première fois le seuil d'enrichissement de 20% en 2010, ce qui prouve sa volonté d'acquérir l'arme nucléaire.[255] Selon Kenneth Waltz, la volonté de l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire est réaliste dans un esprit sécuritaire car celle-ci lui permettrait d'éviter toute attaque majeure contre ses intérêts vitaux et d'instaurer une paix nucléaire.[256]

La confrontation : sanctions et tensions dans le Détroit d'Ormuz

Avec le rapport de l'AIEA en août 2010, prouvant une hausse de 15% de la production d'uranium faiblement enrichi en 4 mois, et l'absence de résultats diplomatiques, Barack Obama doit modifier son approche envers l'Iran.[257] Sa vision du Moyen-Orient s'assombrit petit à petit avec le désenchantement suivant les Printemps arabes; sa vision d'une République Islamique ouverte au dialogue également. L'Iran d'Ahmadinejad présageant toujours le pire de ses adversaires occidentaux et se représentant les Etats-Unis comme une puissance souhaitant altérer la balance des forces face à une puissance régionale iranienne plus faible, tout compromis diplomatique est difficilement envisageable et laisse place à un dilemme de sécurité qui s'intensifie. Selon Sasan Fayazmanesh, professeur à l'université d'Etat de Californie, "*la diplomatie dure d'Obama avait pour but de poser un ultimatum à*

[252] S. HURST, "Obama and Iran", *Int Polit,* 2012, vol. 49, pp. 545–567
[253] Ibidem
[254] Ibidem
[255] "L'AIEA s'inquiète d'une intensification de l'activité nucléaire iranienne", *France 24,* 6 septembre 2010
[256] H. TOIVANEN, "The Iran Nuclear Deal: A Structural Realist View", *Journal of International Affairs,* 6 avril 2016
[257] "L'AIEA s'inquiète d'une intensification de l'activité nucléaire iranienne", *France 24,* 6 septembre 2010

l'Iran, en lui disant d'accepter les exigences américano-israéliennes ou de faire face à une agression. Les négociations étaient également destinées à créer l'illusion d'un engagement avec l'Iran afin d'obtenir un soutien international pour des actions agressives."[258] Une opinion controversée mais partagée par les dirigeants iraniens qui perçoivent Obama comme étant dans la continuité de ses prédécesseurs.

En 2011, face à un contexte de tensions extrêmes au Moyen-Orient, à des positions iraniennes de plus en plus dures, à la pression du lobby israélien et à l'approche des élections présidentielles américaines, Obama durcit le ton face à l'Iran. Sa politique de *"tough diplomacy"* ne fait en effet pas l'unanimité. Alors que les républicains et le Congrès dans sa majorité s'opposent à tout rapprochement et qualifient sa politique de naïve et contreproductive, certains démocrates au sein même de son administration comme Hillary Clinton se plaignent de sa politique trop diplomatique qui permet à l'Iran de développer son arsenal en toute impunité.[259] Le département de la défense ainsi que la CIA sont également sceptiques sur la réelle volonté d'abandon du programme nucléaire militaire par le Guide Suprême et sont convaincus de l'instrumentalisation iranienne des négociations.[260] Les alliés régionaux, eux, voient le possible rapprochement irano-américain comme une menace à la balance des forces, à leur influence régionale et à leur sécurité. Les pays du CCG voient d'un mauvais œil le fait de ne pas être parties prenantes aux négociations sur le dossier iranien et s'inquiètent dans le même temps du rôle de balancier externe indécis que les Etats-Unis veulent jouer et d'un possible futur retrait américain du Golfe Persique. La conséquence étant que ces pays essaient de se détacher des Etats-Unis en intensifiant peu à peu leur coopération militaire et diplomatique interne, de diversifier leurs partenariats économiques et militaires vers l'Asie et de s'éloigner petit à petit de leur allié américain en qui ils ont de moins en moins confiance (jeu à somme nulle). Israël a la même position que les pays du CCG, ce qui entraîne un léger rapprochement entre eux face à un ennemi commun.[261]

L'urgence que représente la menace nucléaire iranienne oblige Obama à renforcer l'utilisation du pouvoir de coercition (*hard power*) et à ainsi imposer les plus fortes sanctions jamais imposées à l'Iran par la résolution 1929 du Conseil de sécurité de l'ONU le 9 juin 2010.[262] Il

---

[258] S. FAYAZMANESH, *op.cit.,* p. 3-4
[259] J.L. SAMAAN, « Une inconnue sur l'agenda : l'Administration Obama face à l'équilibre des forces au Moyen-Orient », *Hérodote*, 2009, vol.1, n° 132, pp. 47-59.
[260] Ibidem
[261] Ibidem
[262] Résolution 1929 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, *Sanctions à l'Iran,* S/RES/1929 (9 juin 2010) / THE WHITE HOUSE, « Fact Sheet on the new UN Security Council Sanctions on Iran », The White House, 9 juin 2010

affirme cependant rester dans le cadre de sa *"double track diplomacy"* et justifie l'imposition de ces nouvelles sanctions par l'effort de maintenir la stabilité régionale sans utiliser la force militaire : *"The goal is to increase the cost to Iran's leadership of their continued defiance of the international community, and aims to persuade Iran that it is in its interest to peacefully resolve concerns about its nuclear program"*.[263] En juillet 2010, l'Union Européenne renforce à son tour ses sanctions qui visent les actifs de la Banque Centrale Iranienne, l'exportation d'équipement naval et le pétrole iranien, qui est mis sous embargo.[264] Ces sanctions plongent l'Iran au bord de l'asphyxie, comme l'affirment des officiels iraniens : "*L'annulation d'investissements étrangers dans les industries pétrolières et gazières, notamment, les restrictions bancaires et l'augmentation des coûts relatifs aux importations; la possibilité que de nouvelles sanctions soient imposées, tout comme l'éventualité d'une intervention militaire, rend le climat économique iranien précaire."*[265] Celui-ci est aggravé par la mauvaise gestion économique, la corruption endémique et le système oligarchique alimenté par les plus hautes sphères du pouvoir.[266] En mars 2012, le président iranien est d'ailleurs appelé devant son Parlement, pour la première fois depuis la Révolution Islamique, afin de défendre son bilan politique et économique.[267] Le pays parvient jusque-là à survivre en grande partie grâce à l'argent du pétrole mais les dernières sanctions l'obligent à se diversifier et à se tourner vers l'Asie pour survivre. Elizabeth Rosenberg, conseillère pour les sanctions d'Obama défend la politique de sanctions et souligne que : "*en accroissant la pression sur l'économie iranienne et en dégradant la vie quotidienne des Iraniens, les Etats-Unis espèrent pousser ces derniers vers une contestation de plus en plus grande du pouvoir en place, voire vers une nouvelle révolution et donc un changement de régime. Washington espère au moins provoquer au sein du régime iranien un sentiment de menace imminente à sa survie, venant tant de l'extérieur que de l'intérieur, qui le poussera à négocier afin d'alléger la pression sécuritaire dont il se sent l'objet"*.[268] Les opposants à cette politique affirment que les Iraniens ne négocient jamais sous la menace et que le régime va se voir renforcé par le besoin d'unité de la nation face à ce combat imposé par l'adversaire.[269]

---

[263] THE WHITE HOUSE, « Fact Sheet on the new UN Security Council Sanctions on Iran », The White House, 9 juin 2010
[264] Ibidem
[265] E. BOUVIER, "Sanctions américaines contre l'Iran : entre moyen de pression et outil de communication. Entre démarche symbolique des sanctions et contournement de ces dernières : une « pression financière maximale » qui ne l'est pas tant que ça (2/2)", *Les clés du Moyen-Orient,* 03 août 2019
[266] P. SÉBILLE-LOPEZ, « Les ressources de Téhéran », *Outre-Terre*, 2006, vol.3, no 16, pp. 61-72.
[267] "Mahmoud Ahmadinejad défend son bilan devant le nouveau Parlement", *France 24,* 14 mars 2012
[268] E. BOUVIER, *op.cit.*
[269] Ibidem

En réaction aux sanctions sur le pétrole imposées par les Etats-Unis et leurs alliés et dans une logique sécuritaire, l'Iran actionne le levier de la lutte asymétrique pour démontrer sa résilience malgré une baisse des dépenses militaires. Ahmadinejad prend le pari de défier les Etats-Unis, laissant penser à une certaine perte de crédibilité dissuasive américaine dans cet espace stratégique. En plus de l'expansion iranienne au Moyen-Orient via ses *proxies* concomitante aux vides étatiques laissés par les Printemps arabes, l'Iran développe sa défense asymétrique dans le Détroit d'Ormuz. Le détroit est ainsi utilisé par les radicaux pour rétablir un équilibre de la menace.[270] Entre 2011 et 2012, des menaces de fermeture du détroit sont proférées par le premier vice-président iranien Mohammad Reza Rahimi pour faire pression sur les Etats-Unis et les forcer à mettre fin aux sanctions et à revenir à un statu-quo dans le Golfe Persique.[271] La publication en novembre 2011 d'un nouveau rapport de l'AIEA confirmant l'activité nucléaire iranienne, intensifie les tensions dans le détroit.[272] A partir du 24 décembre 2011 et pour une durée de dix jours, des exercices navals d'une étendue inégalée sont organisés par la marine iranienne en mer d'Oman et dans le Golfe d'Aden ainsi que des essais de missiles balistiques capables d'atteindre Israël et certaines bases américaines.[273] Face à cette approche vue comme offensive, Washington pour se défendre brandit à son tour la menace militaire en organisant en janvier 2012 des manœuvres navales dissuasives de la 5ème flotte dans le détroit en coopération avec la France et le Royaume-Uni.[274] Les porte-avions USS Carl-Vinson et USS Abraham-Lincoln sont stationnés dans le Golfe pour apporter une dissuasion crédible à une fermeture de cette voie maritime vitale et des escortes au large du détroit sont mises en place pour assurer la liberté de passage des navires commerciaux.[275] Suite à ces évènements, l'ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU Susan Rice remet début janvier une lettre à son homologue iranien Mohammad Khazaee, indiquant au président iranien la ligne rouge de fermeture du Détroit d'Ormuz à ne pas franchir pour éviter une intervention militaire directe des Etats-Unis.[276]

Depuis 2011, l'Administration Obama se prépare en parallèle à un Iran nucléaire avec un renforcement défensif des alliés régionaux ("*offshore balancing*"), surtout saoudiens et émiratis (livraisons d'armes et d'équipements, formations, exercices militaires et

[270] L. MICHELIS, *op.cit,* p.134
[271] Le Monde, AFP, Reuters, "L'Iran menace de fermer le détroit d'Ormuz au pétrole en cas de sanctions", *Le Monde,* décembre 2011
[272] Council on Foreign Relations, *US Relations with Iran (1953-2022)*
[273] "Manoeuvres navales de l'Iran dans la mer d'Oman", *Le Devoir,* 23 décembre 2011
[274] Ibidem
[275] L. MICHELIS, *op.cit.,* pp.130-133
[276] "Tensions dans le détroit d'Ormuz - Les États-Unis et Israël reportent d'importantes manoeuvres", *Le Devoir,* 16 janvier 2012

diplomatiques conjoints).[277] Contrairement à son image passive, Obama se prépare aussi à la lutte asymétrique en complétant l'architecture de défense balistique et en demandant au Pentagone d'analyser des cibles de sites nucléaires iraniens.[278] Dans un discours devant le lobby israélien AIPAC en mars 2012 peu avant les élections présidentielles, Obama affirme : "*Iran's leaders should know that I do not have a policy of containment; I have a policy to prevent Iran from obtaining a nuclear weapon."*[279] En réponse, l'Ayatollah Khamenei prévient les Etats-Unis et Israël que toute frappe sur une installation iranienne recevra une réponse dix fois plus forte de la part de l'Iran.[280] Les joutes verbales entre dirigeants iranien et américain particulièrement virulentes entre 2011 et 2012 démontrent l'échec du *"great bargain"* voulu par Obama, qui est obligé d'employer la coercition contre l'Iran.[281]

[277] A.H. CORDESMAN, *The Gulf Military Balance, The conventional and asymmetric dimensions,* Center for strategic and international studies : Rapport, vol. 1, 2014, p.24
[278] A.H. CORDESMAN, *op.cit.*
[279] "Iran : Obama rassure le lobby pro-Israël", *L'OBS,* 5 mars 2012
[280] AFP, "Khamenei met en garde Israël", *Le Figaro,* 3 juin 2012
[281] Le 6 novembre 2012, Barack Obama est élu pour un second mandat à la tête des Etats-Unis qu'il débute le 20 janvier 2013

CHAPITRE 5 : OBAMA et ROHANI (2013 - 2017)

Rohani : président et grande stratégie

Face à l'accumulation des menaces que doit affronter le régime islamique pour sa survie et pour l'intégrité territoriale de l'Iran, le Guide Suprême adopte une stratégie pragmatique. La pression américaine et arabe exercée par l'intensification des tensions militaires dans le Golfe Persique provoque un mécontentement des partenaires asiatiques. Les sanctions de 2012 et 2013 portent un coup fatal à l'économie iranienne déjà mise en lambeaux par la gestion catastrophique du président conservateur Ahmadinejad. L'appel répété au dialogue par Obama, additionné à la pression interne face aux divisions et revendications de plus en plus fortes d'une part de la population iranienne qui est la première victime de la crise économique et qui critique la gestion politique et économique du président, poussent l'Iran à négocier par peur que ses actions considérées comme révisionnistes ne se retournent contre le régime. C'est dans ce contexte spécifique que le réformiste Hassan Rohani est élu à la présidence de l'Iran le 14 juin 2013.[282] Pour comprendre la politique étrangère iranienne sous Rohani, il faut d'abord analyser l'aspect interne de la prise de décision en se focalisant sur le président et les acteurs qui participent au processus décisionnel.

Hassan Rohani influence la prise de décision par sa personnalité, son attitude et sa relation avec les autres dirigeants qui l'assimilent pour la plupart à une personne intègre. Surnommé le mollah diplomate, il privilégie réalistement la recherche de solutions diplomatiques rationnelles à la poursuite d'une idéologie idéaliste.[283] *"Je veux dire que tout peut se résoudre (...) avec la clé de la bonne gestion et de l'espoir. Sachez-le. Le problème nucléaire aussi va se résoudre. Les sanctions seront levées. La prospérité reviendra.",* dit-il.[284] Il est intelligent et cordial mais également prudent et intransigeant. Son identité religieuse se forme très jeune au Séminaire à Qom, l'un des plus grands centres d'éducation chiite duodécimain au monde, et est influencé par les idées révolutionnaires de l'Ayatollah Khomeini en exil, ce qui en fait un clerc de l'establishment politique.[285] Néanmoins, contrairement à Ahmadinejad qui effectue l'entièreté de sa formation en Iran, Rohani réalise un doctorat en droit à Glasgow en Ecosse, qu'il obtient en 1999.[286] A la chute du Shah, il endosse rapidement des postes à

[282] "ROHANI HASSAN", Universalis.fr (en ligne)
[283] G. GOLSHIRI, "Hassan Rohani, le mollah diplomate", *Le Monde,* 17 juin 2013
[284] Ibidem
[285] Ibidem
[286] Ibidem

responsabilités : parlementaire (1980-2000), membre du Conseil suprême de défense (1982-1988), postes de commandement durant la guerre Iran-Irak, représentant personnel du Guide Ali Khamenei en tant que secrétaire général au Conseil de sécurité nationale (1989-2005), membre du Conseil de discernement de l'intérêt supérieur du régime depuis 1991 et de l'Assemblée des experts depuis 2000.[287] En 2003, il est nommé négociateur en chef pour le nucléaire à la lumière de ses talents diplomatiques et de sa connaissance du dossier.[288] Il parviendra à trouver un accord sur la suspension provisoire de l'enrichissement, qui sera finalement balayé par les Etats-Unis de George W. Bush et l'Iran d'Ahmadinejad. Pendant la présidence du conservateur idéologique, comme il le qualifie, Rohani joue le rôle de "*porte-parole informel des réalistes iraniens"*.[289] Son élection surprise au poste de président de la République Islamique d'Iran en 2013 en tant que centriste pouvant apaiser les divisions, est considérée comme un événement majeur aussi bien au niveau national qu'international. Il est en effet *"l'homme qui a fait de la République islamique d'Iran un État sinon « normal », du moins fréquentable."*[290] Durant sa présidence, il tente de trouver un équilibre entre ses volontés réformistes de démocratisation et l'idéologie conservatrice du Guide Suprême.[291]

Le code opérationnel du Président Rohani est dicté par sa volonté optimiste de sauver l'économie nationale et de développer de meilleures relations avec un monde extérieur hostile, afin d'assurer les principaux intérêts iraniens. Il possède une vision complexe du monde, des capacités iraniennes et de celles de ses adversaires. Selon la typologie de Barber, il peut être assimilé à un président actif-positif qui est dévoué à sa mission et fait preuve d'une certaine forme de flexibilité, comme le montre par exemple sa volonté d'accorder plus de droits aux femmes, qui restera finalement sans suite pour éviter de s'opposer au Guide.[292] Selon la typologie de Preston, il pourrait se rapprocher de la figure de l'administrateur-navigateur pour son expérience politique et sa connaissance du monde. Toutefois, ces modèles ne conviennent que partiellement à l'analyse du système iranien basé sur le primat du Guide Suprême, comme indiqué préalablement pour Ahmadinejad.

---

[287] K. NAJI, "Profile : Hassan Rohani, President of Iran", *BBC,* 20 mai 2017
[288] S. DITO, "Who is Hassan Rohani?", *The Washington Institute,* 24 septembre 2013
[289] Ibidem
[290] G. GOLSHIRI, "Hassan Rohani, président d'un Iran fréquentable", *Le Monde,* 26 janvier 2016
[291] R. JAHANBEGLOO, « Le « nouveau réformisme » iranien », *Esprit*, 2013, vol.8-9, pp. 206-208
[292] S.DITO, *op.cit.*

Les acteurs participant au processus de décision pour les affaires extérieures sont d'abord le Guide Suprême Ali Khamenei qui possède une relation de confiance avec Rohani.[293] Un autre acteur important est son gouvernement, semblable à celui de Khatami et composé de ministres de tous horizons choisis pour leurs compétences.[294] Rohani s'oppose ainsi à la gouvernance de copinage d'Ahmadinejad. Des noms importants pour la politique étrangère étant : le ministre des affaires étrangères et négociateur nucléaire en chef Mohammad Javad Zarif qui lutte contre l'isolationnisme iranien et remplace à ce poste le président du Conseil suprême de sécurité nationale Ali Shamkhani (ancien chef des Pasdarans), le haut représentant pour les affaires étrangères Ali Asghar Khaji, le ministre du pétrole Bijan Zanganeh et le ministre de la défense Hossein Dehghan (ancien commandant des Pasdarans) remplacé par Amir Hatami lors du second mandat de Rohani.[295] Rohani et son gouvernement bénéficient du soutien des anciens présidents réformistes Rafsandjani et Khatami.[296] Les conservateurs, eux, maintiennent leur contrôle sur les plus puissantes institutions du pays, telles que le Conseil des Gardiens, le pouvoir judiciaire et le Parlement où Rohani essaie de maintenir un équilibre entre les différents groupes politiques malgré une prédominance des conservateurs.[297] Cet équilibre est en effet important à maintenir aussi pour lui qui convoite la position de Guide Suprême. Les Pasdarans, quant à eux, sont opposés au rapprochement avec les Etats-Unis et voient leur rôle politique et économique légèrement diminué sous le premier mandat de Rohani avant de reprendre leur influence durant son second mandat, plusieurs de ses ministres provenant des Pasdarans.[298] Le dernier acteur, crucial, lors de l'élection puis des deux présidences de Rohani est la population iranienne. Le président est soutenu par le Mouvement Vert des désenchantés qui trouve une réponse à certaines de ses revendications de 2009 en ce candidat pragmatique qui semble privilégier les intérêts nationaux à ceux du seul régime.[299] Il bénéficie également du soutien des conservateurs modérés. Par contre, d'autres conservateurs attachés au programme nucléaire voient la stratégie de rapprochement iranienne d'un mauvais œil. La population s'oppose également en majorité aux implications régionales du régime islamique par ses *proxies*, qui se font au détriment de l'économie nationale.[300]

---

[293] G. GOLSHIRI, *op.cit.*

[294] K. KATZMAN, *Iran: Politics, Gulf Security, and U.S. Policy,* Congressional Research Service : Rapport, 2016, p.14

[295] Idem, p.13

[296] Idem, pp.13-14

[297] H. BASTANI, "How Powerful is Rouhani in the Islamic Republic?", *Chatham House - The Royal Institute of International Affairs,* novembre 2014, pp. 5-14

[298] W.S. LUCAS, « Quel avenir pour les Gardiens de la révolution iranienne ? », *Les Cahiers de l'Orient*, 2016, vol.3, n° 123, pp. 123-143.

[299] M.J. ZARIF, "What Iran Really Wants: Iranian Foreign Policy in the Rouhani Era." *Foreign Affairs*, 2014, vol. 93, no. 3, pp. 55–56.

[300] M.R. DJALILI, « Politique étrangère de la République islamique : le rôle du président », *Confluences Méditerranée*, 2014, vol. 1, n° 88, pp. 19-34.

Même si le Président Rohani ne provoque pas de réelle inflexion de la politique étrangère iranienne, il apporte une nouvelle dynamique qui laisse espérer une ouverture progressive de l'Iran envers son environnement régional et international. Les objectifs pour assurer la pérennisation du régime restent inchangés mais l'engagement diplomatique constructif pour les atteindre s'ajoute aux outils de politique étrangère.[301] Cette nouvelle dynamique se base sur la critique de la présidence Ahmadinejad et sur la volonté de réformer les politiques iraniennes. La vision du ministre des affaires étrangères M.J. Zarif illustre la stratégie de Rohani : *"the preservation of Iran's independence, territorial integrity, and national security and the achievement of long-term, sustainable national development. Beyond its borders. Iran seeks to enhance its regional and global stature; to promote its ideals, including Islamic democracy; to expand its bilateral and multilateral relations, particularly with neighboring Muslim-majority countries and non aligned states; to reduce tensions and manage disagreements with other states; to foster peace and security at both the regional and the international levels through positive engagement; and to promote international understanding through dialogue and cultural interaction. The world is deeply interdependent and actors have to work together for common interests."*[302] Les priorités de Rohani sont donc le combat contre la campagne anti-iranienne menée par les Etats-Unis et Israël, la recherche d'un compromis diplomatique sur le nucléaire iranien, la construction d'une confiance mutuelle avec les voisins du Golfe Persique, surtout l'Arabie Saoudite, pour réduire l'insécurité par un accord de coopération qui permette l'indépendance de cet espace vis-à-vis des Américains (ce que cherche également Obama) et le développement des relations avec ses plus gros partenaires asiatiques pour améliorer la situation économique de l'Iran, composante essentielle de la puissance nationale selon Rohani.[303]

Les négociations pragmatiques et le JCPOA

Alors que Barack Obama connaît un désenchantement au Moyen-Orient où il doit renoncer à la majorité de ses promesses de retrait pour privilégier une approche compréhensive face au terrorisme qui menace la sécurité nationale américaine, où il est critiqué pour son inaction et la perte de crédibilité américaine dans sa gestion de la crise syrienne et son manque de résultats sur le dossier iranien ; l'élection de Hassan Rohani à la tête de l'Etat iranien vient

[301] R. JAHANBEGLOO, « Le « nouveau réformisme » iranien », *Esprit*, 2013, vol.8-9, pp. 206-207.
[302] M.J. ZARIF, *op.cit.,* p.49
[303] R. SHANAHAN, "Iranian Foreign Policy under Rouhani", *Lowy Institute for international policy,* février 2015

rebattre les cartes du grand jeu diplomatique irano-américain (*"great bargain"*). Pour Obama, Rohani est l'homme qu'il lui faut pour enfin obtenir son succès international.[304]

Dès son élection, le nouveau président iranien démontre sa volonté d'établir un dialogue constructif avec les Etats-Unis. Dans une interview accordée au *Washington Post* et publiée le 25 septembre 2013, il affirme : *« Si Monsieur Obama et moi-même devions nous retrouver, nous regarderions tous les deux vers le futur, nos perspectives et nos espoirs pour le futur […] Nous avons besoin d'un point de départ. Je pense qu'il s'agit du dossier nucléaire."*[305] Il insiste sur l'importance de surmonter les constructions idéologiques et de se focaliser sur les intérêts communs entre les deux Etats, particulièrement la stabilité de l'Afghanistan et la menace terroriste en Irak.[306] Néanmoins, Rohani doit composer avec la volonté du Guide Suprême qui insiste sur l'aspect strictement nucléaire de possibles négociations.[307] Dans les négociations qui débutent fin 2013, la *"souveraineté nucléaire"* de l'Iran (la possibilité pour l'Iran de développer son nucléaire civil) tout comme la crédibilité des Etats-Unis de faire respecter le TNP et d'empêcher ce pays d'acquérir l'arme nucléaire sont donc les principaux enjeux.[308] La volonté à long terme d'Obama étant de se rapprocher de l'Iran pour finalement instaurer un équilibre régional qui lui permette d'accroître l'influence américaine dans le Golfe Persique en transférant la sécurité régionale aux états-pivots saoudien et iranien qui pourraient assurer de ce fait les intérêts américains dans la région sans l'intervention des Etats-Unis.[309] Ce rapprochement est un risque pour les deux dirigeants qui, s'ils échouent, ouvrent la porte à un revirement politique radical de la scène politique interne.

Les négociations multilatérales qui débutent le 26 septembre 2013 en marge de l'Assemblée Générale de l'ONU sont menées par John Kerry et Mohammad Javad Zarif en compagnie des autres ministres des P5+1.[310] Elles officialisent les négociations bilatérales entre les Etats-Unis et l'Iran qui avaient pris place dès mars 2013 au Sultanat d'Oman, Etat vu comme relativement neutre.[311] Le 27 septembre 2013, un appel historique a lieu entre Obama et Rohani où ils affirment leur volonté réciproque de trouver un compromis sur le dossier

[304] F. KOLLER, "Ce qu'il restera du monde d'Obama", *Le Temps,* 2 novembre 2016
[305] Open Source Center, "Iran: Leader Outlines Guard Corps Role, Talks of 'Heroic Flexibility,'", 18 septembre 2013
[306] J. ZARIFIAN, « Le dossier du nucléaire iranien et la question du rapprochement États-Unis – Iran », *Politique américaine*, 2015, vol.2, n° 26, pp. 31-47
[307] R. SHANAHAN, "Iranian Foreign Policy under Rouhani", *Lowy Institute for international policy,* février 2015, pp.4-5
[308] D.BAUCHARD, « Etats-Unis-Iran : du Grand Satan au Grand Bargain », *Confluences Méditerranée*, 2014, vol.1, n° 88, pp. 91-112.
[309] J. GOLDBERG, "THE OBAMA DOCTRINE", *The Atlantic,* avril 2016
[310] L. FABIUS, « La genèse de l'accord du 14 juillet 2015 sur le nucléaire iranien », *Revue internationale et stratégique*, 2016, vol.2, n° 102, p. 13
[311] A. AREFI, "Nucléaire iranien : l'accord qui officialiserait la relation Iran-États-Unis", 24 novembre 2014

nucléaire.[312] Ce premier appel depuis 1979 ainsi que les échanges de lettres réguliers entre les deux présidents représentent un premier grand pas dans cette nouvelle dynamique diplomatique qui est d'abord bilatérale avant d'être multilatérale. Les négociations multilatérales se poursuivent en octobre et novembre 2013 à Genève et mènent le 24 novembre 2013 à un accord intérimaire nommé *Joint Plan of Action* (JPOA).[313] En parallèle, Hassan Rohani essaye de se rapprocher de l'Arabie Saoudite mais la guerre par *proxies* entamée par les saoudiens au Yémen, en réponse aux négociations sur le nucléaire iranien auxquelles ils s'opposent, empêche tout dialogue.

En février 2014, les négociations de long terme entre les P5+1 et l'Iran sur la mise en œuvre du JPOA commencent avec des réunions régulières des directeurs politiques et des experts.[314] Ce processus, plus long que prévu, débouche sur un accord le 2 avril 2015 à Lausanne qui mène le 14 juillet 2015 à la signature de l'accord final de Vienne sur le nucléaire iranien appelé *Joint Comprehensive Plan of Action* (JCPOA) ou Plan d'Action Global Commun (PAGC).[315] Il est signé par l'Iran, les P5+1 et l'Union Européenne et se focalise uniquement sur le blocage de la menace nucléaire militaire iranienne sur dix ans en prévoyant: "*la limite de l'enrichissement de l'uranium et de la production de plutonium, la réduction des stocks, le démantèlement de ⅔ des centrifugeuses, l'augmentation des contrôles de l'AIEA pour les activités liées au nucléaire civil ; en contrepartie de la levée progressive des sanctions internationales sur l'Iran"*[316]. L'objectif est de maintenir le délai nécessaire pour fabriquer une arme atomique à au moins 1 an (*breakout time*).[317] *"En cas de non-respect des engagements, les sanctions peuvent être rétablies sans que les membres permanents puissent utiliser leur droit de véto (principe du snapback)."*[318] L'accord est soutenu par le Parlement iranien malgré les divisions. En revanche, le Congrès américain à majorité républicaine dans les deux chambres est majoritairement opposé à l'accord. En mai 2015, il se met d'accord sur le *Iran Nuclear Agreement Review Act* (INARA) qui lui donne le droit de s'opposer à l'accord mais ne parvient finalement pas à donner sa désapprobation.[319] Le JCPOA n'ayant pas le statut de traité international, la ratification des pays signataires n'est pas nécessaire.

---

312 J. ZARIFIAN, « Le dossier du nucléaire iranien et la question du rapprochement États-Unis – Iran », *op.cit.,* p.36
313 L. FABIUS, *op.cit.,* pp. 15-16
314 Idem, pp. 17-33
315 J. ZARIFIAN, *Choc d'Empires ? : Les relations Etats-Unis/Iran du XIXème siècle à nos jours*, Editions Hémisphères, 2018, p.147
316 Idem, pp. 147-148
317 L. FABIUS, *op.cit.,* p. 32
318 Ibidem
319 "H.R.1191 - 114th Congress (2015-2016) : Iran Nuclear Agreement Review Act of 2015", Congress.gov., Library of Congress, 3 février 2015

Cependant, Obama doit tout de même manoeuvrer en usant de son influence pour acquérir le soutien partisan nécessaire au Congrès et ainsi empêcher le blocage de la levée de certaines sanctions prévue par l'accord. Le 15 juillet 2015, le président affirme dans une allocution à la Maison Blanche que *"cet accord n'est pas fondé sur la confiance. Il est fondé sur les vérifications. Les inspecteurs auront un accès 24 heures sur 24 aux installations nucléaires iraniennes clés"*.[320] Par cette affirmation, il insiste sur l'aspect réaliste et pragmatique de cet accord afin de convaincre les opposants qui craignent sa naïveté et son minimalisme. Le 20 juillet 2015, la résolution 2231 du Conseil de sécurité de l'ONU approuve le JCPOA et prévoit l'allègement de l'embargo iranien sur le pétrole et les armes et la levée du gel des actifs financiers iraniens.[321] En revanche, le JCPOA, en tant que plan d'action, n'est pas juridiquement contraignant et doit être renouvelé chaque année par chaque partie au niveau national. Le 16 janvier 2016, l'accord est implémenté après la vérification par l'AIEA du respect des conditionnalités iraniennes.[322] Il représente un triple pari pour les Etats-Unis selon Laurent Fabius, homme d'État français : la durabilité du contrôle sur l'Iran, la continuation du rapprochement avec l'Iran sur d'autres dossiers et la démocratisation à terme de l'Iran.[323]

Selon Charles Glaser et contrairement à ce qu'affirme Kenneth Waltz, le compromis obtenu entre les Etats-Unis et l'Iran peut également être compris sous l'angle du réalisme défensif.[324] En effet, la politique compétitive de pression maximale ne permettant pas d'assurer la sécurité du Golfe Persique et les intérêts nationaux américains et iraniens, Obama et Rohani se tournent vers une tactique de coopération pour rééquilibrer les forces, stabiliser le système complexe de sécurité du Golfe Persique et permettre à une paix globale d'émerger. Cette coopération, même si elle est faible, permet une certaine prévisibilité et donc stabilité dans un monde où les véritables ressources mutuelles sont inconnues et où de ce fait l'issue d'un développement nucléaire iranien ne pourrait être prédit. La coopération pragmatique est également incitée par la possibilité qu'ont les deux États d'aboutir dans une situation plus désavantageuse en cas de compétition ou de guerre par accident. Enfin, le fait que la coopération amène une réduction de la menace d'intervention des Etats-Unis, réduit les motifs iraniens de développement du nucléaire militaire. La levée des sanctions permettant à l'Etat iranien de développer sa défense conventionnelle pour assurer sa sécurité et la stabilité

[320] M. LADIER-FOULADI, « L'Amérique contre l'Iran », *Outre-Terre*, 2017, vol. 1, n° 50, p. 222
[321] Résolution 2231 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, *Plan d'action global commun*, S/RES/2231 (14 juillet 2015)
[322] L. FABIUS, *op.cit.,* p. 33
[323] Ibidem
[324] H. TOIVANEN, "The Iran Nuclear Deal: A Structural Realist View", *Journal of International Affairs,* 6 avril 2016

de son environnement régional sans risque que ce développement ne devienne trop menaçant et ne se retourne contre lui.

Alors que les réactions suivant la ratification de l'accord permettant le développement économique du pays et la continuation du programme nucléaire civil sont en majorité positives en Iran, celles-ci sont plus divisées aux Etats-Unis.[325] Au moment de l'adoption du JCPOA, environ 56% de la population américaine soutient l'accord.[326] Certains voient cet accord comme une réelle victoire pour Obama, pour la sécurité et la non-prolifération au Moyen-Orient. *"The idea of minimizing the risk of a nuclear Iran or multilateral intervention against Iran is definitely a plus for the Middle East,"* dit Amr Adly, un analyste politique et chercheur au *Carnegie Middle East Center*.[327] Selon Charles Glaser, le succès diplomatique qu'Obama obtient grâce à l'accord sur le nucléaire iranien devient la meilleure illustration de la politique réaliste défensive du président car il aura permis de réduire l'Iran à une menace limitée et gérable pour la sécurité régionale et internationale.[328] Ses opposants sont par contre inquiets par ce que Henry Kissinger appelle "*une restriction temporaire et naïve qui minimise le risque d'une nation iranienne libre de reprendre sa place dans l'arène des puissances et qui tout au mieux reporte le danger.*"[329] D'autres critiquent le fait qu'Obama n'ait pas su imposer son grand jeu en intégrant les autres problématiques sécuritaires des *proxies,* du terrorisme et des menaces sur Israël.[330] Les pays du CCG, eux, imaginent le pire et renforcent encore davantage leur sécurité en intensifiant leur coopération mutuelle, en diversifiant leurs partenariats défensifs et économiques et en entamant un timide rapprochement avec l'ennemi régional israélien. Pour prendre la mesure du dilemme de sécurité qui se joue pour eux dans le Golfe Persique, il est intéressant de noter l'évolution du budget militaire saoudien qui quintuple en quinze ans pour atteindre un pic en 2015 et se classer à la quatrième place mondiale.[331] En réaction à la défiance croissante du CCG envers les Etats-Unis, Obama organise le Sommet de Camp David le 15 mai 2015, suivi du Sommet de Riyad le 21 avril 2016, dans le but de rassurer les alliés traditionnels régionaux sur l'engagement des Etats-Unis et d'intensifier la coopération à distance par la modernisation des forces armées et

[325] C. THERME, « L'Iran et les Etats-Unis après l'accord sur le nucléaire : paix froide ou réconciliation ? », *Confluences Méditerranée*, 2015, vol.3, n° 94, pp. 107-117.
[326] L. MAYER, *Media and Public Opinion Effects On American Foreign Policy Under Bush, Obama, and Trump*, Senior Theses, Hartford, Trinity College, 2019, p.61
[327] K. SULLIVAN, "Much of the world views Obama favorably, but the Middle East feels disappointment", *The Washington Post,* 18 novembre 2016
[328] JUNEAU Thomas, "Obama, Biden and realism in the Middle East", *Quincy Institute for Responsible statecraft,* 15 juillet 2020
[329] J. ZARIFIAN, « Le dossier du nucléaire iranien et la question du rapprochement États-Unis – Iran », *op.cit.*
[330] K. SULLIVAN, *op.cit.*
[331] *Dépenses militaires (% du PIB), Arabie Saoudite,* Perspective Monde

l'intensification des livraisons d'armes à des niveaux jamais égalés.[332] Obama y souligne également l'importance du JCPOA dans l'optique "*d'un dialogue plus large incluant l'Iran et ses voisins du Golfe*."[333]

Le développement fébrile de la puissance iranienne

Avec la levée progressive des sanctions internationales et bilatérales, l'Iran peut envisager un réel développement de sa puissance.[334] Dans un premier temps, des discussions informelles se poursuivent avec les Etats-Unis pour continuer le processus de rapprochement. Pour Rohani, cette ouverture est indispensable afin de réduire la méfiance des investisseurs et permettre le développement économique du pays. Néanmoins, les critiques affirmant le non-respect de l'accord surgissent rapidement des deux camps, alors même que l'AIEA confirme sa mise en application par l'Iran. Les Etats-Unis critiquent également l'Iran pour ses essais d'armes balistiques et ses achats conséquents d'armes russes, mais aussi pour la continuation de ses opérations de nuisance dans le Détroit d'Ormuz et son financement renforcé à ses *proxies*. De son côté, l'Iran critique l'interventionnisme américain dans les affaires intérieures de l'Iran par son soutien aux Moudjahiddines du peuple, organisation menant des missions de renseignement pour le compte des Etats-Unis[335], et aux mouvements d'indépendance kurde et baloutche.[336] Dans ce contexte, chaque action de l'Etat adverse continue à être analysée de manière hostile par les opposants afin de favoriser le retour de la politique de pression maximale. Face à cela, Rohani recommande la prudence *"pour ne pas provoquer l'ennemi qui veut faire capoter les pourparlers"*.[337] Cependant, la rhétorique hostile du Guide empêche tout véritable rapprochement par peur que l'influence extérieure ne vienne renverser l'idéologie islamique : *"Nous ne permettrons ni intrusion économique, ni intrusion politique, ni culturelle par le biais de l'accord sur le nucléaire iranien."* [338]

En parallèle, Hassan Rohani se focalise sur ce qui est pour lui essentiel, à savoir le développement de la puissance nationale politique, culturelle, économique et militaire iranienne. Cependant, sa politique de réformisme économique, symbole d'espoir pour le

---

[332] V. BURGGRAF, "Sommet de Camp David : Obama peut-il rassurer ses alliés du Golfe ?", *France 24,* 15 mai 2015
[333] Ibidem
[334] D. CHAUDET, « L'Iran peut-elle devenir une « superpuissance » énergétique ? », *Confluences Méditerranée*, 2014, vol.4, n° 91, pp. 13-32.
[335] J. CHAUVIERRE, « Les « Moudjahidin du peuple » », *Outre-Terre*, 2011, vol.2, n° 28, pp. 301-315.
[336] D. BAUCHARD, *op.cit.*
[337] L. MANDEVILLE, "Nucléaire : le grand jeu iranien d'Obama", *Le Figaro International,* 20 février 2015
[338] C. THERME, « L'Iran et les Etats-Unis après l'accord sur le nucléaire : paix froide ou réconciliation ? », *op.cit.,* p. 111

peuple iranien, ne donne pas les résultats escomptés.[339] Malgré l'abandon progressif des sanctions, le pays ne parvient pas à relancer son économie comme il le devrait.[340] La reprise des activités pétrolières et des investissements étrangers est significative mais le manque de confiance et de vision à long terme restreint les exportations pétrolières, qui restent en 2016 deux fois moins importantes qu'en 1970.[341] Le fait que le Congrès américain complique la levée des sanctions unilatérales bloque également les investissements en Iran. Le pays intensifie dans le même temps son développement défensif et technologique grâce à un plan de développement en cinq ans pour remettre ses forces à niveau face aux pays du CCG.[342] Le budget de la défense connaît une augmentation de 40% en 2016.[343] Le président mise également sur la diversification économique et défensive en signant des partenariats avec le voisin omanais et les puissances indienne, russe et chinoise qui, contrairement aux puissances occidentales, n'hésitent pas à reconnaître et à soutenir une intensification du rôle de l'Iran dans le Golfe Persique et au Moyen-Orient.

Selon Clément Therme, ces évolutions internes et externes mitigées montrent que "*le JCPOA est une condition symbolique nécessaire mais pas suffisante pour permettre un apaisement entre l'Iran et ses voisins et une paix régionale à long terme."*[344] Obama et Rohani sont conscients de l'importance d'une continuation du processus de rapprochement entamé grâce au JCPOA. Cependant, tous deux se heurtent à des voix conservatrices récalcitrantes au sein de la classe dirigeante et de la population.

[339] S. DITO, "Who is Hassan Rohani?", *The Washington Institute,* 24 septembre 2013
[340] **Annexe 23**
[341] C. THERME, « La situation stratégique de l'Iran », *Stratégique*, 2018, vol.3, n° 120, p.78
[342] A.H. CORDESMAN, TOUKAN Abdullah, *op.cit.*, p. 39
[343] M. PAGLIA, *op.cit.,* p.143
[344] C. THERME, « L'Iran et les Etats-Unis après l'accord sur le nucléaire : paix froide ou réconciliation ? », *op.cit.,* p. 115

CHAPITRE 6 : TRUMP vs ROHANI (2017 - 2021)

Trump : président et grande stratégie

A l'heure où la République Islamique d'Iran est tiraillée entre une ouverture vers l'Occident ou un maintien du conservatisme isolationniste,[345] l'arrivée de Donald Trump à la présidence des Etats-unis en janvier 2017 rend l'avenir du JCPOA incertain. Si celui-ci a des objectifs de politique étrangère au Moyen-Orient assez similaires à ceux de son prédécesseur, sa stratégie vis-à-vis de l'Iran annonce une rupture avec la stratégie de diplomatie à deux vitesses ayant prévalu durant le second mandat d'Obama. Pour comprendre la stratégie de politique étrangère de Trump et ses conséquences sur la crédibilité et l'influence des Etats-unis dans la région, il est d'abord nécessaire d'analyser l'aspect interne de la prise de décision en se focalisant sur le président et les acteurs qui influencent ses décisions.

La personnalité du Président Trump a une grande influence sur la prise de décision. Donald Trump est considéré comme une figure populiste anti-système qui clive la scène politique américaine.[346] Il est d'abord un homme ambitieux, compétiteur, accordant de l'importance au rapport de force, possédant une grande confiance en lui et en ses instincts.[347] Il parvient d'ailleurs à rassembler les foules par ses prises de parole sans filtre. Il est aussi un homme narcissique, paranoïaque, offensif, raciste et provocateur qui ne tolère pas les critiques, défie les traditions en cachant la vérité et en se plaçant au-dessus de la loi sans se soucier des conséquences de ses actions.[348] Selon David Bertrand, professeur de psychologie à la Haute Ecole Vinci, Trump peut être qualifié de "*psychopathe en col blanc*" ou de "*narcissiste malfaisant*".[349] Sa personnalité peut s'expliquer d'une part par son identité qui s'est construite dans un environnement compétitif. Après avoir entamé sa formation à l'académie militaire de New York en 1959, il obtient un diplôme de la *Wharton School of business* de l'Université de Pennsylvanie en 1968.[350] Il commence son parcours professionnel dans l'immobilier avec son père dont il reprend l'entreprise en 1971.[351] Il inscrit son nom dans le milieu des affaires new-yorkais grâce au développement de son empire immobilier et d'une chaîne de casinos.[352]

---

345 C. HAYEK, "Hassan Rohani serait-il devenu « inutile » ?", *L'Orient Le Jour,* 19 mai 2017

346 "Après la présidentielle, un pays clivé ?", *Eurotopics - La revue de presse européenne,* 3 novembre 2016

347 Le Monde, "« Le Monde des lecteurs » - Pourquoi Donald Trump nous fascine et nous insupporte", *Le Monde,* 17 novembre 2020

348 A. IMMELMAN, A.M. GRIEBIE, *The personality profile and leadership style of US President Donald J. Trump in office,* College of Saint Benedict and Saint John's University : Rapport, 2020

349 D. BERTRAND, "Donald Trump est-il un "psychopathe en col blanc" ?", *La Libre,* 5 novembre 2020

350 M. KRANISH, "Trump refers to his admission in one of the hardest schools", *The Washington Post,* 8 juillet 2019

351 Brut, *Une vie : Donald Trump,* Youtube, 4 novembre 2020

352 Ibidem

Il vend également son nom à des projets et devient propriétaire du concours miss univers et animateur d'un concours de télé-réalité (2004-2015).[353] Son caractère raciste et provocateur a, quant à lui, été favorisé par le fait qu'il ait grandi dans un environnement familial xénophobe.[354]

Le code opérationnel de Trump est guidé par sa vision hostile du monde extérieur, ce qui explique en partie sa préférence pour la politique interne. Selon la typologie de Barber, il peut être assimilé à un président actif-négatif car il aime avoir le pouvoir mais est parallèlement impatient, impulsif et agressif. Trump est difficile à classer selon la typologie de Preston. Il pourrait être qualifié de magistrat car il recherche le pouvoir, ne possède que très peu d'expérience en politique et s'entoure d'un petit groupe de conseillers proches. Cependant, contrairement au profil du magistrat, il ne prend pas le temps d'analyser les rapports qui lui sont présentés et d'écouter les opinions divergentes, ses conseillers devant se conformer à la vision du président (*groupthink*). Il pourrait aussi être qualifié de sentinelle car il a une vision binaire et chaotique du monde et se base sur son expérience de businessman pour tirer le plus de bénéfices de ses décisions. Il ne compte que sur ses perceptions, transforme la réalité par le biais de stéréotypes et d'analogies qui renforcent ses croyances, ne se remet jamais en question et rejette la cause des problèmes sur autrui. Cependant, contrairement au profil de la sentinelle, il manque de compétences et d'expérience en politique.

Les différents acteurs qui influencent les décisions de politique étrangère de Donald Trump sont d'abord son cabinet présidentiel, son gouvernement et son groupe de conseillers proches. Ceux-ci connaissent un taux de rotation important au cours des 4 années de présidence Trump. Le vice-président Mike Pence apporte une certaine assurance pour les républicains et libertariens face aux errances du président.[355] Cependant, il ne contredit pas le président et a tendance à se mettre en retrait pour préserver son image.[356] Le cabinet présidentiel ainsi que le gouvernement sont relativement homogènes et comptent de nombreuses figures du nationalisme et du populisme radical américain comme : le secrétaire d'Etat et ancien directeur de Exxon Mobil Rex Tillerson (2017-2018), remplacé en cours de mandat par le directeur de la CIA Mike Pompeo (2018-2021) ; ainsi que le secrétaire à la Défense et ancien

[353] Brut, *Une vie : Donald Trump, op.cit.*
[354] Ibidem
[355] M. MAGNAUDEIX, « Mike Pence, pire que Trump. Un vice-président entre intégrisme évangélique et lobbies pro-armes », *Revue du Crieur*, 2018, vol.3, n° 11, p. 120.
[356] Ibidem

militaire James Mattis (2017-2019), remplacé par Mark Esper (2019-2020).[357] Il s'entoure en parallèle d'une équipe restreinte de conseillers provenant de son cercle familial ou partageant une idéologie nationaliste radicale : son gendre Jared Kushner, sa fille Ivanka Trump, Stephen Miller, sa directrice de campagne Kellyane Conway, l'homme d'affaire Steve Bannon, les chefs de cabinet John F.Kelly (2017-2019) et Mark Meadows (2020-2021), ainsi que les conseillers à la sécurité nationale consécutifs H.R. McMaster (2017-2018), John Bolton (2018-2019) et Robert O'Brien (2019-2021).[358] Le représentant pour l'Iran Brian Hook ainsi que Jared Kushner sont en première ligne dans les relations avec la République Islamique.[359] Les conseillers de Trump, majoritairement peu compétents en matière de politique étrangère, jouent un rôle pour renforcer ses idées et détailler les positions énoncées (système collégial). Les praticiens de la diplomatie traditionnelle (comme Rex Tillerson ou la représentante des Etats-Unis à l'ONU Nikki Haley) ont du mal à faire entendre leur voix dans cette administration fermée à la critique.[360] Un autre acteur qui influence le processus de décision est les lobbies. Contrairement à l'administration démocrate précédente, le président républicain, soutenu par les faucons évangéliques Mike Pence et Mike Pompeo, restaure le soutien américain à la droite sioniste et aux lobbies israéliens à Washington pour s'assurer le soutien de l'électorat évangélique.[361] Le Congrès, lui, d'abord à majorité républicaine entre 2017 et 2019, bascule du côté démocrate à la Chambre des Représentants entre 2019 et 2021 (235/435 députés).[362] Il a tendance à apporter un soutien plus important au président mais la polarisation entre républicains et démocrates est très forte.[363] Les deux derniers acteurs qui influencent la politique étrangère américaine sont la population américaine et la presse. La population américaine connaît également une polarisation de plus en plus importante sous la présidence de Trump.[364] Quant à la presse, le président la dénigre et la qualifie d'ennemi du peuple. Il tente de la contourner grâce aux réseaux sociaux et au partage de fausses informations.[365]

---

[357] The White House : President Trump, *The Administration,* Washington DC : The White House : President Trump

[358] Ibidem

[359] Ibidem

[360] L. NARDON, « Politique étrangère américaine : la sombre vision de Monsieur Trump », *Études*, 2018, vol. 3, pp. 9-11.

[361] M. MAGALHAES, "Ces raisons pour lesquelles Trump a ordonné l'élimination du général Soleimani", *The Conversation,* 23 janvier 2020

[362] Wikipédia, *116ème congrès des Etats-Unis*

[363] L.E. SMITH., "Trump and Congress", *Policy Studies,* 2021, vol. 42, no. 5-6, pp.528-543

[364] A. TYSON, *America's polarized views of Trump follow years of growing political partisanship,* Pew Research Center, 14 novembre 2018

[365] L. NARDON, "Donald Trump, les médias et l'opinion publique", *Vie Publique,* 25 mars 2020

Dès le début de son mandat en janvier 2017, dans un contexte de méfiance de plus en plus vive vis-à-vis des élites traditionnelles aux Etats-Unis, Donald Trump fait figure de héros populaire anti-establishment.[366] Il est majoritairement soutenu par l'électorat masculin (blanc) sans éducation supérieure, comme l'analyse le Barry Eidlin, professeur de l'Université McGill.[367] Il n'a pas de réelle doctrine de politique étrangère mais agit de manière impulsive, passant d'un extrême à l'autre sans réelle réflexion. En réaction au wilsonianisme de Bush et à l'hamiltonisme d'Obama, le jacksonisme fait son retour. Avec son slogan *"America first",* Trump devient le porte-parole de cette école populiste qui, selon le chercheur américain Walter Russell Mead, cherche à recentrer la politique intérieure et extérieure autour de *"la sécurité défensive et le bien-être économique du peuple américain"*.[368] Dans la lignée d'Obama, Trump promeut le retrait américain du Moyen-Orient pour se focaliser sur le développement économique national et sur les affaires extérieures qui touchent directement à la sécurité nationale américaine : l'islamisme radical, la guerre commerciale avec la Chine et l'immigration illégale.[369] Ce qui rompt réellement avec la politique moyen-orientale de son prédécesseur, c'est le rythme, la méthode et le ton.[370] Le changement se comprend par l'importance accordée par les jacksonistes à la prééminence de la puissance militaire dissuasive (*hard power*) au détriment de la diplomatie (*soft power*), dans un monde vu comme anarchique où les nations sont en compétition permanente pour maintenir la balance des forces en leur faveur.[371] L'affirmation suivante démontre cette idée de paix par la force : *"I will not hesitate to deploy military force when there is no alternative. But if America fights, it must fight to win"*.[372] La primauté donnée à l'unilatéralisme au détriment du multilatéralisme est une autre différence entre les deux administrations. Il se retire en effet de nombreux accords comme le Traité de libre échange transpacifique (TPP) (janvier 2017), l'Accord de Paris sur le climat (juin 2017) et le JCPOA (juin 2018). Il se retire également de certaines organisations internationales comme l'OMS (juillet 2020) dont il se méfie et qu'il estime contraires aux intérêts américains.[373] Cette différence avec l'Administration Obama et l'esprit du Caire, s'illustre aussi par l'islamophobie dont Trump fait preuve dans ses discours de campagne dans lesquels il affirme que "*l'Islam déteste les Etats-Unis*".[374]

---

366 K.R. WEINSTEIN, « Que retenir de la politique étrangère de Donald Trump ? », *L'ENA hors les murs*, 2021, vol.3, n° 504, pp. 24-27.
367 N. SAILLANT, "Qui sont les partisans de Trump?", *Le Journal de Québec,* 1er novembre 2020
368 A. DIMITROVA, « Trump's "America First" Foreign Policy: The Resurgence of the Jacksonian Tradition? », *L'Europe en Formation*, 2017, vol.1, n° 382, p. 39
369 Idem, pp. 33-46
370 A. ANDRE, "Carte. Les Etats-Unis de Donald Trump au Moyen-Orient : rupture ou continuité ?", *Diploweb,* 10 mars 2021
371 L. NARDON, « Politique étrangère américaine : la sombre vision de Monsieur Trump », *op.cit.*, pp. 13-16
372 A. DIMITROVA, *op.cit.,* p.36
373 H. TOIVANEN, *op.cit.*
374 V. DE GRAFFENRIED, "Donald Trump et l'islam, un discours à double tranchant", *Le Temps,* 21 mai 2017

Pour Trump et sa vision hobbesienne du monde, le rôle de Leviathan endossé par les Etats-Unis depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale pour assurer la sécurité mondiale n'a jamais été bénéfique pour le pays.[375] Il souhaite que la puissance américaine cesse de jouer le rôle de gendarme du monde tout en restant un modèle pour les autres nations. Ce néo-isolationnisme ou néo-souverainisme rappelle les courants de pensée du début des années 1940 aux Etats-Unis.[376] Cependant, l'interventionnisme sélectif dont use le président au Moyen-Orient nuance cet aspect prétendument isolationniste. En témoignent le maintien des troupes en Afghanistan pour lutter contre les talibans et le lancement d'opérations en Syrie pour lutter contre Daech qui mènent à la mort du djiadiste irakien Abou Bakr al-Baghdadi le 27 octobre 2019.[377] Les opérations d'intervention puis de retrait lancées par le président américain sont lourdes de conséquences pour les populations locales car ces opérations manquent de stratégie à long terme. Cette hégémonie sécuritaire illibérale de court terme privilégiée par Donald Trump est critiquée par des penseurs tels que Fareed Zakaria et Stewart Patrick qui pointent le danger d'une telle approche pour la crédibilité et la fiabilité des Etats-Unis et "*le risque d'un effondrement de l'Occident et de l'ordre libéral, un néo-isolationnisme et un jeu à somme nulle qui entraînerait l'insécurité, la polarisation et une vacance du pouvoir favorable à la Chine, la Russie et l'Iran"*.[378]

Le retrait américain du JCPOA et le retour des sanctions

Pour Donald Trump et la plupart des théoriciens réalistes, l'endiguement de l'Iran est une priorité stratégique car la menace structurelle de déstabilisation que la République Islamique représente pour l'équilibre régional et international touche de fait aux intérêts et à la sécurité des Etats-Unis. Il possède, comme son prédécesseur républicain Georges W. Bush, une vision simplifiée de l'Iran qu'il assimile à *"une dictature régionale qui répand la terreur, menace ses voisins, recherche des armes de destruction massive et qui est la cause de tous les maux de la région"*.[379] Le président républicain est influencé par les évangéliques qu'on retrouve à des postes clés de son administration (son vice-président Mike Pence, son conseiller Steve Bannon, son chef de cabinet Reince Priebus, son secrétaire d'Etat Mike Pompeo) et qui voient la République Islamique comme "*un ennemi prioritaire, non seulement en raison des*

[375] A. DIMITROVA, *op.cit.,* pp. 33-46
[376] Le Monde, *Les Etats-Unis sont-ils toujours les gendarmes du monde ?,* Youtube, 18 octobre 2020
[377] A. ANDRE, *op.cit.*
[378] A. DIMITROVA, *op.cit.,* p.44
[379] J. STEELE, "Une iranophobie dangereuse : Trump se dirige vers son propre « axe du mal », *Middle East Eye,* 25 mai 2017

humiliations infligées à la superpuissance américaine mais aussi à cause des menaces qu'il fait peser sur Israël."[380] Les tensions concernant l'accord sur le nucléaire iranien apparaissent rapidement au sein de l'administration américaine avec une opposition entre l'équipe composée du secrétaire d'Etat Rex Tillerson, du secrétaire à la Défense James Mattis et du conseiller à la sécurité nationale Mcmaster soutenant un maintien de l'accord existant et l'équipe composée des faucons évangéliques le directeur de la CIA (2017-2018) puis secrétaire d'État (2018-2021) Mike Pompeo et le conseiller spécial John Bolton soutenant la négociation d'un nouvel accord.[381] Les actions de Trump sont également dictées par sa fixation sur Obama, qu'il perçoit comme ayant été un président faible face à l'Iran en négociant un accord opposé aux intérêts américains pour la seule prétention de décrocher sa grande victoire.[382] Durant son mandat, Trump s'acharne d'ailleurs personnellement à détruire les politiques de son prédécesseur dans le but de le surpasser.[383]

Dans un premier temps, le président américain se montre tout de même raisonnable face aux engagements pris par son prédécesseur et maintient les Etats-Unis dans le JCPOA à l'approche des élections présidentielles iraniennes.[384] La volonté des Etats-Unis de voir Rohani, réformiste soutenant un rapprochement avec les Etats-Unis, réélu à la tête du pays, peut être un élément explicatif de cette approche pragmatique. Cependant, les provocations de Trump et du Guide Suprême divisent davantage la scène électorale entre le camp réformiste partisan d'une ouverture relative vers l'Occident et le camp conservateur privilégiant le maintien du conservatisme religieux isolationniste. Alors que Trump se montre de plus en plus virulent envers l'Iran, le Guide de son côté instrumentalise le bilan économique iranien depuis la signature de l'accord et profite de l'arrivée de Trump pour critiquer le JCPOA. Malgré un climat électoral iranien tendu et la présence importante de radicaux, la population qui croit encore aux changements promis par Rohani participe en masse aux élections. Hassan Rohani est finalement consacré pour un second mandat le 19 mai 2017 avec 57% des suffrages.[385]

Après l'élection présidentielle iranienne, les provocations américaines s'intensifient poussées par les faucons évangéliques. Le 21 mai 2017 à Riyad, entouré de ses alliés régionaux, Trump

[380] M. MAGALHAES, *op.cit.*
[381] RFI, "Golfe Persique: John Bolton, le faucon de l'administration Trump", *rfi,* 16 mai 2019
[382] E. LAIPSON, "President Obama and the Middle East: a Mixed Legacy", *European Institute of the Mediterranean,* 2016
[383] L. NARDON, *op.cit.,* p. 12
[384] Le JCPOA doit être certifié tous les 90 jours par le président des Etats-Unis
[385] S. DITO, *op.cit.*

prononce un discours qui met l'accent sur la lutte contre le terrorisme et l'importance d'isoler l'Iran.[386] Le discours de Varsovie, qu'il prononce le 6 juillet 2017 dans le cadre des 80 ans du début de la Seconde Guerre mondiale, fait transparaître une paranoïa raciale et religieuse. Trump y insiste sur l'importance accordée à la protection d'un soi-disant *"ensemble ethno-culturel américain"* face aux ennemis extérieurs.[387] Dans cette optique, il interdit en janvier 2018 aux citoyens de sept Etats musulmans d'entrer sur le territoire américain, dont les personnes de nationalité iranienne.[388] Ces décisions de l'administration américaine coupent le peu de confiance existant entre les États-Unis et l'Iran et servent d'excuses pour relancer une politique unilatérale de pression maximale envers l'Iran. Cette approche est vue par Trump et la majorité des républicains comme la meilleure stratégie sur le court et long terme pour isoler l'Iran et ainsi sauvegarder les intérêts économiques et militaires américains dans la région.

La rupture intervient le 8 mai 2018 avec le retrait unilatéral des Etats-Unis du JCPOA.[389] En effet, la non-certification de l'accord par le président le 13 octobre 2017 renvoie le dossier au Congrès à majorité républicaine qui, conformément à l'INARA, a 60 jours pour décider de la réimposition ou non des sanctions sur l'Iran.[390] Le Congrès ne sachant pas se mettre d'accord, Trump prend finalement la décision de se retirer de l'accord le 8 mai 2018. La méfiance et les inconnues qui existent quant au respect du JCPOA tel que négocié par l'Administration Obama, pousse Trump à privilégier une manière plus directe d'obtenir ce qu'il veut par une politique de sanctions radicales ayant pour but la signature d'un nouvel accord plus favorable aux intérêts de la puissance américaine. En effet, alors même que l'AIEA confirme le respect de l'accord par l'Iran, la croyance que cet "*État voyou*" en profite pour se développer, étendre son influence régionale et prévoir un futur développement de son nucléaire militaire, prévaut au sein de l'administration républicaine.[391] En se retirant du JCPOA, le but de Trump est de *"faire pression sur l'Iran pour cesser d'avancer ses pions terroristes au Liban, en Syrie et au Yémen grâce à l'argent récupéré par la levée des sanctions, s'opposer aux actions des Gardiens de la Révolution Islamique, empêcher le développement des missiles balistiques et de l'arme nucléaire ou aucune activité d'enrichissement de l'uranium et empêcher la Chine*

386 "A Ryad, Trump appelle à "isoler" l'Iran", *Libération,* 21 mai 2017
387 L. NARDON, *op.cit.,* p.15
388 Council on Foreign Relations, *US Relations with Iran (1953-2022)*
389 Ibidem
390 P. BOUVIER, "Le Congrès américain cale face au rétablissement des sanctions contre l'Iran", *Le Monde,* 12 décembre 2017
391 H. TOIVANEN, *op.cit.*

de trouver l'Iran intéressant pour son économie".[392] Dans ce cadre, Mike Pompeo présente le 21 mai 2018 une liste de douze points importants pour la négociation d'un nouvel accord et préalables à toute levée des sanctions.[393] Ces points comprennent entre autres : la fin du soutien iranien à ses *proxies*, le retrait iranien du conflit syrien et l'arrêt de son programme balistique. Les Etats-Unis instaurent à nouveau des sanctions économiques unilatérales qui prennent effet à partir d'août 2018.[394] Ces sanctions touchent les secteurs automobile, aéronautique, minier et financier en interdisant aux compagnies étrangères d'utiliser le dollar pour effectuer des transactions avec l'Iran et en interdisant aux compagnies étrangères commerçant avec des entreprises iraniennes dans les secteurs précédemment cités de commercer avec des entreprises américaines.[395] Ces deux dernières mesures empêchent la plupart des pays de commercer avec l'Iran, ce qui fragilise de facto le JCPOA et ramène quasiment le pays à sa situation d'avant 2015. Cela démontre la force de l'extraterritorialité du droit américain. La totalité des sanctions qui avaient été levées sous le JCPOA sont réimposées en novembre 2018 et concernent l'importation d'hydrocarbures iraniens ainsi que la Banque Centrale iranienne.[396]

Face à ce que Rohani qualifie de "*terrorisme économique*", les tensions irano-américaines s'exacerbent et le dilemme de sécurité s'intensifie dans un jeu à somme nulle où la décision américaine de retrait de l'accord est vue par l'Iran comme une levée du statu-quo entre la grande puissance et la puissance régionale, l'obligeant à mettre en place une résistance maximale pour faire échouer les politiciens américains et les dissuader de s'en prendre au régime iranien. Dans un premier temps, Rohani et Mohammad Javad Zarif utilisent la politique de patience stratégique pragmatique en refusant l'entièreté des points présentés par Mike Pompeo dont la fin du soutien à ses *proxies* (vital pour l'Iran), son retrait du conflit syrien (allié majeur de l'Iran) et l'arrêt de son programme balistique (indispensable pour la sécurité régionale de l'Iran). En réponse, ils exhortent Trump de revenir dans le seul accord que les Iraniens reconnaissent comme légitime, sacralisant ainsi le JCPOA.[397] L'Iran porte plainte à la Cour Internationale de Justice en juillet 2018 qui lui donne raison en octobre de la

---

[392] The White House : President Trump, *President Donald J. Trump's New Strategy on Iran,* Washington DC : The White House : President Trump, 13 octobre 2017
[393] Ibidem
[394] The White House : President Trump, *President Donald J. Trump is Reimposing Sanctions Lifted Under the Horrible Iran Deal,* Washington DC : The White House : President Trump, 6 août 2018
[395] Ibidem
[396] The White House : President Trump, *President Donald J. Trump Is Reimposing All Sanctions Lifted Under the Unacceptable Iran Deal*, Washington DC : The White House : President Trump, 2 novembre 2018
[397] P. RAZOUX, « Quelques clés pour décrypter la politique étrangère iranienne », *Hérodote*, 2018, vol.2, n° 169, pp. 13-26.

même année mais les Etats-Unis ne respectent pas l'arrêt.[398] En parallèle, la Chine et la Russie ainsi que les alliés traditionnels des Etats-Unis et en particulier les Européens, qui ont joué un rôle important dans les négociations nucléaires, s'opposent à la décision de retrait et aux sanctions unilatérales imposées par les Américains. Les Européens tentent par exemple de contourner les sanctions américaines grâce à la création du système européen INSTEX qui permet d'éviter les paiements en dollars avec l'Iran, réduisant d'une certaine manière la mainmise des Etats-Unis sur les marchés financiers mondiaux.[399] En revanche, les pays arabes sunnites ainsi qu'Israël voient l'abandon du JCPOA d'un bon œil car cela réduit la menace du développement de la puissance iranienne et du rééquilibrage des forces régionales en faveur de l'Iran.

La menace iranienne amène Trump à insister sur l'importance des alliés sunnites traditionnels, faisant partie de l'"*Axe du Bien*" en opposition à la notion d'"*Axe du Mal*" énoncée par Bush.[400] Dès le début de son mandat, Trump a la volonté de rassurer son plus proche allié israélien qui fait face à la menace balistique et terroriste iranienne, ainsi que ses alliés arabes sunnites qui diversifient peu à peu leurs alliances vers l'Est (principalement la Chine). Malgré la volonté de Trump de construire un Golfe Persique anti-iranien qui tranche avec l'idée d'Obama d'un partage du Golfe entre l'Arabie Saoudite et l'Iran, Trump reste dans la lignée de son prédécesseur par sa focalisation sur la politique de "*offshore balancing*" avec ses alliés régionaux. Il souhaite par contre se montrer plus proche de ses alliés traditionnels que ne l'était Obama. Dans cette optique, il entame ses premières visites d'État en Arabie Saoudite le 20 mai 2017 et en Israël le 22 mai 2017, soutient l'opération saoudienne au Yémen et contribue à un faible rapprochement de circonstances entre l'Arabie Saoudite, les EAU et Israël face à l'existence d'intérêts sécuritaires communs dont la menace iranienne.[401] Ce rapprochement mènera le 15 septembre 2020 à la signature des Accords de coopération d'Abraham entre Israël, le Bahreïn et les EAU.[402] Cependant, l'imprévisibilité de Trump nourrit la crainte d'un abandon américain qui laisserait un vacuum pour une puissance iranienne bénéficiant d'avantages géographiques, démographiques et d'ouverture culturelle sur ses voisins.[403]

---

[398] M. MAKINSY, "Iran : Trump, Bolton, Pompeo et la justice à l'ouest de l'Hudson", *Les clés du Moyen-Orient,* 10 octobre 2018

[399] INSTEX, *What is INSTEX, the Instrument iN Support of Trade Exchanges, and who are its shareholders?*

[400] M. KANDEL, « Les États-Unis de Trump au Moyen-Orient. Un changement de stratégie ? », dans Thierry de Montbrial (sous la direction de), *Ramses 2018. La guerre de l'information aura-t-elle lieu ?,* Paris : Institut français des relations internationales, 2017, pp. 189-190.

[401] E. MARTEU, "Israël et les pays du Golfe : les enjeux d'un rapprochement stratégique", *Ifri,* janvier 2018

[402] S. JOMIER, *Les Accords d'Abraham : tenants et aboutissants d'une nouvelle entente au Moyen-Orient,* GRIP : Rapport, 2022, 18p.

[403] B. HOURCADE, *Géopolitique de l'Iran : les défis d'une renaissance*, 2ème édition, Editions Armand Colin, 2016, p. 107.

Les conséquences économiques du retrait américain du JCPOA assorti de la réimposition des sanctions américaines sont catastrophiques pour la population iranienne et la survie du régime iranien. La chute des exportations, même vers Dubaï, partenaire économique privilégié de l'Iran, et la réduction des exportations d'hydrocarbures à 500 000 b/j en 2019[404] causent une crise énergétique, une dévaluation du rial iranien et une contraction de l'économie d'en moyenne 6% en 2018 et 2019 selon le FMI.[405] En ce qui concerne ses capacités défensives, l'Iran se voit dans l'obligation de diminuer son budget militaire à partir de 2018.[406] L'Iran renforce tout de même sa stratégie d'influence régionale par ses *proxies* mais elle montre ses limites car ces groupes sont de plus en plus assimilés à la corruption et au terrorisme par les populations de ces pays fragilisés et l'implication de l'Iran est de plus en plus flagrante.[407]

Cette situation dans laquelle se trouve l'Iran place Rohani dans une position très délicate. A partir de fin 2017, il affronte une crise de légitimité face à la stagnation des affaires internes et extérieures. La pression internationale causée principalement par Trump, mêlée à la division de plus en plus vive de la scène politique iranienne entre réformistes et radicaux soutenus par le Guide s'accentue. L'opposant conservateur de Rohani lors des élections de 2017 Ebrahim Raïssi, qui devient chef du pouvoir judiciaire en 2019, critique la faiblesse du président lors des négociations sur le nucléaire iranien.[408] Afin d'éviter de paraître anti-patriotique et de maintenir un équilibre entre les factions, Rohani est forcé de rompre progressivement avec sa politique réformiste et de se tourner vers une politique plus autoritaire.[409] En décembre 2017, il annonce des mesures d'austérité qui touchent directement la population iranienne mais épargnent les classes dirigeantes.[410] Les manifestations populaires qui se déroulent entre le 28 décembre 2017 et le 1er janvier 2018 dans tout le pays en réponse à cette politique, s'opposent au gouvernement et au régime.[411] Contrairement aux manifestations de 2009, les protestataires sont issus majoritairement des classes populaires.[412] Pour assurer la survie du régime, ces manifestations considérées comme manipulées par l'étranger, sont violemment réprimées.[413] Des manifestations similaires ont lieu en novembre

[404] C. THERME, « La situation stratégique de l'Iran », *Stratégique*, 2018, vol.3, n° 120, p. 78
[405] Agence de Développement Économique, *op.cit.* (**Annexe 8**)
[406] GRIP, *op.cit.,* p. 18 (**Annexe 13**)
[407] V. TOURRET, M. PAGLIA, *op.cit.,*
[408] C. HAYEK, *op.cit.*
[409] B. BEHRAVESH, "Le mouvement réformiste iranien perd en pertinence", *Middle East Eye,* 2 avril 2019
[410] Le Monde, "Manifestations en Iran : le point sur la situation en six questions", *Le Monde,* 2 janvier 2018
[411] Ibidem
[412] Ibidem
[413] Le Monde, "Manifestations en Iran : le point sur la situation en six questions", *op.cit.*

2019 pour des motifs économiques et sociaux et connaissent également de fortes répressions.[414] Le président américain salue ce soulèvement populaire et espère qu'il mènera à un revirement ou à un renversement du régime islamique pouvant mener à des négociations bilatérales. Pourtant, l'autoritarisme du régime et l'anti-américanisme ne se voient que renforcés par ces évènements.

Le Détroit d'Ormuz comme arme de négociation asymétrique

Le Détroit d'Ormuz fluctue d'une dynamique majoritairement coopérative à une dynamique majoritairement compétitive sous les présidences d'Obama et Trump, reflétant les relations entre l'Iran et les Etats-Unis et ses alliés régionaux. A partir de l'élection de Rohani en 2013, l'Iran lance à plusieurs reprises l'idée d'un forum de dialogue régional entre les pays du CCG et l'Iran, semblable à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).[415] Le but étant d'organiser différents sommets pour rapprocher ce que Rohani appelle "*la communauté du Détroit d'Ormuz*" sur des intérêts sécuritaires communs.[416] Il insiste sur le fait que le caractère transnational complexe du détroit peut en faire un espace de coopération plus qu'une ligne de front.[417] En 2019, malgré les tensions régionales, l'Iran soutenu par la Russie propose un nouveau plan de sécurité appelé *"Hormuz peace endeavor"* (HOPE) à l'Assemblée des Nations Unies dont le débat général se tient entre le 24 et le 30 septembre 2019.[418] Le but étant que les pays de la région se focalisent sur leurs intérêts communs pour dialoguer et assurer la sécurité du Détroit d'Ormuz sans la présence des Etats-Unis. L'Iran insiste sur "*le respect mutuel, l'intégrité territoriale, la résolution pacifique des différends, le contrôle des armes, la sécurité énergétique et la liberté de navigation."*[419] Ce plan échoue à cause des tensions avec certains de ses voisins dont l'Arabie Saoudite qui n'imagine pas le Golfe Persique sans la présence américaine, seule capable de contenir la menace iranienne.[420] En opposition à cette initiative iranienne, Trump monte une *"Alliance internationale pour la sécurité et la protection de la navigation maritime"* qui donne lieu à partir d'août 2019 à des missions de sécurisation du Golfe et du détroit.[421] Ces deux visions opposées de la sécurité régionale entraînent une certaine division au sein du CCG entre l'Arabie Saoudite d'un côté

[414] M. DAOU, "Manifestations en Iran : la coupure d'Internet, "révélatrice de la panique du pouvoir", *France 24,* 18 novembre 2019
[415] M. HAGHIRIAN, L. ZACCARA, "Making sense of HOPE: Can Iran's Hormuz Peace Endeavor succeed?", *Atlantic Council,* 3 octobre 2019
[416] Ibidem
[417] Ibidem
[418] Nations-Unies, *Réunion de haut niveau de la 74ème session de l'Assemblée Générale*
[419] R. VAISI, "Iran, the GCC, and the failure of HOPE", *Middle East Institute,* 24 septembre 2020
[420] Ibidem
[421] R. VAISI, *op.cit.*

et le Qatar, le Koweït, Oman et les EAU de l'autre, qui comprennent l'intérêt d'entamer un dialogue face à l'imprévisibilité du président américain mais restent tout de même dans la lignée du positionnement saoudien.[422]

Les années 2019 et 2020 connaissent la plus importante confrontation entre les Etats-Unis et l'Iran depuis 1979 et le Détroit d'Ormuz est au centre de celle-ci. Cette confrontation est à la fois une conséquence de la politique étrangère américaine et un facteur influent sur la chute progressive de l'impérialisme américain dans le Golfe Persique au profit principalement de la Chine et sur la perte de crédibilité américaine exacerbée par le Président Trump. Après avoir appliqué une politique de patience stratégique suite au retrait américain du JCPOA, Rohani, poussé par le Guide Suprême et les Pasdarans, décide de lancer en mai 2019 sa stratégie de lutte asymétrique dans cet espace vital pour l'économie mondiale qu'est le Détroit d'Ormuz, de la même manière que son prédécesseur Ahmadinejad en 2012. Dans un contexte de déséquilibre des forces, le détroit devient une arme de dissuasion, de pression et de négociation pour un retour des Etats-Unis dans l'accord nucléaire initial et une levée des sanctions unilatérales. Alors que la montée des tensions intensifie le dilemme de sécurité avec une spirale de militarisation et de sécurisation dans le Golfe, quatre options s'offrent à Rohani : la prolifération de menaces et la mise en place d'opérations militaires de nuisance contre le trafic et les infrastructures pour effrayer les compagnies pétrolières et faire augmenter le prix des hydrocarbures, la fermeture du détroit pour provoquer une crise énergétique mondiale ou une intervention militaire s'étalant sur l'ensemble du Golfe par la destruction des capacités de production des alliés régionaux des Etats-Unis.[423] Les deux premières options sont privilégiées au vu du risque que représentent les deux dernières pour la survie du régime islamique. Ces menaces et nuisances, vues par les Américains comme une provocation offensive, sont un moyen pour l'Iran de se défendre et de se faire entendre sur la scène internationale. Contrairement à la croyance américaine, Rohani utilise donc des outils diplomatique et militaire (*smart power*) de manière calculée pour tenter d'atteindre ses objectifs en augmentant les coûts d'une guerre par une stratégie de *"offensive forward defense."*.[424]

La ligne rouge est franchie en avril 2019 lorsque les Etats-Unis renforcent leurs sanctions sur des officiels iraniens et sur les exportations d'hydrocarbures venant d'Iran, sonnant la fin des

[422] K. BARZEGAR, "Evaluating The Hormuz Peace Endeavor", *Lobe Log,* 6 novembre 2019 (**Annexe 26**)
[423] M. PAGLIA, *op.cit.*, p.145-147
[424] A. YOSSEF, "Upgrading Iran's Military Doctrine: An Offensive "Forward Defense"", *Middle East Institute,* 10 décembre 2019

exemptions pour huit pays et l'Union Européenne qui doivent s'aligner.[425] Dans l'optique d'isoler encore davantage le pays, Trump annonce le 18 avril 2019 l'ajout des Pasdarans à la liste des groupes terroristes, ce qui constitue un véritable choc pour la République Islamique qui voit sa plus importante force militaire étatique délégitimée par cette décision.[426] *"Avec cette désignation, les Etats-Unis nommeront pour la première fois une entité d'un autre Etat comme organisation terroriste, soulignant ainsi que les actions de l'Iran sont fondamentalement différentes de celles des autres Etats."* [427] Ces sanctions représentent une ligne rouge pour l'Iran qui menace de ne plus respecter l'accord sur le nucléaire en reprenant l'enrichissement de l'uranium au-dessus de la limite autorisée[428] et lance ses opérations de nuisance dans le Détroit d'Ormuz. Face au durcissement de la politique iranienne dans le détroit, Trump envoie le 5 mai 2019 l'USS Abraham Lincoln dans le Golfe Persique suivi de l'USS Arlington pour sécuriser le passage des navires et dissuader l'Iran de continuer sa politique de déstabilisation.[429] En effet, même si Trump accorde moins d'importance à ce passage stratégique que son prédécesseur au vu de l'indépendance énergétique américaine grandissante, son administration reconnaît que 1/15ème du pétrole passant par le Détroit d'Ormuz est encore exporté vers les Etats-Unis en 2018 et que de ce fait ils dépendent de la sécurité du trafic maritime pour la stabilité des prix des hydrocarbures.[430]

En mai et juin 2019, les opérations se succèdent rapidement dans le Détroit d'Ormuz et plus largement dans le Golfe Persique avec l'attaque de quatre navires commerciaux amarrés dans le port de Fujaïrah aux EAU, une attaque de drône sur un pipeline saoudien, l'attaque de deux tankers norvégien et japonais dans le Golfe d'Oman, la destruction d'un drône américain, suivie de l'annulation de dernière minute d'un tir américain pouvant déclencher une guerre non-souhaitée.[431] En effet, dans l'optique de retrait américain du Moyen-Orient, une guerre n'est pas dans l'intérêt des Etats-Unis. Elle n'est pas non plus dans l'intérêt de l'Iran pour qui une guerre avec la première puissance militaire mondiale serait à coup sûr fatale actuellement. Face à la menace d'une guerre par accident, l'Union Européenne tente d'intervenir en tant que modérateur en demandant aux Etats-Unis de revenir dans le JCPOA, en vain. Pour accentuer la pression sur l'Administration Trump, Rohani prend la décision le 8

[425] K.C. ULRICHSEN, "REBALANCING REGIONAL SECURITY IN THE PERSIAN GULF, *Baker institute for public policy,* février 2020, p.10
[426] Ibidem
[427] Ibidem
[428] R. JAHANBEGLOO, « L'Iran perd patience », *Esprit*, 2019, vol. 7-8, pp. 14-16
[429] J.C.I, "Les Etats-Unis envoient un autre navire de guerre au large de l'Iran", *Le Parisien,* 11 mai 2019
[430] E. BOUVIER, "Le détroit d'Ormuz, un carcan géographique pour l'économie mondiale", *Les clés du Moyen-Orient*, 31 juillet 2019 (**Annexe 7**)
[431] M. C., "Pourquoi Donald Trump a-t-il décidé de frapper l'Iran ? (Ligne du temps)", *rtbf.be,* 5 janvier 2020

mai 2019 de ne plus limiter les réserves d'uranium enrichi et d'eau lourde et donne 60 jours aux autres signataires de l'accord pour remplir leurs engagements sous peine d'autres désengagements iraniens du JCPOA.[432] En réponse, le président américain annonce de nouvelles sanctions sur différentes matières premières exportées par l'Iran.[433]

En juillet 2019, après avoir annoncé la reprise imminente de l'enrichissement de l'uranium au-delà de la limite autorisée, Rohani reprend sa politique de dissuasion asymétrique dans le Détroit d'Ormuz avec la saisie très médiatisée du pétrolier britannique Stena Impero dans le Golfe d'Oman le 19 juillet 2019.[434] Cet événement rend compte de la menace d'instabilité énergétique mondiale et fait s'interroger le monde sur la capacité américaine de sécurisation du trafic maritime dans le Golfe Persique.[435] Un autre événement important se produit le 16 septembre 2019 lorsque l'infrastructure pétrolière saoudienne Aramco à Abqaiq et Khurais est endommagée par des missiles iraniens.[436] La République Islamique dément les faits et rejette la faute sur les puissances étrangères malgré les preuves détenues par les renseignements américains contre les Pasdarans. En décembre 2019, l'Iran effectue son premier exercice conjoint avec la Russie et la Chine en mer d'Oman et dans l'Océan Indien,[437] démontrant ainsi leur capacité de maintien de la sécurité maritime dans cette zone stratégique face à l'ennemi commun américain. L'année se termine avec l'attaque de l'ambassade américaine à Bagdad par des paramilitaires irakiens pro-iraniens le 31 décembre 2019 à la suite de tirs américains sur des bases militaires en Irak et en Syrie.[438] Cette action sur une ambassade américaine est perçue par Washington comme un signal offensif de guerre au vu du traumatisme laissé par la prise d'otages de 1979-1981 à Téhéran. Tous ces évènements ont un impact international direct par l'augmentation des prix du pétrole qu'ils engendrent.

La paix par la force promise par Trump face à la menace iranienne semble donner un résultat opposé à celui attendu. Ses alliés sunnites du Golfe Persique qui soutenaient dans un premier temps la politique de pression maximale promettant de réduire la menace iranienne, commencent à s'inquiéter de la possibilité d'une guerre qu'ils n'ont pas demandée et face à laquelle ils seraient en première ligne. Dans ce cadre, le Prince héritier saoudien Mohammed

[432] Le Monde, AP, AFP, Reuters, "Accord sur le nucléaire : l'Iran suspend « certains » de ses engagements", *Le Monde,* 8 mai 2019
[433] Ibidem
[434] L. BADRINATH, "L'article à lire pour comprendre les tensions entre l'Iran et les Etats-Unis dans le détroit d'Ormuz", *Franceinfo,* 2 août 2019
[435] Ibidem
[436] M. C., "Pourquoi Donald Trump a-t-il décidé de frapper l'Iran ?, *op.cit.*
[437] B. WESTCOTT, H. ALKHSHALI, "China, Russia and Iran hold joint naval drills in Gulf of Oman", *CNN,* 27 décembre 2019
[438] M. C., "Pourquoi Donald Trump a-t-il décidé de frapper l'Iran ?, *op.cit.*

Ben Salmane critique Trump en affirmant : *"Our most important ally, a world power who is here on the pretense of stabilizing the region, is destabilizing the region and taking all of us with them without a second thought."*[439] L'attaque du site saoudien Aramco par l'Iran ne donnant lieu à aucune réaction militaire américaine directe, la méfiance à l'égard des Etats-Unis s'intensifie. En effet, Trump annonce le jour-même que les Etats-Unis sont prêts à réagir aux attaques iraniennes mais déclare simultanément : *"There is no rush, that was an attack on Saudi Arabia, that wasn't an attack on us"*[440]. L'incohérence et l'imprévisibilité de Trump additionnée à son insistance sur l'importance pour ses alliés d'assurer rapidement la propre protection de leurs tankers et infrastructures, endommagent la crédibilité des Etats-Unis. Pour remédier à l'indécision américaine, les pays du CCG se focalisent sur l'intensification du processus d'indépendance militaire et sur leur diversification vers l'Est.[441] En octobre 2019, Trump envoie finalement 3000 hommes ainsi qu'un grand nombre d'armes en Arabie Saoudite.[442]

Le 3 janvier 2020, en réponse à la politique iranienne de résistance maximale, Trump prend la décision radicale d'autoriser une frappe de drône contre le général iranien Qassem Soleimani, chef de la force Al Qods; bafouant ainsi la souveraineté territoriale de l'Irak.[443] Faisant cela, il élimine un pion essentiel de la politique d'influence régionale iranienne mais également un symbole pour la République Islamique qui fait grimper le risque d'une escalade incontrôlable : *"Though Trump says he ordered the strike "to stop a war," Soleimani's killing raises fears of further escalation.*"[444] Par cette démonstration de supériorité militaire américaine, Trump souhaite restaurer la crédibilité des Etats-Unis sans intervention militaire majeure mais il manque de vision à long terme. Il pense uniquement à se donner une image d'homme fort devant ses soutiens évangéliques et israéliens dans l'optique des élections présidentielles à venir et à rassurer les électeurs américains sur la primauté de la puissance américaine. Son but ultime étant de forcer l'Iran à négocier pour décrocher sa grande victoire face à Rohani avant les élections américaines de novembre 2020. Cependant, la mort de Soleimani de la main du Grand Satan américain renforce l'anti-américanisme et une certaine union nationale anti-occidentale en Iran. Au vu du déséquilibre des forces, l'Iran venge la mort de Soleimani

[439] K.C. ULRICHSEN, *op.cit.,* p. 12
[440] Idem, p. 11
[441] Idem, p. 7-13
[442] Council on Foreign Relations, *Trump's Foreign Policy Moments (2017-2021)*
[443] M. MAGALHAES, *op.cit.*
[444] T. WILKINSON, C. MEGERIAN, "Trump says he ordered the strike that killed an Iranian general 'to stop a war", *Los Angeles Times,* 3 janvier 2020

par un tir sur deux bases américaines en Irak le 7 janvier 2020.[445] Rohani prend aussi la décision de ne plus imposer de limite pour l'enrichissement de l'uranium et le Parlement iranien adopte une loi qui qualifie le CENTCOM d'organisation terroriste.[446] Le danger d'escalade incontrôlable suite à la mort de Soleimani oblige le Congrès américain, soutenant jusque-là la politique iranienne du président, à réagir pour empêcher le déclenchement d'une guerre non-souhaitée face à un pays dont les capacités de réponse restent difficiles à évaluer. Le Congrès tente ainsi de revenir au protocole antérieur à Bush obligeant le président à demander l'aval du Sénat pour lancer des offensives militaires ou déclarer la guerre mais la majorité des ⅔ nécessaire pour un tel changement n'est pas atteinte.[447] Le tir de missile sur un avion de ligne ukrainien par l'Iran le 8 janvier 2020 marque finalement le point d'inflexion de la confrontation américano-iranienne débutée en mai 2019 dans le Détroit d'Ormuz.[448]

Les critiques de nombreux chercheurs dont le diplomate américain Philip Gordon, ainsi que de l'opposition démocrate américaine et de certains républicains modérés sont extrêmement virulentes à l'égard de Trump.[449] Une enquête du Pew Research Center datant du 15 janvier 2020 révèle également que ¼ seulement des Américains font encore confiance au discours du président concernant l'Iran.[450] 44% de la population affirme que Trump exacerbe le risque d'escalade nucléaire et d'implication militaire américaine au Moyen-Orient.[451] La politique de pression maximale de Trump envers l'Iran est perçue par l'opposition comme une politique de court terme qui n'a jamais donné les effets escomptés face à l'Iran et qui ne propose pas de plan de paix réaliste à long terme comme le faisait Obama. En effet, pour qu'une paix durable soit possible dans la région, l'Iran doit obligatoirement être intégré au processus de paix régional. Les demandes de Trump sont impossibles à accepter pour Rohani qui soutient un processus de rapprochement par étapes avec une construction progressive de la confiance. Cette pression maximale est contre-productive car au lieu de renforcer un contrôle à long terme des Etats-Unis sur l'Iran, elle provoque le phénomène inverse en poussant les conservateurs iraniens représentés par Mohamed Raïssi au pouvoir, soutenus par le Guide fervent d'une restauration de l'unité nationale iranienne face au "*Grand Satan*". Comme le démontrent les événements dans le Détroit d'Ormuz, la politique radicale de

445 "L'Iran tire une douzaine de missiles sur deux bases abritant des Américains en Irak", *Le Figaro,* 8 janvier 2020
446 R. VAISI, *op.cit.*
447 P. ZENGERLE, "U.S. Senate upholds Trump veto of 'insulting' Iran war powers resolution", *Reuters,* 7 mai 2020
448 Perspective Monde, "Tirs de missiles sur un avion civil survolant l'Iran", *Perspective Monde - Faculté de politique appliquée,* 8 janvier 2020
449 P. GORDON, "Trump is setting America on an Unpredictable Course in the Middle East", *The Atlantic,* 4 mai 2018
450 Pew Research Center, *Majority of U.S. Public Says Trump's Approach on Iran Has Raised Chances of a Major Conflict*, Pew Research Center, 15 janvier 2020 (**Annexe 25**)
451 Ibidem

l'Administration Trump envers l'Iran est une erreur pour les intérêts américains et pour l'influence régionale des Etats-Unis, qui pousse peu à peu les pays du Golfe vers les grandes puissances chinoise et russe, selon Ivo Daalder.[452]

Vers une possible fermeture du Détroit d'Ormuz ?

Même si les tensions dans le Détroit d'Ormuz retombent et que les Etats-Unis ont à priori la mainmise sur la sécurité des navires et la liberté de circulation maritime par leur domination militaire, la menace de fermeture de cet espace vital pourrait se faire plus imminente à mesure que la République Islamique se tourne vers l'Est. Le Détroit d'Ormuz étant toujours indispensable pour les Etats-Unis, la supériorité militaire des Etats-Unis et de ses alliés empêchera encore longtemps l'Iran de mettre ses menaces de fermeture à exécution.[453] Le fait que les importations iraniennes d'hydrocarbures raffinés ainsi que ses exportations passent par le détroit[454] et que les partenaires comme la Chine s'opposent à une telle fermeture au vu de la flambée des prix des hydrocarbures que cela occasionnerait[455], rendent également une telle manœuvre peu probable. Pourtant, avec le pivot vers l'Est et les projets entamés contournant le détroit, tels que le gazoduc de la paix et le port de Gwadar avec le Pakistan et le port de Chabahar avec l'Inde, l'Iran pourrait potentiellement être en mesure de bloquer la navigation en diminuant l'impact sur son économie et celui de ses partenaires asiatiques.[456] Malgré cette possibilité qui n'est pas à négliger, la durée nécessaire pour que le blocus soit efficace ne pourrait pas être tenue actuellement par les forces conventionnelles iraniennes.[457]

---

[452] I. DAALDER, et al. (sous la direction de), *Crescent of Crisis: U.S.-European Strategy for the Greater Middle East*, Brookings Institution Press, 2006, pp. 7-24
[453] K.C. ULRICHSEN, *op.cit.,* pp. 3-16
[454] M. PAGLIA, *op.cit.,* pp. 139-150
[455] L. MICHELIS, *op.cit.,* p. 156
[456] Idem, p.174
[457] C. TALMAGE, "Closing time : assessing the Iranian threat to the Strait of Hormuz", *International Security,* 2008, vol. 33, no. 1, pp.82-117

CHAPITRE 7 : INTERNATIONALISATION DU GOLFE PERSIQUE

Le pivot économique vers l'Asie

Au moment où la dépendance des Etats-Unis aux hydrocarbures étrangers diminue et où la confiance envers les Etats-Unis dans le Golfe Persique s'effrite, les Pays du Golfe se tournent de plus en plus vers l'Asie pour de nouveaux accords économiques de long terme, provoquant un phénomène d'asianisation du Golfe depuis le début des années 2000.[458] Les principaux partenaires sont la Chine, l'Inde, et la Russie.[459] Ceux-ci ne prennent pas parti dans les tensions qui secouent la région mais tissent leur toile commerciale aussi bien avec les pays de la péninsule arabique qu'avec l'Iran. Ils investissent principalement dans le secteur de la pétrochimie dont ils ont grand besoin pour leur développement technologique.

Le premier partenaire économique des pays du Golfe est désormais la Chine. Pékin applique une stratégie de "*strategic hedging*"[460] en projetant sa puissance économique par l'intermédiaire des Nouvelles Routes de la Soie, créant ainsi une dépendance de ces pays envers cette grande puissance sans défier directement l'hégémon américain. Le pays importe environ 45% de son pétrole de cette région et dépasse depuis 2014 les Etats-Unis en volume de pétrole importé du Golfe, ce qui crée une co-dépendance entre la Chine et les pays du Golfe.[461] En 2020, la Chine est devenue le premier partenaire économique des pays du CCG selon Pékin.[462] Avant de s'engager avec l'Iran, elle avait en effet déjà entrepris la signature de nombreux accords-cadres avec l'Arabie Saoudite dont elle est aussi le premier fournisseur et avec les EAU pour la pétrochimie, comme le démontre la signature de 13 accords de coopération avec les Emirats en juillet 2018.[463] Elle a également intensifié ses relations avec Oman et le Qatar pour le développement de ports dans les golfes Persique et d'Oman.[464] Lors du forum de coopération sino-arabe en 2018, le président chinois a annoncé investir au Moyen-Orient pour un montant de 23 milliards de dollars.[465] Jonathan Fulton, assistant-professeur de science politique à l'Université Zayed à Abu Dhabi, affirme que

[458] K.C. ULRICHSEN, *op.cit.,* p. 12
[459] Ibidem
[460] J. GARLICK, R. HAVLOVA, "China's "Belt and Road" Economic Diplomacy in the Persian Gulf : Strategic Hedging amidst Saudi-Iranian Regional rivalry", *German Institute for Global and Area Studies,* 30 janvier 2020
[461] A.H. CORDESMAN., *China in the Gulf: A New Partnership with Iran?,* Center for Strategic and International Studies : Commentary Papers, 2020, p. 3 / L. MARTIN, "Le pacte de coopération stratégique entre l'Iran et la Chine : projections de puissances communes ou opportunisme ?", *Les clés du Moyen-Orient,* 8 avril 2021
[462] F. LEMAITRE, B. BARTHE, "La Chine renforce sa coopération commerciale et stratégique avec les pays du Golfe", *Le Monde,* 15 janvier 2022
[463] C. LONS, "La Chine, partenaire ou rivale des Émirats arabes unis dans le Golfe ?", *Middle East Eye,* 6 août 2018
[464] A.H. CORDESMAN., *China in the Gulf: A New Partnership with Iran?, op.cit.,* p. 3
[465] A. MOUTON, "Dans le Golfe, le rêve chinois supplante l'« American Dream »", *jeune afrique,* 26 mai 2020

"*Pour les États-Unis, la sécurité est le résultat d'efforts militaires. La Chine, elle, utilise le langage du développement pour parler de la stabilité du Moyen-Orient.*"[466]

La Chine est également devenue le premier client et fournisseur de l'Iran.[467] Cette dépendance lui permet d'avoir une relation de coopération privilégiée avec la République Islamique en matière de commerce, de nucléaire civil et de diplomatie.[468] Ces relations bilatérales qui permettent à l'Iran de devenir une puissance crédible économiquement, diplomatiquement et militairement (dans une moindre mesure), augmentent chaque année de 40%[469] et les sanctions internationales et américaines, si elles ont compliqué les échanges, n'ont pas bloqué la Chine dans sa volonté d'approfondir ces relations avec l'Iran, seul pays de la région qu'elle voit comme capable de tenir tête aux Etats-Unis sur le long terme.[470] Pékin contourne ainsi de plus en plus les sanctions américaines par un système de transactions en petroyuan et non plus en pétrodollar.[471] Téhéran rattrape ainsi petit à petit son retard pendant que Pékin bénéficie de prix avantageux pour ses importations d'hydrocarbures.[472] Aujourd'hui, même si à court terme les sanctions unilatérales américaines ont encore un effet non-négligeable sur l'économie iranienne et sur ses relations avec ses partenaires comme le démontre la chute de 34,9% du total des échanges en 2019,[473] les contournements croissants des sanctions prouvent le début d'une possible remise en question de l'hégémonie du dollar sur les marchés financiers mondiaux face au yuan et de la chute du principe d'extraterritorialité du droit américain. L'accord de partenariat stratégique signé avec la Chine en 2021 et qui s'échelonne sur 25 ans représente bien cette menace pour les Etats-Unis. Cependant, le ralentissement économique chinois actuel ainsi que le caractère révolutionnaire et idéologique du régime iranien, rendent cette menace moins imminente pour les Etats-Unis.

Les autres partenaires économiques des pays du Golfe sont l'Inde et la Russie. New Delhi est le deuxième client de l'Iran et a signé un contrat d'importations de GNL lui assurant une sécurité d'approvisionnement sur 25 ans.[474] Cependant, l'Inde, au-delà d'établir des

[466] A. MOUTON, *op.cit.*
[467] L. MICHELIS, *op.cit.,* p. 152-154
[468] Idem, p. 156
[469] L. MARTIN, "Le pacte de coopération stratégique entre l'Iran et la Chine : projections de puissances communes ou opportunisme ?", *Les clés du Moyen-Orient,* 8 avril 2021
[470] L. MICHELIS*, op.cit.,* p. 177
[471] K. DUGUID, "Iran oil sanctions could advance China's 'petro-yuan'", 10 mai 2018 (**Annexe 28**)
[472] J.P. FILIU, "Le grand bluff de la Chine au Moyen-Orient", *Le Monde,* 27 juin 2021
[473] L.MARTIN, *op.cit.*
[474] L. MICHELIS, *op.cit.,* p. 161

partenariats avec l'entièreté des pays du Golfe, joue un double jeu de "*balancing*" avec les Etats-Unis. L'Inde entre également en confrontation avec le Pakistan concernant les ports de Chabahar (iranien) géré par l'Inde, l'Afghanistan et l'Iran, et de Gwadar (pakistanais) géré par la Chine, le Pakistan et l'Iran.[475] Ils sont d'une importance capitale pour l'Iran en faisant du sud du pays un "*noeud commercial et une ligne de défense dans l'Océan Indien"*[476]. La Russie, elle, même si elle bénéficie de nombreuses relations économiques avec le Qatar, l'Arabie Saoudite et les EAU au sein de l'OPEP +, se focalise davantage sur ses partenariats de défense au vu de son indépendance énergétique. C'est enfin dans le cadre de ce pivot vers l'Est que l'Iran est devenu membre de l'Organisation de Coopération de Shangaï (OCS) en 2021, ce qui représente une menace de plus pour l'influence américaine dans le Golfe.[477]

L'impérialisme militaire américain en question

Les Etats-Unis maintiennent aujourd'hui leur influence dans le Golfe Persique principalement grâce à leur impérialisme militaire, conformément à la doctrine Carter. Ils maintiennent leur budget militaire à la première place devant la Chine, l'Inde, la Russie et l'Arabie Saoudite.[478] Grâce à la supériorité de leurs forces déployées dans le Golfe et à leurs alliances militaires avec leurs alliés sunnites du Golfe, les Etats-Unis bénéficient d'un avantage matériel de dissuasion sans appel pour sécuriser cet espace face aux puissances ennemies. Face à la puissance militaire américaine, l'Iran est considéré comme un célibataire stratégique et les pays asiatiques comme des alliés modestes ne voulant pas intervenir dans les tensions et comptant sur l'hégémon américain pour sécuriser le Golfe et le détroit.
(Voir Chapitre 2 - Les enjeux défensifs)

Cependant, le vide laissé par la politique américaine de retrait du Moyen-Orient et l'instabilité menaçant les intérêts économiques des pays du Golfe et des pays asiatiques, poussent ces derniers à développer des stratégies défensives dans le Golfe Persique afin de rééquilibrer la balance des forces. Celles-ci sont détaillées dans un récent rapport américain du Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS).[479]

---

[475] M.S. KHETRAN, "Gwadar and Chabahar: Competition or Cooperation." *Strategic Studies*, 2018, vol. 38, no. 2, pp. 43–55.
[476] L. MICHELIS, *op.cit.,* pp. 163-166
[477] A. AMIR-ASLANI, I. BELKHEIRI, "L'Iran, enfin accepté par la Russie et la Chine", *Le nouvel Economiste,* août 2021
[478] GRIP, *op.cit.,* pp. 9-11 (**Annexe 10**)
[479] A.H. CORDESMAN, A. TOUKAN, *The Gulf Military Balance in 2019: A Graphic Analysis,* Center for strategic and international studies : Rapport, 2019, 157p.

La Chine, l'Inde, le Japon et la Corée du Sud dépendent ensemble à 80% du Détroit d'Ormuz pour leurs importations de pétrole.[480] Pour protéger ses tankers et infrastructures dans le Golfe Persique, Pékin augmente son budget militaire de manière conséquente ces dernières années. La Chine renforce sa présence navale dans l'Océan Indien, comme le démontre l'implantation de la première base militaire chinoise à l'étranger à Djibouti en 2017.[481] Le pays lance aussi des accords de coopération parallèlement avec les pays du CCG et avec l'Iran. Ces pays voient progressivement la Chine comme un partenaire plus stable et prévisible que les Etats-Unis.[482] Le Pacte de coopération stratégique signé en 2021 avec l'Iran, en plus de son important volet économique, a aussi pour but de mener à des exercices militaires conjoints, à la recherche et au développement d'armes et au partage d'informations concernant majoritairement le trafic de drogues, le terrorisme, le trafic d'êtres-humains et les crimes transfrontaliers.[483] Les exercices navals conjoints avec la Russie et l'Iran sont, eux, réalisés afin de prouver la capacité de sécurisation du Golfe et du détroit de ces forces combinées. Plusieurs puissances dont la Chine et la Russie permettent également à l'Iran de développer et de moderniser son arsenal balistique et de pouvoir à terme lutter de manière directe face à une puissance militaire et non plus de manière asymétrique. La Russie, qui coopère avec l'Iran en Syrie, possède un accès exceptionnel au sol iranien pour mener des opérations anti-terroristes conjointes.[484] L'Inde devient aussi un allié de taille pour l'Arabie Saoudite, les EAU et l'Iran (dans une moindre mesure) avec une présence navale indienne dans le Golfe Persique et dans le port iranien de Bandar Abbas qui montre l'importance de cette zone pour ces acteurs économiques de premier plan.[485] Néanmoins, l'asymétrie des forces et des intérêts entre des alliés de circonstances comme la Chine, la Russie et l'Iran rend une coopération solide et équilibrée difficile.[486] Les sanctions pesant sur l'Iran empêchent également toute coopération défensive renforcée de voir le jour et démontrent l'importance du rapprochement de l'Iran avec les Etats-Unis à court terme.

[480] K.C. ULRICHSEN, *op.cit.,* p. 12
[481] A. MOUTON, *op.cit.*
[482] Ibidem
[483] A.H. CORDESMAN., *China in the Gulf: A New Partnership with Iran?, op.cit.,* p. 2
[484] A.H. CORDESMAN, A. TOUKAN, *The Gulf Military Balance in 2019: A Graphic Analysis,* p. 134
[485] L. MICHELIS, *op.cit.* 163-164
[486] K.C. ULRICHSEN, *op.cit.,* pp. 12-16

CONCLUSION

Depuis la Révolution Islamique de 1979, les relations entre les Etats-Unis et l'Iran ont connu de nombreuses fluctuations. En 2019, les tensions dans et aux abords du Détroit d'Ormuz sont venues rappeler les enjeux de ces relations conflictuelles et l'importance du maintien de la stabilité dans cet espace vital pour l'économie mondiale. Dans cette optique, ce mémoire s'est interrogé sur le lien entre la montée des tensions irano-américaines autour du Détroit d'Ormuz et la potentielle perte d'impérialisme américain dans le Golfe Persique au profit des puissances asiatiques, essentiellement la Chine. Pour répondre à cette interrogation, l'analyse s'est focalisée sur les politiques étrangères de Barack Obama et de Donald Trump à l'égard de la République Islamique d'Iran et dans le Golfe Persique, et leurs conséquences.

Alors que la volonté de retrait du Moyen-Orient et la stratégie de "*offshore balancing*" avec les alliés sunnites traditionnels sont partagées par les deux présidents, leurs politiques étrangères respectives concernant l'Iran sont antagonistes. Barack Obama, soutenant une stabilité du Golfe Persique à long terme, insiste sur l'importance d'inclure l'Iran à tout processus de paix régional. En tant qu' hobbesien optimiste, il rompt avec le *"Washington Playbook"* et démontre sa volonté d'entamer un dialogue constructif avec la puissance iranienne. La volonté du président américain et de son homologue iranien Hassan Rohani permet d'aboutir à un accord sur le nucléaire iranien le 14 juillet 2015. Contrairement à son prédécesseur, Donald Trump, lui, soutient une politique de pression maximale afin d'isoler l'Iran qu'il assimile à la cause de tous les maux de la région. Sa politique le mène au retrait des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien le 18 mai 2018 et à la réinstauration de lourdes sanctions sur l'Iran dans le but de négocier un meilleur accord. Face à cette politique de pression maximale, Rohani lance une politique de résistance maximale asymétrique qui mène à une militarisation et à une sécurisation accrue du Golfe Persique et à une confrontation inédite dans et aux abords du Détroit d'Ormuz à partir de mai 2019.

Cette confrontation est donc une conséquence directe de la politique étrangère de Donald Trump face à l'Iran. Elle peut également être vue comme un des facteurs contribuant à la remise en question de l'impérialisme américain et la fin de la stabilité hégémonique dans le Golfe Persique. En effet, les politiques américaines de retrait du Moyen-Orient, de "*offshore balancing*" dans le Golfe Persique et de rapprochement avec l'Iran initiées par Barack Obama poussent les alliés sunnites de la péninsule arabique à se méfier de leur allié américain et à

diversifier leurs partenariats avec la Chine, l'Inde et la Russie principalement. La politique de pression maximale sur l'Iran initiée par Trump rassure dans un premier temps les alliés sunnites mais l'instabilité régionale qu'elle provoque inquiète ces pays qui doutent de la volonté des Etats-Unis d'assurer à terme la sécurité et la stabilité du Détroit d'Ormuz et du Golfe Persique. L'Iran de son côté se tourne encore davantage vers l'Est pour assurer son développement. De leur côté, les puissances asiatiques, très dépendantes des hydrocarbures du Golfe, s'inquiètent également de la sécurité de leurs approvisionnements et développent leurs stratégies de défense et leur présence militaire dans la région. La Russie développe également des partenariats défensifs avec les pays du Golfe. Cependant, malgré cette diversification, la défense militaire du Golfe Persique reste dominée par les Etats-Unis au vu de la supériorité de leurs forces et du maintien de nombreuses alliances avec leurs alliés de la péninsule arabique. La première hypothèse de ce mémoire affirmant que *les Etats-Unis maintiennent leur influence régionale par leur impérialisme militaire* peut donc être confirmée. En revanche, le Golfe Persique connaît une intensification du phénomène d'asianisation économique sous les présidences d'Obama et de Trump. En effet, les Etats-Unis, au vu de leur indépendance énergétique grandissante, se font petit à petit détrônés par les pays asiatiques et principalement par la Chine qui intensifie ses partenariats économiques autant avec les pays du Golfe qu'avec l'Iran (malgré les sanctions américaines) dans le but de développer son projet des Routes de la Soie. La deuxième hypothèse de ce mémoire affirmant *une certaine chute de l'impérialisme économique américain dans le Golfe Persique* peut donc également être confirmée.

Pour éviter sur le long terme un renversement total de la balance des forces vers l'Est dans le Golfe Persique, les Etats-Unis ne devraient-ils pas entériner durablement l'importance de l'intégration de l'Iran à tout processus régional de paix ? Ce passage d'un article de l'*IRIS* résume bien la position actuelle des Etats-Unis : *"Les Etats-Unis considèrent désormais que ce n'est pas seulement la question nucléaire iranienne et ses attendus périphériques en termes de prolifération balistique et de stabilité régionale qui est posée mais également la question du leadership des Etats-Unis au Moyen-Orient par rapport à un rival stratégique qui n'est plus aujourd'hui la Russie, comme lors de la Guerre froide, mais bien plutôt la Chine dans le cadre d'une nouvelle Guerre froide revisitée."*[487] La question de l'équilibre à trouver pour assurer une stabilité permanente de la région reste ouverte.

[487] D. RIGOULET-ROZE, D. GREY, "L'Iran, pièce centrale de l'échiquier géopolitique mondial", *Iris,* 11 mai 2021

BIBLIOGRAPHIE

(ISO-690)

- **Documents officiels**

"H.R.1191 - 114th Congress (2015-2016) : Iran Nuclear Agreement Review Act of 2015", Congress.gov., Library of Congress, 3 février 2015, https://www.congress.gov/bill/114th-congress/house-bill/1191/text

Résolution 1737 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, *Sanctions à l'Iran*, S/RES/1737 (23 décembre 2006), accessible à l'adresse https://www.un.org/securitycouncil/fr/s/res/1737-%282006%29

Résolution 1929 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, *Sanctions à l'Iran,* S/RES/1929 (9 juin 2010), accessible à l'adresse https://www.un.org/securitycouncil/fr/s/res/1929-%282010%29

Résolution 2231 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies, *Plan d'action global commun*, S/RES/2231 (14 juillet 2015), accessible à l'adresse https://www.un.org/securitycouncil/fr/content/2231/background

The White House : President Georges W. Bush, *State of the Union Address to the 107th Congress,* Washington D.C. : The White House: President George W. Bush, 29 janvier 2002, https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/infocus/bushrecord/documents/Selected_Speeches_George_W_Bush.pdf

THE WHITE HOUSE, « Fact Sheet on the new UN Security Council Sanctions on Iran », The White House, 9 juin 2010, www.whitehouse.gov/the-press-office/fact-sheet-new-un-security-council-sanctions-iran

United Nations Convention on the law of the sea, Montego Bay, 3 mars 1986 - 26 juillet 1993, Nations-Unies, *Recueil des Traités,* vol.1834, no 31363, accessible à l'adresse https://www.un.org/depts/los/convention_agreements/texts/unclos/unclos_f.pdf

- **Monographies**

BILL James, *The Eagle & the Lion – The Tragedy of American–Iranian Relations,* New Haven, Londres : Yale University Press, 1988, 534p.

GLASER Charles, *Rational Theory of International Politics: The Logic of Competition and Cooperation.* Princeton/Oxford : Princeton University Press, 2010, 314p.

HOURCADE, Bernard, *Géopolitique de l'Iran : les défis d'une renaissance*, 2ème édition, Editions Armand Colin, 2016, 336p.

DAVID Charles-Philippe, *La politique étrangère des Etats-Unis. Fondements, acteurs, formulation.* Paris : Presses de Sciences Po, 2015, 648p.

FAYAZMANESH Sasan, *Containing Iran: Obama's Policy of Tough Diplomacy,* Cambridge Scholars Publishing; Unabridged edition, 2013, 512p.

MICHELIS Léa, *L'Iran et le Détroit d'Ormuz. Stratégies et enjeux de puissance depuis les années 1970,* Editions L'Harmattan, 2019, 213p.

OBAMA Barack, *Dreams from my father*, Edinburgh: Canongate Books, 2008, 464p.

OBAMA Barack, *Une terre promise,* Paris : Editions Fayard, 2020, 890p.

ZAKARIA Fareed, *From Wealth to Power. The unusual origins of America's world role*, Princeton: Princeton University Press, 1998, 216p.

MAZZUCCHI Nicolas, *Énergie. Ressources, technologies et enjeux de pouvoir,* Paris: Editions Armand Colin, collection Comprendre le Monde, 2017, 224p.

ZARIFIAN Julien, *Choc d'Empires ? : Les relations Etats-Unis/Iran du XIXème siècle à nos jours*, Editions Hémisphères, 2018, 192p.

- **Ouvrages collectifs**

DAALDER Ivo, et al. (sous la direction de), *Crescent of Crisis: U.S.-European Strategy for the Greater Middle East*, Brookings Institution Press, 2006, 263p.

DIGARD Jean-Pierre, HOURCADE Bernard, RICHARD Yann (sous la direction de), *L'Iran au XXème siècle, entre nationalisme, islam et mondialisation,* Paris: Editions Fayart, 2007, 499p.

DUNNE Tim, KURKI Milja, SMITH Steve (sous la direction de), *International Relations Theories. Discipline and diversity*, 4ème édition, Oxford University Press, 2016, 364p.

GARTNER Heinz, SHAHMORADI Mitra (sous la direction de), *Iran in the International System : Between Great Powers and Great Ideas,* 1ère édition, Editions Routledge, 2020, 268p.

OUALDI M'hamed, PAGÈS-EL KAROUI Delphine, VERDEIL Chantal (sous la direction de), *Les ondes de choc des révolutions arabes,* Nouvelle édition, Beyrouth : Presses de l'Ifpo, 2014, 397p.

- Contribution à ouvrages collectifs

BOCK Andreas M., "The Iranian threat", dans GARTNER Heinz, SHAHMORADI Mitra (sous la direction de), *Iran in the International System : Between Great Powers and Great Ideas,* 1ère édition, Editions Routledge, 2020, pp.32-55

FIERKE K.M, “Constructivism”, dans DUNNE Tim, KURKI Milja, SMITH Steve (sous la direction de), *International Relations Theories. Discipline and diversity*, 4ème édition, Oxford University Press, 2016, pp.161-178

GRAND Camille, GROSSER Pierre, « 11 - La puissance dans le monde de l’après-Guerre froide », dans GRAND Camille, GROSSER Pierre (sous la direction de), *Les Relations internationales depuis 1945*. Hachette Education, 2000, pp.158-173.

KANDEL Maya, « Les États-Unis de Trump au Moyen-Orient. Un changement de stratégie ? », dans : Thierry de Montbrial (sous la direction de), *Ramses 2018. La guerre de l'information aura-t-elle lieu ?,* Paris : Institut français des relations internationales, 2017, pp. 186-191.

KIAN Azadeh, “Chapitre 2. La politique étrangère de la République islamique d’Iran : Résistance à l’intégration ou quête de sécurité ?” dans OUALDI M’hamed, PAGÈS-EL KAROUI Delphine, VERDEIL Chantal (sous la direction de), *Les ondes de choc des révolutions arabes*, Nouvelle Édition, Beyrouth : Presses de l’Ifpo, 2014, pp. 45-67

MEARSHEIMER John J., “Structural Realism”, dans DUNNE Tim, KURKI Milja, SMITH Steve (sous la direction de), *International Relations Theories. Discipline and diversity,* 4ème édition, Oxford University Press, 2016, p.51-67

ROUSSEL Violaine, « Chronologie. L'intervention américaine en Irak en quelques dates clés », dans ROUSSEL Violaine (sous la direction de), *Art vs war. Les artistes américains contre la guerre en Irak*, Paris : Presses de Sciences Po, 2011, pp. 10-12.

RUDALEVIGE Andrew, « Chapitre 12. Obama et le congrès. Un chantier inachevé », dans : RICHOMME Olivier (sous la direction de), *Le bilan d’Obama.* Paris : Presses de Sciences Po, 2012, pp. 289-316.

WALKER S.G., « Quantum Politics and Operational Code Analysis: Theories and Methods », dans S.G. WALKER, A. MALICI, M. SCHAFER (sous la direction de), *Rethinking Foreign Policy Analysis. States, Leaders, and the Microfoundations of Behavioral International Relations*, New York: Routledge, 2011, 19p.

- **Articles scientifiques**

ADELKHAH Fariba, « Le Mouvement vert en République islamique d'Iran », *Savoir/Agir*, 2010, vol.2, n° 12, pp. 117-123.

AMUZEGAR Jahangir, “THE AHMADINEJAD ERA: PREPARING FOR THE APOCALYPSE.” *Journal of International Affairs*, 2007, vol. 60, no. 2, pp. 35–53.

ANQUEZ Matthieu, “La Stratégie de l’Iran: La Politique d’une Puissance Faible.” *DSI (Défense et Sécurité Internationale)*, 2020, no. 146, pp. 36-41

BAUCHARD Denis, « Etats-Unis-Iran : du Grand Satan au Grand Bargain », *Confluences Méditerranée*, 2014, vol.1, n° 88, pp. 91-112.

BERREBY Jean-Jacques, “LA GRANDE-BRETAGNE ET L’ARABIE.” *Politique étrangère,* 1956, vol. 21, no. 6, pp. 718-729

BOULANGER Philippe, « L'Iran et le golfe Arabo-Persique », *Outre-Terre*, 2010, vol. 2-3, n° 25-26, pp. 403-412.

BUHLMANN Christian, « Le concept d'asymétrie : une plus-value pour comprendre les conflits modernes ? », *Stratégique*, 2012, vol. 2-3, n° 100-101, pp. 229-268.

CHAUDET Didier, « L'Iran peut-elle devenir une « superpuissance » énergétique ? », *Confluences Méditerranée*, 2014, vol.4, n° 91, pp. 13-32.

CHAUVIERRE Julien, « Les « Moudjahidin du peuple » », *Outre-Terre*, 2011, vol.2, n° 28, pp. 301-315.

CHESNOT Christian, « Les États-Unis au Moyen-Orient : la rupture Obama ? », *Les Cahiers de l'Orient*, 2011, vol.4, n° 104, p. 75-82.

COSNARD Michel, “Les lois Helms-Burton et d'Amato-Kennedy, interdiction de commercer avec et d'investir dans certains pays”, *Annuaire français de droit international*, 1996, vol. 42, pp. 33-61.

COVILLE Thierry, « Le mouvement vert en Iran : de « Where is my vote ? » à la demande de démocratie », *Revue internationale et stratégique*, 2011, vol.3, n° 83, pp. 18-28.

DIMITROVA Anna, « Trump’s “America First” Foreign Policy: The Resurgence of the Jacksonian Tradition? », *L'Europe en Formation*, 2017, vol.1, n° 382, pp. 33-46.

DJALILI Mohammad-Reza, “Images de l'Amérique vues du monde de l'islam”., *Quaderni*, 2003, n°50-51, pp. 265-278.

DJALILI Mohammad-Reza, « Politique étrangère de la République islamique : le rôle du président », *Confluences Méditerranée*, 2014, vol. 1, n° 88, pp. 19-34.

EICHENBERG Richard Cornelius, « Public Opinion and Foreign Policy in the Obama Era », *Politique américaine*, 2009, vol.2, n° 14, pp. 11-24.

EL OIFI Mohammed, « Que reste-t-il de « l'esprit du Caire » ? La réception du discours d'Obama par les opinions publiques dans le monde arabe », *Politique américaine*, 2010, vol. 3, n° 18, pp. 37-55.

FABIUS Laurent, « La genèse de l’accord du 14 juillet 2015 sur le nucléaire iranien », *Revue internationale et stratégique*, 2016, vol.2, n° 102, pp. 6-37

FAIN, TAYLOR W., “America and Empire in the Persian Gulf.”, *Diplomatic History*, 2011, vol. 35, no. 1, pp.151-154

FERGUSON Niall, « Henry Kissinger, Theodore Roosevelt et l’ordre mondial selon Trump », *Commentaire*, 2017, vol.2, no 158, pp. 301-312.

FREMONT Antoine, « Les routes maritimes : nouvel enjeu des relations internationales ? », *Revue internationale et stratégique*, 2008, vol.1, n°69, pp. 17-30.

GARCIA Moises G., "Le modèle pasdaran-artesh : préoccupations internes et défis externes dans le cadre du printemps arabes", *Maghreb - Machrek,* 2012, vol. 4, no. 214, pp. 71-84

GERGES, FAWAZ A., "The Obama Approach to the Middle East: The End of America's Moment?", *International Affairs (Royal Institute of International Affairs)*, 2013, vol. 89, no. 2, pp. 299–323.

GROSSMANN Matt, « Entre discours et réalité : les relations entre Obama et les lobbies », *Revue internationale et stratégique*, 2009, vol.4, n° 76, pp. 101-108.

GIBLIN Béatrice, « Éditorial. L'Iran : un acteur majeur au Moyen-Orient », *Hérodote*, 2018, vol. 2, n° 169, pp. 3-11.

GRESH Geoffrey F., "Traversing the Persian Gauntlet: U.S. Naval Projection and the Strait of Hormuz." *The Fletcher Forum of World Affairs*, 2010, vol. 34, no. 1, pp. 41–56.

HURST Steven, "Obama and Iran", *Int Polit,* 2012, vol. 49, pp. 545–567

JAHANBEGLOO Ramin, « L'Iran perd patience », *Esprit*, 2019, vol. 7-8, pp. 14-16

JAHANBEGLOO Ramin, « Le « nouveau réformisme » iranien », *Esprit*, 2013, vol.8-9, pp. 206-208.

KHAVAND Fereydoun A, « L'économie iranienne dans la tourmente », *Esprit*, 2012, vol. 6, pp. 101-116.

KHETRAN, Mir Sherbaz. "Gwadar and Chabahar: Competition or Cooperation." *Strategic Studies*, 2018, vol. 38, no. 2, pp. 43–55.

KHOSROKHAVAR Farhad, « Le Mouvement vert. Fin et suite », *Vacarme*, 2014, vol. 3, n°68, pp. 199-209

KIAN-THIEBAUT Azadeh, « La société civile : coopération avec l'État ou site de rébellion ? », *Les Cahiers de l'Orient*, 2016, vol.3, n° 123, pp. 45-61.

LADIER-FOULADI Marie, « L'Amérique contre l'Iran », *Outre-Terre*, 2017, vol. 1, n° 50, pp. 219-224.

LADIER-FOULADI Marie, « Fraude sans précédent à la présidentielle iranienne de juin 2009 », *Outre-Terre*, 2011, vol.2, n° 28, pp. 249-272.

LUCAS William Scott, « Quel avenir pour les Gardiens de la révolution iranienne ? », *Les Cahiers de l'Orient*, 2016, vol.3, n° 123, pp. 123-143.

LYNCH Marc, "Belligerent Minimalism: The Trump Administration and the Middle East", *The Washington Quarterly*, 2016, vol. 39, no.4, pp.127-144

MAGNAUDEIX Mathieu, « Mike Pence, pire que Trump. Un vice-président entre intégrisme évangélique et lobbies pro-armes », *Revue du Crieur*, 2018, vol.3, n° 11, pp. 120-135.

MANN Michael, « Impérialisme économique et impérialisme militaire américains. Un renforcement mutuel ? », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2008, vol.1-2, n° 171-172, pp. 20-39.

MAURIELLO Raffaele, « L'État islamique et la République islamique d'Iran Jihadisme et jihad au Moyen-Orient », *Outre-Terre*, 2015, vol.3, n° 44, pp. 342-353.

NAZARETH Anne K.. "Trump's Policy Towards Iran: A DEAL UNDONE." *World Affairs: The Journal of International Issues*, 2019, vol. 23, no. 2, pp. 22–35.

NARDON Laurence, « Politique étrangère américaine : la sombre vision de Monsieur Trump », *Études*, 2018, vol. 3, pp. 7-18.

NGASSAM N. Rodrigue, "Le détroit d'Ormuz à l'épreuve des tensions Iran-Etats-Unis", *Conseil québécois d'études géopolitiques*, 2020, vol.6, no. 1, (résumé)

NGASSAM N. Rodrigue, "La Relation Iran-Arabie Saoudite face aux crises sans frontières au Moyen-Orient.", *Diplomatie*, 2016, no. 80, pp. 14-19.

NOUCHINE Yavari-d'Hellencourt, ""Etranger" et "identité collective" dans dans les slogans révolutionnaires en Iran.", *CEMOTI*, 1990, n°9, pp. 63-78.

OFEK Hillel. "The Tortured Logic of Obama's Drone War." *The New Atlantis*, no. 27, 2010, pp. 35–44.

OSIEWICZ Przemysław, "The iranian foreign policy in the persian gulf region under the rule of president hassan rouhani: continuity or change", vol. 7, pp. 249-262

PAGLIA Morgan, « Détroit d'Ormuz : la guerre des nerfs », *Politique étrangère*, 2021, vol.2, pp. 139-150

PAHLAVI Pierre, « L'Iran au travers du prisme géopolitique », *Revue de géographie historique*, 2018, no. 12, 22p.

PELOUARD Marion, ZARIFIAN Julien, « Le lobby juif pro-israélien des États-Unis et la (difficile) validation de l'accord sur le nucléaire iranien par le Congrès en 2015 », *Politique américaine*, 2018, vol. 2, n° 31, pp.127-156.

PFIFFNER, JAMES P. "Decision Making in the Obama White House." *Presidential Studies Quarterly*, 2011, vol. 41, no. 2, pp. 244–262.

PILLAR Paul, "The role of the Villain : Iran and US Foreign Policy", *Political Science Quarterly,* 2013, vol.128, no. 2, pp. 211-231

POSEN Barry R., "The rise of illiberal hegemony : Trump's surprising Grand Strategy", *Foreign Affairs,* 2018, vol.97, no. 2, pp. 20-27

RAZOUX Pierre, « Quelques clés pour décrypter la politique étrangère iranienne », *Hérodote*, 2018, vol.2, n° 169, pp. 13-26.

RICHARD Yann, « Les États-Unis vus d'Iran », *Études*, 2014, vol.4,p p. 7-17.

RIGAL-CELLARD Bernadette, « Le président Bush et la rhétorique de l'axe du mal. Droite chrétienne, millénarisme et messianisme américain », *Études*, 2003, vol. 9, tome 399, pp. 153-162.

SAADA Julien, « La stratégie politique iranienne : idéologie ou pragmatisme ? », *Revue internationale et stratégique*, 2008, vol.1, n°69, pp. 55-68.
SABOORI Mehdi, « Les Émirats arabes unis et les Iraniens », *Hérodote*, 2009, vol.2, n° 133, pp. 166-179.

SAHIMI Muhammad, « La lutte de pouvoir entre Ahmadinejad et Khamenei », *Les Cahiers de l'Orient*, 2013, vol.2, n° 110, pp. 43-76.

SAMAAN Jean-Loup, « Une inconnue sur l'agenda : l'Administration Obama face à l'équilibre des forces au Moyen-Orient », *Hérodote*, 2009, vol.1, n° 132, pp. 47-59.

SAMAAN Jean-Loup, « Les États-Unis dans le golfe Persique : la *Realpolitik* d'Obama en action ? », *Hérodote*, 2013, vol.2, n° 149, pp. 22-36.

SAMAAN Jean-Loup, "L'offshore balancing américain dans le golfe Persique : Vertus et limites d'une stratégie", *Etudes Internationales,* 2016, vol.47, no 2-3, pp. 177-196

SAMAAN Jean-Loup, « Les rivalités navales dans le Golfe : acteurs et ressources », *Hérodote*, 2016/4 (N° 163), p. 149-165.

SCHEMEIL Yves, « CHARLES L. GLASER Rational Theory of International Politics: The Logic of Competition and Cooperation. Princeton/Oxford, Princeton University Press, 2010, XI-314 pages. », *Critique internationale*, 2013, vol.1, n° 58, pp. 169-174.

SÉBILLE-LOPEZ Philippe, « Les ressources de Téhéran », *Outre-Terre*, 2006, vol.3, no 16, pp. 61-72.

SFEIR Marie-José, « Les nuages s'accumulent sur le Golfe », *Les Cahiers de l'Orient*, 2018, vol.4, n° 132, pp. 3-4.

SMITH Keith, "Realist Foreign Policy Analysis with a Twist: The Persian Gulf Security Complex and the Rise and Fall of Dual Containment." *Foreign Policy Analysis*, 2016, vol. 12, no. 3, pp. 315–330.

SMITH Laura E., "Trump and Congress", *Policy Studies,* 2021, vol. 42, no. 5-6, pp.528-543

STRUYE DE SWIELANDE Tanguy, « Obama ou le retour de la Realpolitik », *Politique étrangère*, 2016, vol.4, pp. 141-151

TALMAGE Caitlin, "Closing time : assessing the Iranian threat to the Strait of Hormuz", *International Security,* 2008, vol. 33, no. 1, pp.82-117

THAYER Bradley A., “The Continued Relevance of Realism in the Age of Obama: Plus Ça Change, Plus C'est La Même Chose” , *American Foreign Policy Interests*, no. 32, pp. 1-4

THERME Clément, « L’Iran et les Etats-Unis après l’accord sur le nucléaire : paix froide ou réconciliation ? », *Confluences Méditerranée*, 2015, vol.3, n° 94, pp. 107-117.

THERME Clément, « La République islamique face à l'administration Obama », *Politique américaine*, 2009, vol.2, n° 14, pp. 25-39.

THERME Clément, “L’Iran et La « communauté Internationale »: La Normalisation Impossible ?” *Diplomatie*, 2014, no. 70, pp. 52–55.

THERME Clément, « La stratégie régionale de l’Iran : entre *Realpolitik* et révolution », *Politique étrangère*, 2020, vol.1, pp. 33-42

THERME Clément, « Iran : la fin de la Révolution islamique ? », *Études*, 2018, vol.3, pp. 19-30.

THERME Clément, « La situation stratégique de l’Iran », *Stratégique*, 2018, vol.3, n° 120, pp. 75-79.

VEDRINE Hubert, « Les États-Unis : hyperpuissance ou empire ? », *Cités*, 2004, vol. 4, n°20, pp. 139-151

WEINSTEIN Kenneth R, « Que retenir de la politique étrangère de Donald Trump ? », *L'ENA hors les murs*, 2021, vol.3, n° 504, pp. 24-27.

WESSER Sébastien, « La relation américano-saoudienne à l’épreuve du rapprochement entre Washington et Téhéran », *Politique américaine*, 2015, vol.2, ,n° 26, pp. 85-101.

WINTER David, «Philosopher-King or Polarizing Politician? A Personality Profile of Barack Obama », *Political Psychology*, 2011, vol. 32, n°6, pp. 1059-1061.

WOOD John Cunningham, “J. A. Hobson and British Imperialism.” *The American Journal of Economics and Sociology*, 1983, vol. 42, no. 4, pp. 483–500.

YETIV Steve A., OSKARSSON Katerina, “Challenged Hegemony: The United States, China, and Russia in the Persian Gulf.” *Journal of Chinese Political Science,* 2018, vol. 23, pp. 463–464.

ZAJEC Olivier, « « *Une nouvelle ère* » ? Défense et stratégie des États-Unis après la première année de l’administration Trump », *Politique américaine*, 2018, vol.2, n° 31, pp. 105-125.

ZARIF Mohammad Javad, “What Iran Really Wants: Iranian Foreign Policy in the Rouhani Era.” *Foreign Affairs*, 2014, vol. 93, no. 3, pp. 49–59.

ZARIFIAN Julien, « Le dossier du nucléaire iranien et la question du rapprochement États-Unis – Iran », *Politique américaine*, 2015, vol.2, n° 26, pp. 31-47

- **Working papers**

CORDESMAN Anthony H., *The Gulf Military Balance, The conventional and asymmetric dimensions,* Center for strategic and international studies : Rapport, vol. 1, 2014, 272p.

CORDESMAN Anthony H., TOUKAN Abdullah, *The Gulf Military Balance in 2019: A Graphic Analysis,* Center for strategic and international studies : Rapport, 2019, 157p.

CORDESMAN Anthony H., *China in the Gulf: A New Partnership with Iran?,* Center for Strategic and International Studies : Commentary Papers, 2020, 5p.

EIFFLING Vincent, *Hassan Rouhani aux Nations-Unies : un changement de style plus que de fond pour la politique étrangère de l'Iran*, Institut de sciences politiques Louvain-Europe : Commentary Papers, 2014, 3p.

EIFFLING Vincent, *Donald Trump : un Mahmoud Ahmadinejad made in USA ?,* CECRI : Commentary Paper des Chaires Baillet-Latour, 2017, 4p.

GRIP, *DÉPENSES MILITAIRES, PRODUCTION ET TRANSFERTS D'ARMES,* Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité : Rapport, 2021, 41p.

JOMIER Solene, *Les Accords d'Abraham : tenants et aboutissants d'une nouvelle entente au Moyen-Orient,* GRIP : Rapport, 2022, 18p.

IMMELMAN Aubrey, GRIEBIE Anne Marie, *The personality profile and leadership style of US President Donald J. Trump in office,* College of Saint Benedict and Saint John's University : Rapport, 2020, 71p.

KATZMAN Kenneth, *Iran: Politics, Gulf Security, and U.S. Policy,* Congressional Research Service : Rapport, 2016, 55p.

MILLER, JAMES N., et al. *The Case for Game-Changing Diplomacy with Iran*. Center for a New American Security : Rapport, 2008, 4p.

- **Articles non-scientifiques**

- Articles d'analyse

ANDRE Amélie, "Carte. Les Etats-Unis de Donald Trump au Moyen-Orient : rupture ou continuité ?", *Diploweb,* 10 mars 2021, https://www.diploweb.com/Carte-Les-Etats-Unis-de-Donald-Trump-au-Moyen-Orient-rupture-ou-continuite.html, consulté le 12 mai 2022

ARDEMAGNI Eleonora, “The Middle East after four years of Trump: a new order in the making”, *Aspenia online,* 8 octobre 2020, https://aspeniaonline.it/the-middle-east-after-four-years-of-trump-a-new-order-in-the-making/ , consulté le 12 avril 2022

BARZEGAR Kayhan, “Evaluating The Hormuz Peace Endeavor”, *Lobe Log,* 6 novembre 2019, https://lobelog.com/evaluating-the-hormuz-peace-endeavor/, consulté le 14 mai 2022

BASTANI Hossein, “How Powerful is Rouhani in the Islamic Republic?”, *Chatham House - The Royal Institute of International Affairs,* novembre 2014, https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/field/field_document/20141124RouhaniislamicRepublicBastani.pdf, consulté le 4 avril 2022

CORDESMAN Anthony H., “Iran, oil, and the Strait of Hormuz”, *Center for Strategic and International Studies,* 26 mars 2007, https://www.csis.org/analysis/iran-oil-and-strait-hormuz, consulté le 26 septembre 2021

DITO Steven, “Who is Hassan Rohani?”, *The Washington Institute,* 24 septembre 2013, https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/who-hassan-rouhani, consulté le 10 avril 2022

EUDELINE Hugues, “Le détroit d’Ormuz menacé par l’Iran”, *L’Institut français de la mer,* mai 2012, http://www.ifmer.org/assets/documents/files/revues_maritime/493/6.Le-detroit-dOrmuz-et-lIran.pdf, consulté le 14 mai 2022

GARLICK Jeremy, HAVLOVA Radka, “China’s “Belt and Road” Economic Diplomacy in the Persian Gulf : Strategic Hedging amidst Saudi-Iranian Regional rivalry”, *German Institute for Global and Area Studies,* 30 janvier 2020, https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/1868102619898706, 23 mai 2022

HAGHIRIAN Mehran, ZACCARA Luciano, “Making sense of HOPE: Can Iran’s Hormuz Peace Endeavor succeed?”, *Atlantic Council,* 3 octobre 2019, https://www.atlanticcouncil.org/blogs/iransource/making-sense-of-hope-can-irans-hormuz-peace-endeavor-succeed/, consulté le 27 juin 2022

HOURCADE Bernard, “L’Iran, puissance régionale émergente”, *Bulletin de l’association des géographes français,* 31 décembre 2017, https://journals.openedition.org/bagf/2463, consulté le 12 octobre 2021

JUNEAU Thomas, “Obama, Biden and realism in the Middle East”, *Quincy Institute for Responsible statecraft,* 15 juillet 2020, https://responsiblestatecraft.org/2020/07/15/obama-biden-and-realism-in-the-middle-east/, consulté le 13 juin 2022

LAIPSON Ellen, “President Obama and the Middle East: a Mixed Legacy”, *European Institute of the Mediterranean,* 2016, https://www.iemed.org/publication/president-obama-and-the-middle-east-a-mixed-legacy/, consulté le 10 avril 2022

MARTEU Elisabeth, “Israël et les pays du Golfe : les enjeux d'un rapprochement stratégique”, *Ifri,* janvier 2018, https://www.ifri.org/fr/publications/etudes-de-lifri/israel-pays-golfe-enjeux-dun-rapprochement-strategique, consulté le 2 mai 2022

MEARSHEIMER J.J., WALT S.M., “The Case for Offshore Balancing”, *Foreign Affairs,* juillet-août 2016, https://www.mearsheimer.com/wp-content/uploads/2019/06/Offshore-Balancing.pdf, consulté le 12 mars 2022

NICOLAS Françoise, “Commerce mondial : les nouvelles routes maritimes”, *Institut français des relations internationales (Ifri),* 24 avril 2020, https://storymaps.arcgis.com/stories/7d3a7a1492564cb2aabea79287566745, consulté le 12 avril 2022

NADIMI Farzin, “Clarifying Freedom of Navigation in the Gulf”, *THE WASHINGTON INSTITUTE for Near East Policy,* 24 juillet 2019, https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/clarifying-freedom-navigation-gulf, consulté le 15 mai 2022

NELSON Michael, “BARACK OBAMA: FOREIGN AFFAIRS”, *Miller Center,* https://millercenter.org/president/obama/foreign-affairs; consulté le 12 avril 2022

NÜNLIST Christian, “The Legacy of Obama’s Foreign Policy”, *Center for Security Studies* (CSS), mars 2016, https://css.ethz.ch/content/dam/ethz/special-interest/gess/cis/center-for-securities-studies/pdfs/CSSAnalyse-188-EN.pdf, consulté le 13 avril 2022

OSIEWICZ Przemyslaw, “Ideologizing and Fundamentalism in Iranian Foreign Policy under the Hassan Rouhani Presidency”, *EUROPEAN, MIDDLE EASTERN, & AFRICAN AFFAIRS,* 2019,https://www.researchgate.net/profile/Przemyslaw-Osiewicz/publication/337548007_Ideologizing_and_Fundamentalism_in_Iranian_Foreign_Policy_under_the_Hassan_Rouhani_Presidency/links/5ddd812f299bf10bc329542b/Ideologizing-and-Fundamentalism-in-Iranian-Foreign-Policy-under-the-Hassan-Rouhani-Presidency.pdf, consulté le 3 mai 2022

PHILIPPE Charlotte, “Les régimes de sanctions à l’encontre de l’Iran”, *IRIS,* avril 2021, (en ligne), consulté le 23 avril 2022

RIGOULET-ROZE David, “L’Iran, pièce centrale de l’échiquier géopolitique mondial”, *IRIS,* 11 mai 2021, https://www.iris-france.org/157650-liran-piece-centrale-de-lechiquier-geopolitique-mondial/, consulté 12 octobre 2021

SHANAHAN Rodger, “Iranian Foreign Policy under Rouhani”, *Lowy Institute for international policy,* février 2015, https://www.files.ethz.ch/isn/188299/iranian-foreign-policy-under-rouhani.pdf, consulté le 20 avril 2022

"Strait of Hormuz", *International Crisis Group,* 09 août 2022, https://www.crisisgroup.org/trigger-list/iran-us-trigger-list/flashpoints/hormuz, consulté le 09 août 2022

TOIVANEN Henrietta, "The Iran Nuclear Deal: A Structural Realist View", *Journal of International Affairs,* 6 avril 2016, https://jia.sipa.columbia.edu/online-articles/iran-nuclear-deal-structural-realist-view, consulté le 12 mai 2022

TOURRET Vincent, PAGLIA Morgan, "L'Iran et ses proxys au Moyen-Orient : Les défis de la guerre par procuration", *Institut français des relations internationales (Ifri),* 30 mars 2020, https://www.ifri.org/fr/publications/etudes-de-lifri/focus-strategique/liran-proxys-moyen-orient-defis-de-guerre-procuration, consulté le 17 avril 2022

ULRICHSEN Kristian Coates, "REBALANCING REGIONAL SECURITY IN THE PERSIAN GULF, *Baker institute for public policy,* février 2020, https://www.bakerinstitute.org/media/files/files/de9f09e6/cme-pub-persiangulf-022420.pdf, consulté le 15 avril 2022

VAISI Reza, "Iran, the GCC, and the failure of HOPE", *Middle East Institute,* 24 septembre 2020, https://www.mei.edu/publications/iran-gcc-and-failure-hope, consulté le 23 juin 2022

YOSSEF Amr, "Upgrading Iran's Military Doctrine: An Offensive "Forward Defense"", *Middle East Institute,* 10 décembre 2019, https://www.mei.edu/publications/upgrading-irans-military-doctrine-offensive-forward-defense, consulté le 12 août 2022

- Articles de presse

AFP, "Obama appelle l'Iran à "mettre fin aux violences et aux injustices", *La Libre,* 20 juin 2009, https://www.lalibre.be/international/2009/06/21/obama-appelle-liran-a-mettre-fin-aux-violences-et-aux-injustices-TUQ6SSHUX5EBFGIYFWBKOUIBPE/, consulté le 25 juillet 2022

AFP, "Iran's Rouhani years: from euphoria to disappointment", *France 24,* 15 juin 2021, https://www.france24.com/en/live-news/20210615-iran-s-rouhani-years-from-euphoria-to-disappointment, consulté le 26 avril 2022

AFP, "Khamenei met en garde Israël", *Le Figaro,* 3 juin 2012, https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/06/03/97001-20120603FILWWW00033-khamenei-met-en-garde-israel.php, consulté le 3 avril 2022

ALONSO Pierre, "Trumperie - Les Etats-Unis jouent la tension en sanctionnant les Gardiens de la révolution iraniens", *Libération,* 22 septembre 2018, https://www.liberation.fr/planete/2019/04/09/les-etats-unis-jouent-la-tension-en-sanctionnant-les-gardiens-de-la-revolution-iraniens_1720136/, consulté le 12 mai 2022

AMIR-ASLANI Ardavan, BELKHEIRI Inès, “L’Iran, enfin accepté par la Russie et la Chine”, *Le nouvel Economiste,* août 2021, https://www.lenouveleconomiste.fr/l-iran-devient-membre-de-l-ocs-88963/, consultation le 30 juin 2022

“Après la présidentielle, un pays clivé ?”, *Eurotopics - La revue de presse européenne,* 3 novembre 2016, https://www.eurotopics.net/fr/168262/aprs-la-presidentielle-americaine-un-pays-clive#, consultation le 2 août 2022

AREFI Armin, “Nucléaire iranien : l'accord qui officialiserait la relation Iran-États-Unis”, 24 novembre 2014, https://www.lepoint.fr/monde/nucleaire-iranien-l-accord-qui-officialiserait-la-relation-iran-etats-unis-24-11-2014-1883940_24.php, consultation le 12 mars 2022

AUBIN Sophian, “Nucléaire iranien : de l’espoir diplomatique à une nouvelle escalade”, *France 24,* 11 juin 2022, https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20220611-nucléaire-iranien-de-l-espoir-diplomatique-à-une-nouvelle-escalade, consultation le 10 juillet 2022

BADRINATH Leela, “L'article à lire pour comprendre les tensions entre l'Iran et les Etats-Unis dans le détroit d'Ormuz”, *Franceinfo,* 2 août 2019, https://www.francetvinfo.fr/monde/iran/crise-dans-le-detroit-d-ormuz/l-article-a-lire-pour-comprendre-les-tensions-entre-l-iran-et-les-etats-unis-dans-le-detroit-d-ormuz_3551033.html, consulté le 12 juillet 2021

BBC, “Profile : Mahmoud Ahmadinejad”, *BBC News,* 4 août 2010, https://www.bbc.com/news/world-middle-east-10866448, consultation avril 2022

BELGA News, “Les Etats-Unis et l'Iran "ont un intérêt commun" à lutter contre l'EI”, *rtbf.be,* 26 février 2015, https://www.rtbf.be/article/les-etats-unis-et-l-iran-ont-un-interet-commun-a-lutter-contre-l-ei-8916668, consultation le 26 avril 2022

BEHRAVESH Maysam, “Le mouvement réformiste iranien perd en pertinence”, *Middle East Eye,* 2 avril 2019, https://www.middleeasteye.net/fr/opinion/le-mouvement-reformiste-iranien-perd-en-pertinence, consulté le 4 mai 2022

BERTRAND David, “Donald Trump est-il un "psychopathe en col blanc" ?”, *La Libre,* 5 novembre 2020, https://www.lalibre.be/debats/opinions/2020/11/05/donald-trump-est-il-un-psychopathe-en-col-blanc-JWLVIUKAKNE3BHKOOSFLANMLB4/#:~:text=Le%20psychologue%20canadien%20Robert%20Hare,postes%20importants%20dans%20la%20société, consulté le 25 juillet 2022

BOUVIER Emilie, “Le détroit d’Ormuz, un carcan géographique pour l’économie mondiale”, *Les clés du Moyen-Orient*, 31 juillet 2019, https://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-detroit-d-Ormuz-un-carcan-geographique-pour-l-economie-mondiale.html, consulté le 26 septembre 2021

BOUVIER Emilie, “Contourner le détroit d’Ormuz : entre projets peu fructueux et plans trop ambitieux”, *Les clés du Moyen-Orient,* 02 août 2019, https://www.lesclesdumoyenorient.com/Contourner-le-detroit-d-Ormuz-entre-projets-peu-fructueux-et-plans-trop.html, consulté le 14 avril 2022

BOUVIER Emilie, “Sanctions américaines contre l’Iran : entre moyen de pression et outil de communication. Entre démarche symbolique des sanctions et contournement de ces dernières : une « pression financière maximale » qui ne l’est pas tant que ça (2/2)”, *Les clés du Moyen-Orient,* 03 août 2019, https://www.lesclesdumoyenorient.com/Sanctions-americaines-contre-l-Iran-entre-moyen-de-pression-et-outil-de-2996.html, consulté le 14 avril 2022

BOUVIER Pierre, “Guerre en Afghanistan : retour sur vingt ans de présence américaine”, *Le Monde,* 1er mai 2021, https://www.lemonde.fr/international/article/2021/05/01/guerre-en-afghanistan-retour-sur-vingt-ans-de-presence-americaine_6078741_3210.html, consulté le 25 juillet 2022

BOUVIER Pierre, “Le Congrès américain cale face au rétablissement des sanctions contre l’Iran”, *Le Monde,* 12 décembre 2017, https://www.lemonde.fr/international/article/2017/12/12/le-congres-americain-cale-face-au-retablissement-des-sanctions-contre-l-iran_5228549_3210.html, consulté le 25 juillet 2022

BURGGRAF Vanessa, “Sommet de Camp David : Obama peut-il rassurer ses alliés du Golfe ?”, *France 24,* 15 mai 2015, https://www.france24.com/fr/20150514-debat-obama-sommet-golfe-nuclaire-iranien-partie-1, consulté le 15 avril 2022

BRUNET Romain, “Joe Biden en Arabie saoudite ou le retour de la realpolitik américaine”, *France 24,* 15 juillet 2022, https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20220715-joe-biden-en-arabie-saoudite-ou-le-retour-de-la-realpolitik-américaine, consultation 16 juillet 2022

Courrier international, “Juifs d’Orient. Dans le Golfe, le début d’une nouvelle ère judéo-arabe ?”, *Courrier international*, 25 décembre 2021, https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/juifs-dorient-dans-le-golfe-le-debut-dune-nouvelle-ere-judeo-arabe, consulté le 2 juin 2022

CROWLEY Michael, “Iran's dire Strait”, *Politico,* 05 février 2015, https://www.politico.com/story/2015/05/irans-dire-strait-117566, consulté le 26 septembre 2021

DAOU Marc, “Le pouvoir iranien, un système verrouillé aux mains du Guide suprême”, *France 24,* https://www.france24.com/fr/20180104-infographie-iran-religieux-chiite-guide-supreme-khamenei-rohani-revolution, consulté le 23 novembre 2021

DAOU Marc, “Manifestations en Iran : la coupure d’Internet, "révélatrice de la panique du pouvoir", *France 24,* 18 novembre 2019, https://www.france24.com/fr/20191118-manifestations-iran-coupure-internet-violence-repression, consulté le 13 juillet 2022

DE GRAFFENRIED Valérie, “Donald Trump et l’islam, un discours à double tranchant”, *Le Temps,* 21 mai 2017, https://www.letemps.ch/monde/donald-trump-lislam-un-discours-double-tranchant, consulté le 21 mai 2022

“Des réactions contrastées après le discours d’Obama”, *GnetNews,* 5 juin 2009, https://news.gnet.tn/archives/revue-de-presse-internationale/des-reactions-contrastees-apres-le-discours-dobama/id-menu-957.html, consultation le 5 mai 2022

DUMOULIN Maxime, “Iran/USA : historique d’une relation minée”, *rtbf.be,* 25 juin 2019, https://www.rtbf.be/article/iranusa-historique-d-une-relation-minee-10255272, consulté le 25 juillet 2022

FAY Pierrick, “Ormuz : le détroit pétrolier qui envenime le conflit entre Trump et l'Iran”, *Les Echos*, 25 juin 2019, https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/ormuz-le-detroit-petrolier-qui-envenime-le-conflit-entre-trump-et-liran-1032250, consulté le 12 mars 2022

FEERTCHAK Alexis, “Le nucléaire et l’Iran: une histoire longue et mouvementée”, *Le Figaro International,* 27 juin 2019, https://www.lefigaro.fr/international/le-nucleaire-et-l-iran-une-histoire-longue-et-mouvementee-20190627, consulté le 15 mai 2022

FILIU Jean-Pierre, “Le grand bluff de la Chine au Moyen-Orient”, *Le Monde,* 27 juin 2021, https://www.lemonde.fr/blog/filiu/2021/06/27/le-grand-bluff-de-la-chine-au-moyen-orient/, consulté le 12 juin 2022

FRACHON Alain, « La coupure s’approfondit entre une jeunesse iranienne qui aspire à un mode de vie occidental et une élite enturbannée ou en uniforme », *Le Monde,* 1er juillet 2021, https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/07/01/la-coupure-s-approfondit-entre-une-jeunesse-iranienne-qui-aspire-a-un-mode-de-vie-occidental-et-une-elite-enturbannee-ou-en-uniforme_6086446_3232.html, consulté le 28 juillet 2022

GERMAIN Valentin, “Détroit d’Ormuz, un passage stratégique”, *Les clés du Moyen-Orient,* 02 juillet 2013, https://www.lesclesdumoyenorient.com/Detroit-d-Ormuz-un-passage-strategique.html, consulté le 26 septembre 2021

GOLDBERG Jeffrey, “THE OBAMA DOCTRINE”, *The Atlantic,* avril 2016, https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2016/04/the-obama-doctrine/471525/, consulté le 12 avril 2022

GOLSHIRI Ghazal, “Hassan Rohani, le mollah diplomate”, *Le Monde,* 17 juin 2013, https://www.lemonde.fr/a-la-une/article/2013/06/17/hassan-rohani-le-mollah-diplomate_3431184_3208.html, consulté le 11 juillet 2022

GOLSHIRI Ghazal, “Hassan Rohani, président d’un Iran fréquentable”, *Le Monde,* 26 janvier 2016, https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2016/01/26/hassan-rohani-president-d-un-iran-frequentable_4853771_3218.html, consulté le 12 avril 2022

GORDON Philip, “Trump is setting America on an Unpredictable Course in the Middle East”, *The Atlantic,* 4 mai 2018, https://www.theatlantic.com/international/archive/2018/05/iran-deal-trump-unpredictable/559562/, consulté le 12 mai 2022

HAYEK Caroline, “Hassan Rohani serait-il devenu « inutile » ?”, *L’Orient Le Jour,* 19 mai 2017,https://www.lorientlejour.com/article/1052600/hassan-rohani-serait-il-devenu-inutile-.html, consulté le 1er mai 2022

IGNATIUS David, “Edited transcript: An interview with Hassan Rouhani”, *The Washington Post,* 25 septembre 2013, https://www.washingtonpost.com/blogs/post-partisan/wp/2013/09/25/transcript-an-interview-with-hassan-rouhani/, consulté le 17 avril 2022

“Iran : Obama rassure le lobby pro-Israël”, *L’OBS,* 5 mars 2012, https://www.nouvelobs.com/monde/presidentielle-us-2012/20120305.OBS2876/video-iran-obama-rassure-le-lobby-pro-israel.html, consulté le 12 juin 2022

JACINTO Leela, “Rohani wins Iran presidential poll in reformist surge”, *France 24,* 15 juin 2013,https://www.france24.com/en/20130615-iran-election-rohani-reformist-surge-nuclear-economy-youth, consulté le 5 avril 2022

JANNESSARI Sohail, “How Trump empowered Iran’s hardliners”, *Politico,* 15 juin 2021, https://www.politico.eu/article/donald-trump-iran-hard-liners-hassan-rouhani-ebrahim-raisi-jcpoa/, consulté le 25 avril 2022

KLARE Michael, “Une application de la doctrine Nixon : la nouvelle diplomatie de la canonnière”, *Le Monde diplomatique,* août 1974, https://www.monde-diplomatique.fr/1974/08/KLARE/32535, consulté le 12 janvier 2022

KOLLER Frédéric, “Ce qu’il restera du monde d’Obama”, *Le Temps,* 2 novembre 2016, https://www.letemps.ch/monde/quil-restera-monde-dobama, consulté le 12 mars 2022

KRANISH Michael, “Trump refers to his admission in one of the hardest schools”, *The Washington Post,* 8 juillet 2019 https://www.washingtonpost.com/politics/trump-who-often-boasts-of-his-wharton-degree-says-he-was-admitted-to-the-hardest-school-to-get-into-the-college-official-who-reviewed-his-application-recalls-it-differently/2019/07/08/0a4eb414-977a-11e9-830a-21b9b36b64ad_story.html, consulté le 26 juillet 2022

“L'AIEA s'inquiète d'une intensification de l'activité nucléaire iranienne”, *France 24,* 6 septembre 2010, https://www.france24.com/fr/20100906-nucleaire-iran-rapport-aiea-enrichissement-production-inspections, consulté le 5 août 2022

LEMAITRE Frederic, BARTHE Benjamin, “La Chine renforce sa coopération commerciale et stratégique avec les pays du Golfe”, *Le Monde,* 15 janvier 2022, https://www.lemonde.fr/international/article/2022/01/15/la-chine-renforce-sa-cooperation-commerciale-et-strategique-avec-les-pays-golfe_6109606_3210.html, consulté le 12 avril 2022

Le Monde, “Manifestations en Iran : le point sur la situation en six questions”, *Le Monde,* 2 janvier 2018, https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2018/01/02/ce-que-l-on-sait-sur-les-manifestations-qui-se-propagent-en-iran_5236773_3218.html, consulté le 4 juillet 2022

Le Monde, AP, AFP, Reuters, “Etats-Unis : les républicains contrôlent le Sénat, Barack Obama perd sa majorité”, *Le Monde,* 05 novembre 2014, https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2014/11/05/les-republicains-a-la-conquete-du-senat-americain_4518181_3222.html, consulté le 26 juillet 2022

Le Monde, AFP, Reuters, “L'Iran menace de fermer le détroit d'Ormuz au pétrole en cas de sanctions”, *Le Monde,* 27 décembre 2011, https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/12/27/l-iran-menace-de-fermer-le-detroit-d-ormuz-au-petrole-en-cas-de-sanctions_1623159_3218.html, consulté le 14 août 2022

Le Monde, “Tensions dans le Golfe : « Trump et l’ayatollah Khamenei ont assuré qu’ils ne voulaient pas la guerre »”, *Le Monde,* 16 mai 2019, https://www.lemonde.fr/international/article/2019/05/16/tensions-dans-le-golfe-trump-et-l-ayatollah-khamenei-ont-assure-qu-ils-ne-voulaient-pas-la-guerre_5462967_3210.html, consulté le 14 avril 2022

Le Monde, “« Le Monde des lecteurs » - Pourquoi Donald Trump nous fascine et nous insupporte”, *Le Monde,* 17 novembre 2020, https://www.lemonde.fr/blog-mediateur/article/2020/11/17/le-monde-des-lecteurs-pourquoi-donald-trump-nous-fascine-et-nous-insupporte_6060032_5334984.html, consulté le 14 mai 2022

Le Monde, AP, AFP, Reuters, “Accord sur le nucléaire : l’Iran suspend « certains » de ses engagements”, *Le Monde,* 8 mai 2019, https://www.lemonde.fr/international/article/2019/05/08/nucleaire-iranien-teheran-revient-sur-certains-points-de-l-accord-de-vienne_5459571_3210.html, consulté le 15 juin 2022

LONS Camille, “La Chine, partenaire ou rivale des Émirats arabes unis dans le Golfe ?”, *Middle East Eye,* 6 août 2018, https://www.middleeasteye.net/fr/opinion-fr/la-chine-partenaire-ou-rivale-des-emirats-arabes-unis-dans-le-golfe, consulté le 22 juillet 2022

“Mahmoud Ahmadinejad défend son bilan devant le nouveau Parlement”, *France 24,* 14 mars 2012, https://www.france24.com/fr/20120314-iran-mahmoud-ahmadinejad-frotte-questions-parlement-bilan-politique-economie-conservateurs, consulté le 5 août 2022

MAGALHAES Margaux, “Ces raisons pour lesquelles Trump a ordonné l’élimination du général Soleimani”, *The Conversation,* 23 janvier 2020, https://theconversation.com/ces-raisons-pour-lesquelles-trump-a-ordonne-lelimination-du-general-soleimani-130406, consulté le 24 mai 2022

MAKINSY Michael, “Iran : Trump, Bolton, Pompeo et la justice à l’ouest de l’Hudson”, *Les clés du Moyen-Orient,* 10 octobre 2018, https://www.lesclesdumoyenorient.com/Iran-Trump-Bolton-Pompeo-et-la-justice-a-l-ouest-de-l-Hudson.html, consulté le 22 avril 2022

MAKOOI Bahar, “Iran : à peine élu, Ebrahim Raïssi esquisse sa future politique étrangère”, *France 24,* 21 juin 2022, https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20210621-iran-à-peine-élu-ebrahim-raïssi-esquisse-sa-future-politique-étrangère, consultation 10 juillet 2022

MANDEVILLE Laure, “Nucléaire : le grand jeu iranien d'Obama”, *Le Figaro International,* 20 février 2015, https://www.lefigaro.fr/international/2015/02/20/01003-20150220ARTFIG00287-nucleaire-le-grand-jeu-iranien-d-obama.php, consulté le 12 avril 2022

“Manoeuvres navales de l'Iran dans la mer d'Oman”, *Le Devoir,* 23 décembre 2011, https://www.ledevoir.com/monde/moyen-orient/338994/manoeuvres-navales-de-l-iran-dans-la-mer-d-oman, consulté le 13 août 2022

MARTIN Louise, “Bilan des relations entre l’administration Trump et l’Iran”, *Les clés du Moyen-Orient,* 3 février 2021, https://www.lesclesdumoyenorient.com/Bilan-des-relations-entre-l-administration-Trump-et-l-Iran.html, consulté le 21 avril 2022

MARTIN Louise, “Le pacte de coopération stratégique entre l’Iran et la Chine : projections de puissances communes ou opportunisme ?”, *Les clés du Moyen-Orient,* 8 avril 2021, https://www.lesclesdumoyenorient.com/Le-pacte-de-cooperation-strategique-entre-l-Iran-et-la-Chine-projections-de.html, consulté le 11 juin 2022

MCCLENDON Blair, “The smooth compromise: how Obama’s iconography obscured his omissions”, *The Guardian,* 17 août 2021, https://www.theguardian.com/us-news/2021/aug/17/smooth-compromise-obama-iconography-obscured-omissions-pete-souza, consulté le 14 mars 2022

M. C., “Pourquoi Donald Trump a-t-il décidé de frapper l'Iran ? (Ligne du temps)”, *rtbf.be,* 5 janvier 2020, https://www.rtbf.be/article/pourquoi-donald-trump-a-t-il-decide-de-frapper-l-iran-ligne-du-temps-10400326, consulté le 10 avril 2022

MOTTU Henry, “L’éthique de Reinhold Niebuhr et l’esprit de Barack Obama”, *Le Temps,* 22 mars 2017, https://www.letemps.ch/opinions/lethique-reinhold-niebuhr-lesprit-barack-obama, consulté le 24 mai 2022

MOUTON Amélie, “Dans le Golfe, le rêve chinois supplante l’« American Dream »”, *jeune afrique,* 26 mai 2020, https://www.jeuneafrique.com/987334/politique/dans-le-golfe-le-reve-chinois-supplante-l-american-dream/, consulté le 12 avril 2022

NAJI Kasra, “Profile : Hassan Rohani, President of Iran”, *BBC,* 20 mai 2017, https://www.bbc.com/news/world-middle-east-22886729, consulté le 5 avril 2022

NARDON Laurence, “Donald Trump, les médias et l’opinion publique”, *Vie Publique,* 25 mars 2020, https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/277057-donald-trump-les-medias-et-lopinion-publique-par-laurence-nardon, consulté le 16 mars 2022

PBS NEWS HOUR, “A timeline of U.S.-Iran relations”, *PBS News,* 13 janvier 2020, https://www.pbs.org/newshour/world/a-timeline-of-u-s-iran-relations, consulté le 14 février 2022

POWELL Michael, « A deliberative man in a manic game», *The New York Times*, 4 juin 2008, https://tinyurl.com/y7g2sovj, consulté le 18 avril 2022.

RFI, “Golfe Persique: John Bolton, le faucon de l'administration Trump”, *rfi,* 16 mai 2019, https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20190516-golfe-arabo-persique-bolton-faucon-administration-trump, consulté le 14 mars 2022

“Rouhani says Strait of Hormuz no place for ‘joking’”, *Tehran times,* 24 juillet 2019, https://www.tehrantimes.com/news/438551/Rouhani-says-Strait-of-Hormuz-no-place-for-joking, consulté le 15 mai 2022

SAILLANT Nicolas, “Qui sont les partisans de Trump?”, *Le Journal de Québec,* 1er novembre 2020, https://www.journaldequebec.com/2020/11/01/qui-sont-lespartisansde-trump, consulté le 2 juillet 2022

SALAMA Vivian, “Trump Calls On Countries to Protect Own Ships in Strait of Hormuz”, *The Wall Street Journal,* 24 juin 2019, https://www.wsj.com/articles/trump-calls-on-countries-to-protect-own-ships-in-strait-of-hormuz-11561380556, consulté le 14 mai 2022

STEELE Jonathan, “Une iranophobie dangereuse : Trump se dirige vers son propre « axe du mal », *Middle East Eye,* 25 mai 2017, https://www.middleeasteye.net/fr/opinion-fr/une-iranophobie-dangereuse-trump-se-dirige-vers-son-propre-axe-du-mal, consulté le 25 avril 2022

SULLIVAN Kevin, “Much of the world views Obama favorably, but the Middle East feels disappointment”, *The Washington Post,* 18 novembre 2016, https://www.washingtonpost.com/graphics/national/obama-legacy/middle-east-relations.html, consulté le 14 mars 2022

“Tensions dans le détroit d’Ormuz - Les États-Unis et Israël reportent d'importantes manoeuvres”, *Le Devoir,* 16 janvier 2012, https://www.ledevoir.com/monde/moyen-orient/340323/tensions-dans-le-detroit-d-ormuz-les-etats-unis-et-israel-reportent-d-importantes-manoeuvres, consulté le 5 août 2022

The New York Times, “Text Obama’s Speech in Cairo”, *The New York Times,* 4 juin 2009, https://www.nytimes.com/2009/06/04/us/politics/04obama.text.html, consulté le 14 mars 2022

VAN HESSCHE Jan, “Les années Trump: bilan d'un mandat hors norme”, *L’Echo,* 5 octobre 2020,https://www.lecho.be/dossier/electionsusa/les-annees-trump-bilan-d-un-mandat-hors-norme/10255560.html, consulté le 10 mai 2022

WESTCOTT Ben, ALKHSHALI Hamdi, “China, Russia and Iran hold joint naval drills in Gulf of Oman”, *CNN,* 27 décembre 2019, https://edition.cnn.com/2019/12/27/asia/china-russia-iran-military-drills-intl-hnk/index.html, consulté le 12 avril 2022

ZENGERLE Patricia, “U.S. Senate upholds Trump veto of 'insulting' Iran war powers resolution”, *Reuters,* 7 mai 2020, https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-congress-idUSKBN22J30A, consulté le 15 juin 2022

- **Cours universitaires**

MANNE Laura, “Us Foreign Policy Since 1945” (notes prises dans le cours 94454), Université de Bologne, Bologne, 20 septembre 2021 - 30 novembre 2021.

MANNE Laura, “Foreign Policy Analysis” (notes prises dans le cours LSPRI 2080), Université Catholique de Louvain, 14 septembre 2020 - 10 décembre 2020

- **Mémoires**

PODDIGHE Elena, *La prise de décision sous la présidence de Barack Obama,* mémoire de licence en en Science Politique, Louvain-la-Neuve : Université Catholique de Louvain, 2016-2017, 90p.

MAYER Luke, *Media and Public Opinion Effects On American Foreign Policy Under Bush, Obama, and Trump*, Senior Theses, Hartford, Trinity College, 2019, 109p.

MILLETTE Charles-Antoine, *La politique étrangère des Etats-Unis à l'égard de l'Iran : de la candidature à la présidence de Barack Obama,* mémoire de licence en Sciences Politiques, Sherbrooke : Université de Sherbrooke, 2012, 106p.

- **Internet**

ABC News, I*nterview With Mahmoud Ahmadinejad*, Youtube, 19 septembre 2010, https://www.youtube.com/watch?v=Gkt2w1M1hPE, consulté le 22 avril 2022

Agence de Développement Économique, *Iran : Contexte politico-économique,* https://export.agence-adocc.com/fr/fiches-pays/iran/le-contexte-economique-et-politique, consulté le 17 avril 2022

Brut, *Une vie : Barack Obama*, Youtube, 20 novembre 2020, https://www.youtube.com/watch?v=1ET5lQDQnBU, consulté le 2 mai 2022

Brut, *Une vie : Donald Trump,* Youtube, 4 novembre 2020, https://www.youtube.com/watch?v=AyoTJQOACSA, consulté le 2 mai 2022

Connaissance des énergies, *Mix énergétique de l'Iran,* https://www.connaissancedesenergies.org/fiche-pedagogique/mix-energetique-de-liran, consulté le 17 avril 2022

Council on Foreign Relations, *US Relations with Iran (1953-2022)*, https://www.cfr.org/timeline/us-relations-iran-1953-2022, consulté le 4 mars 2022

Council on Foreign Relations, *Trump's Foreign Policy Moments (2017-2021),* https://www.cfr.org/timeline/trumps-foreign-policy-moments, consulté le 13 avril 2022

C-SPAN, *President Obama Speech to Muslim World in Cairo,* Youtube, 4 juin 2009, https://www.youtube.com/watch?v=B_889oBKkNU, consulté le 12 mars 2022

C-SPAN, *2016 State of the Union Address,* Youtube, 12 janvier 2016, https://www.youtube.com/watch?v=t9C6iEVn3aY, consulté le 12 mars 2022

Dépenses militaires (% du PIB), Arabie Saoudite, Perspective Monde, https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=SAU&codeStat=MS.MIL.XPND.GD.ZS&codeTheme=12, consulté le 10 août 2022

INSTEX, *What is INSTEX, the Instrument iN Support of Trade Exchanges, and who are its shareholders?,* https://instex-europe.com/about-us/, consulté le 23 mai 2022

Le Monde, *Les Etats-Unis sont-ils toujours les gendarmes du monde ?,* Youtube, 18 octobre 2020, https://www.youtube.com/watch?v=7oN_FzmMk5Q, consulté le 15 juillet 2021

MILLER CENTER, *Donald Trump : key events,* Miller Center, https://millercenter.org/president/trump/key-events, consulté le 13 mars 2022

Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, *Mission européenne de surveillance maritime dans le détroit d'ormuz (EMASOH) : déclaration politique de l'Allemagne, de la Belgique, du Danemark, de la France, de la Grèce, de l'Italie, des Pays-Bas, et du Portugal,* https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/europe/evenements-et-actualites-lies-a-la-politique-europeenne-de-la-france/actualites-europeennes/article/mission-europeenne-de-surveillance-maritime-dans-le-detroit-d-ormuz-declaration, consulté le 15 mai 2022

Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, *Composition du gouvernement de la République islamique d'Iran,* https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/iran/presentation-de-l-iran/article/composition-du-gouvernement, consulté 3 août 2022

MORTAZAVI Negar, *The Iran Podcast,* Spotify

National Constitution Center, *Interactive Constitution,* https://constitutioncenter.org/interactive-constitution/article/article-ii, consulté le 26 juillet 2022

Nations-Unies, *Réunion de haut niveau de la 74ème session de l'Assemblée Générale,* UN, https://www.un.org/fr/ga/74/meetings/, consulté le 4 mai 2022

PBS NewsHour, *President Trump delivers speech at Arab and Muslim leaders' summit,* Youtube, 21 mai 2017, https://www.youtube.com/watch?v=3XTQ5bRfT44, consulté le 14 juin 2022

Pew Research Center, *Majority of U.S. Public Says Trump's Approach on Iran Has Raised Chances of a Major Conflict*, Pew Research Center, 15 janvier 2020, https://www.pewresearch.org/politics/2020/01/15/majority-of-u-s-public-says-trumps-approach-on-iran-has-raised-chances-of-a-major-conflict/, consulté le 24 juin 2022

Service économique de Téhéran, *Le commerce extérieur de l'Iran en 2019/2020*, https://www.tresor.economie.gouv.fr/PagesInternationales/Pages/eb845fca-2642-4dff-b07c-01f1d305a973/files/965c3e2f-4fc0-469f-845d-9b3873278db6, consulté le 17 avril 2022

The White House : President Barack Obama, *Chief of Staff Denis McDonough,* Washington DC : The White House : President Barack Obama, https://obamawhitehouse.archives.gov/administration/senior-leadership/denis-mcdonough, consulté le 23 juin 2022

The White House : President Barack Obama, *The Administration,* Washington DC : The White House : President Barack Obama, https://obamawhitehouse.archives.gov/administration, consulté le 14 mars 2022

The White House : President Trump, *The Administration,* Washington DC : The White House : President Trump, https://trumpwhitehouse.archives.gov/the-trump-administration/, consulté le 14 mars 2022

The White House : President Trump, *Foreign policy,* Washington DC : The White House : President Trump, 11 mai 2018, https://trumpwhitehouse.archives.gov/articles/president-trump-says-iran-deal-defective-core-new-one-will-require-real-commitments/?utm_source=ods&utm_medium=email&utm_campaign=1600d, consulté le 20 avril 2022

The White House : President Trump, *President Donald J. Trump's New Strategy on Iran,* Washington DC : The White House : President Trump, 13 octobre 2017, https://trumpwhitehouse.archives.gov/briefings-statements/president-donald-j-trumps-new-strategy-iran/, consulté le 20 mars 2022

The White House : President Trump, *2020 State of the Union,* 4 février 2020, https://trumpwhitehouse.archives.gov/sotu/, consulté le 14 mai 2022

US Central Command, *CENTCOM priorities,* https://www.centcom.mil/ABOUT-US/COMMAND-PRIORITIES/, consulté le 16 avril 2022

TYSON Alec, *America's polarized views of Trump follow years of growing political partisanship,* Pew Research Center, 14 novembre 2018, https://www.pewresearch.org/fact-tank/2018/11/14/americas-polarized-views-of-trump-follow-years-of-growing-political-partisanship/, consulté le 12 juin 2022

Vie Publique, *Qu'est-ce que l'impérialisme ?,* Vie publique, https://www.vie-publique.fr/fiches/269849-quest-ce-que-limperialisme-relations-internationales, consulté le 15 mars 2022

- **Encyclopédie**

"AHMADINEJAD MAHMOUD", Universalis.fr (en ligne), https://www.universalis.fr/encyclopedie/mahmoud-ahmadinejad/, consulté le 3 juillet 2022

"ORMUZ OU HORMOZ", Universalis.fr (en ligne), consulté le 2 août 2021

"DETROIT", Le Robert (en ligne), https://dictionnaire.lerobert.com/definition/detroit, consulté le 12 avril 2022

"GUERRE DU GOLFE", Le Monde diplomatique (en ligne), https://www.monde-diplomatique.fr/mav/120/A/46973, consulté le 25 juillet 2022

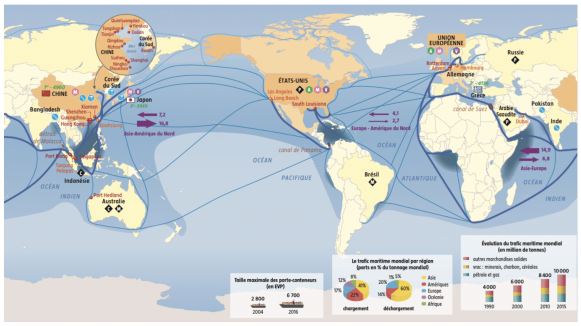
"NATIONALISATION ET FERMETURE DU CANAL", Universalis.fr (en ligne), https://www.universalis.fr/encyclopedie/canal-de-suez/5-nationalisation-et-fermeture-du-canal/, consulté le 13 avril 2022

"ROHANI HASSAN", Universalis.fr (en ligne), https://www.universalis.fr/encyclopedie/hassan-rohani/3-l-election-a-la-presidence-de-la-republique/, consulté le 13 avril 2022

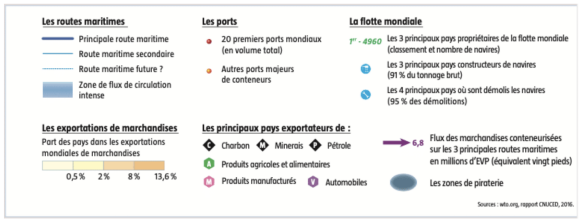
"SEUIL NUCLÉAIRE", Université de Liège (en ligne), https://www.reflexions.uliege.be/cms/c_340125/fr/seuil-nucleaire, consulté le 15 mai 2022

ANNEXES

Annexe 1 : Les routes maritimes

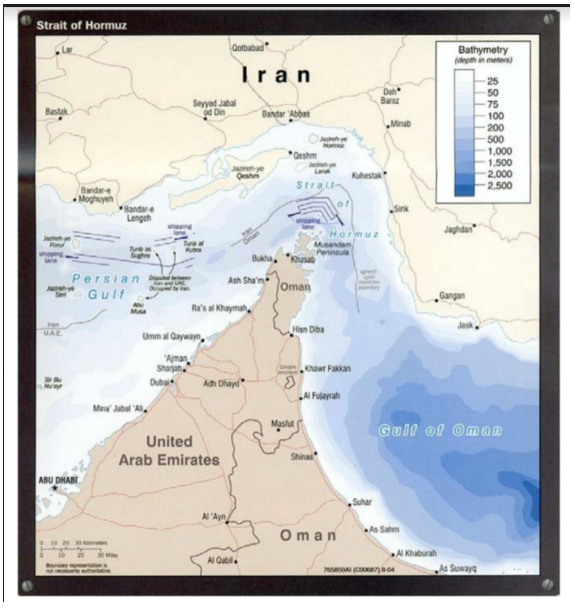


ALLIX PIOT



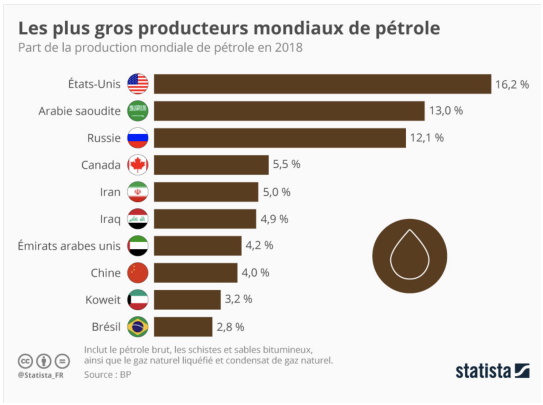
Source : wto.org., rapport CNUCED, 2016

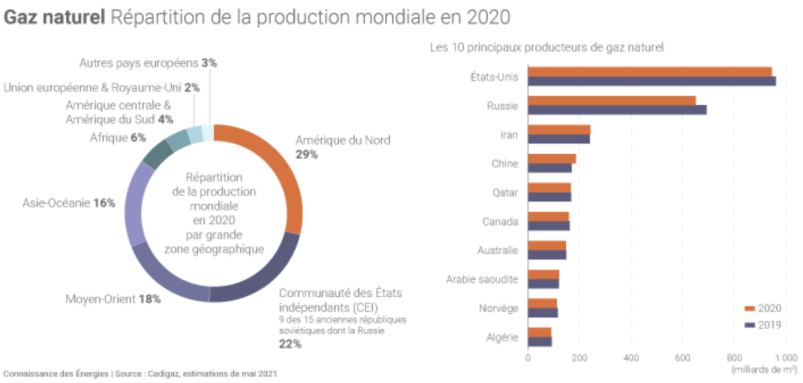
Annexe 2 : Le Détroit d'Ormuz



Source : Google, U.S. Energy Information Administration
ou CORDESMAN Anthony H., TOUKAN Abdullah, *The Gulf Military Balance in 2019: A Graphic Analysis,* Center for strategic and international studies : Rapport, 2019, p. 97

Annexe 3 : Les plus gros producteurs mondiaux de pétrole et de gaz naturel

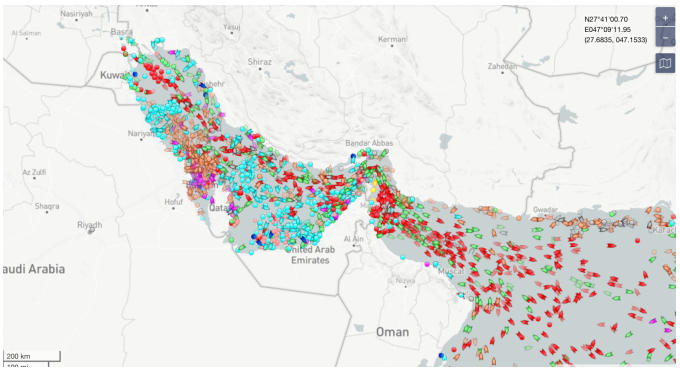




Source : statista.fr, rapport BP, 2019

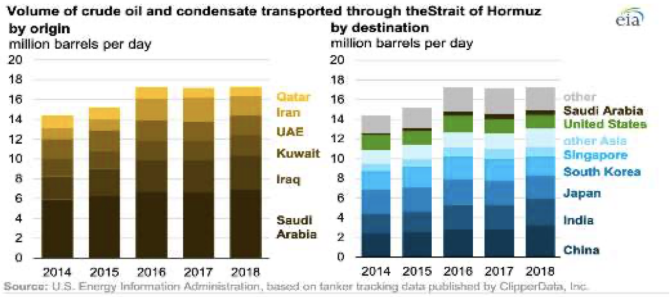
Source : connaissance des énergies, cedigaz, mai 2021

Annexe 4 : Le trafic maritime dans le Golfe Persique (tankers en rouge)



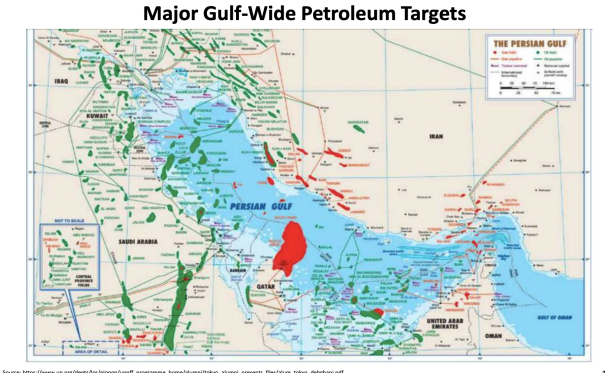
Source : journalmarinemarchande.eu, Marine Traffic, 2019

Annexe 5 : Les volumes de pétrole transportés via le détroit d'Ormuz, par origine (à gauche) et par destination (à droite), en millions de barils par jour



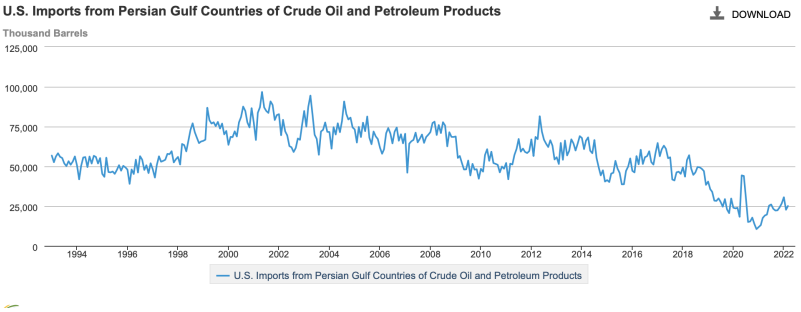
Source : US. Energy Information Administration, ClipperData, 2019
ou CORDESMAN Anthony H., TOUKAN Abdullah, *The Gulf Military Balance in 2019: A Graphic Analysis,* Center for strategic and international studies : Rapport, 2019, p. 147

Annexe 6 : Les principales cibles pétrolières à l'échelle du Golfe



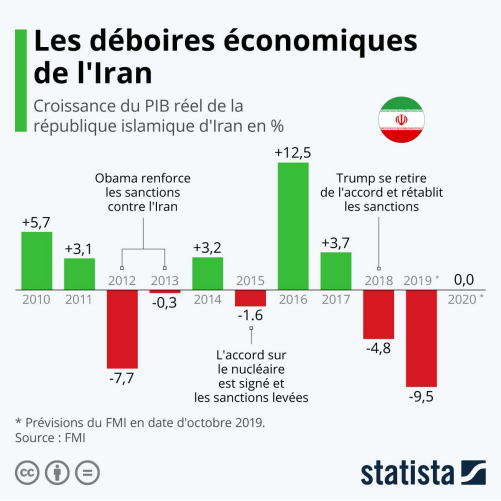
Source : CORDESMAN Anthony H., TOUKAN Abdullah, *The Gulf Military Balance in 2019: A Graphic Analysis,* Center for strategic and international studies : Rapport, 2019, p. 151

Annexe 7 : Les importations américaines de pétrole brut et de produits pétroliers depuis les pays du Golfe Persique



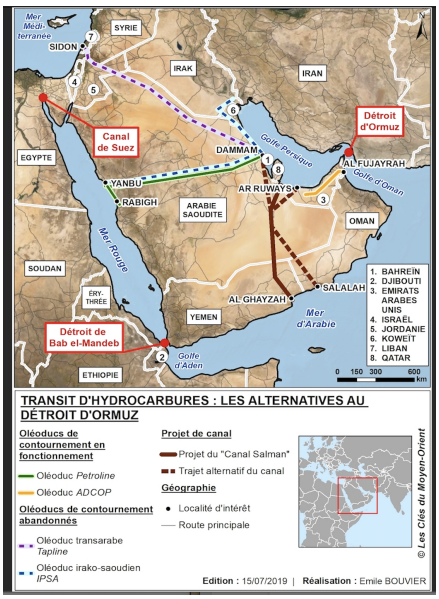
Source : U.S. Energy Information Administration, 2022

Annexe 8 : L'évolution du PIB en Iran entre 2010 et 2019, en %



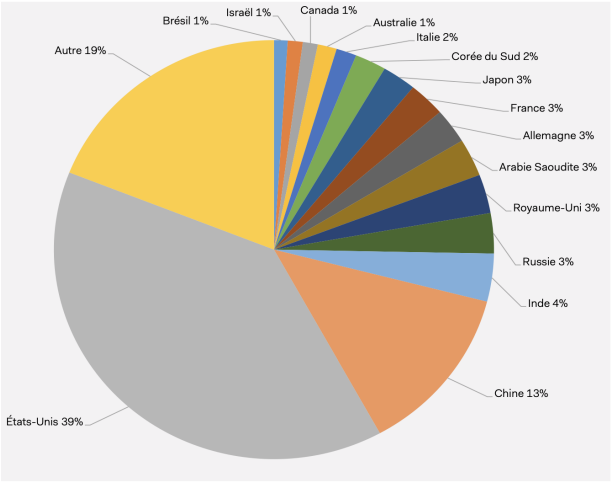
Source : statista.fr, FMI, octobre 2019

Annexe 9 : Les alternatives au détroit d'Ormuz pour le transit d'hydrocarbures



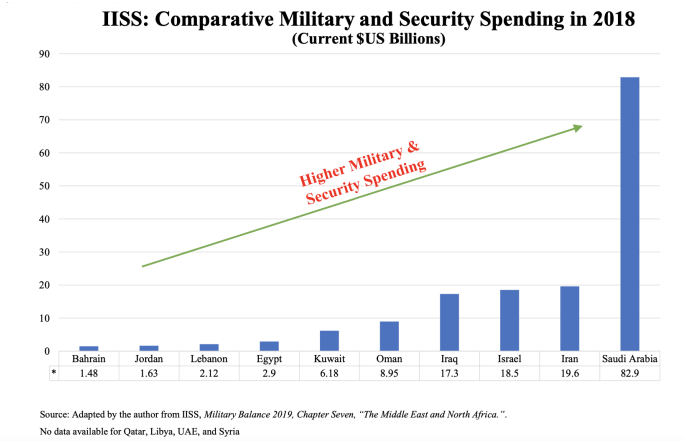
Source : BOUVIER Emilie, "Contourner le détroit d'Ormuz : entre projets peu fructueux et plans trop ambitieux", *Les clés du Moyen-Orient,* 02 août 2019

Annexe 10 : La part des dépenses militaires mondiales des 15 pays affichant les dépenses les plus élevées en 2020



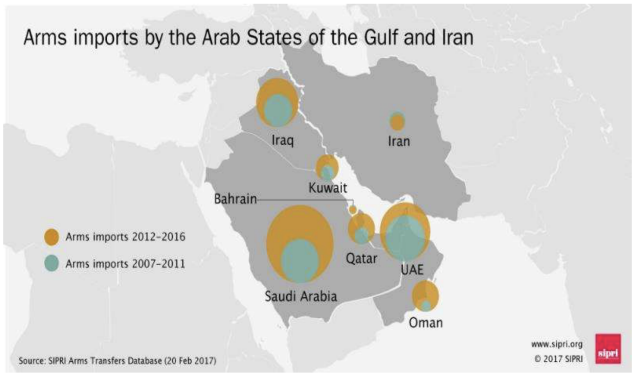
Source : GRIP, Base de données des dépenses militaires du SIPRI, avril 2021

Annexe 11 : Comparaison des dépenses militaires et de sécurité entre pays du Moyen-Orient et du Nord de l'Afrique en 2018 en billions de dollars américains (Institut International d'Études Stratégiques)



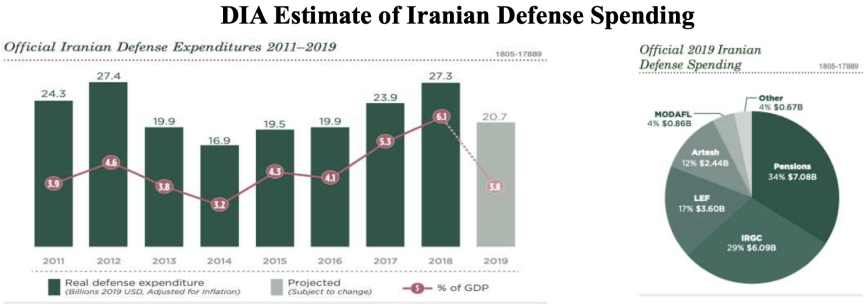
Source : Institut International d'Études Stratégiques, *Military Balance 2019, Chapter 7, "The Middle East and North Africa"*, ISIS, 2019

Annexe 12 : Les importations d'armes par les états arabes du Golfe et l'Iran



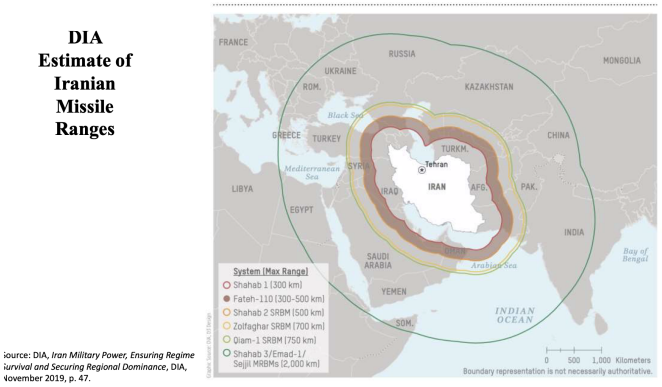
Source : sipri.org, Arms Transfers Database, 2017

Annexe 13 : L'évolution des dépenses de la Défense iranienne de 2011 à 2019 (estimation de l'Agence de Renseignement de la Défense)



Source : DIA, *Iran Military Power, Ensuring Regime Survival and Securing Regional Dominance*, DIA, novembre 2019, pp. 18-19.

Annexe 14 : Estimation de la portée des missiles iraniens (Agence de Renseignement de la Défense)

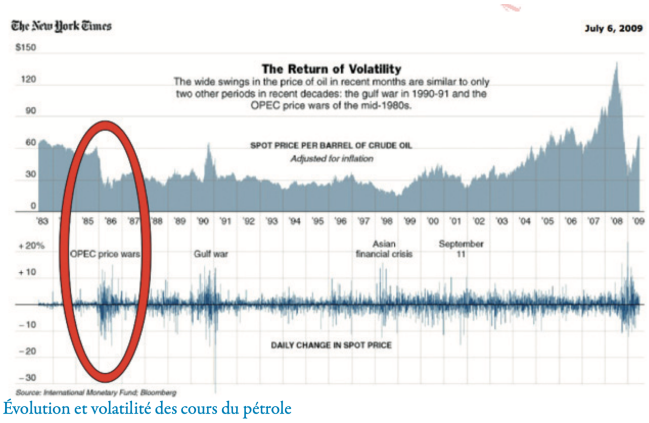


Source : DIA, *Iran Military Power, Ensuring Regime Survival and Securing Regional Dominance*, DIA, novembre 2019, p. 47.

Annexe 15 : Le face à face irano-américain dans le Golfe Persique avec leurs dispositifs militaires respectifs et les incidents sécuritaires

Source : BOUVIER Emilie, "Crise dans le golfe Persique : le face-à-face irano-américain", *Les clés du Moyen-Orient,* 5 mai 2020

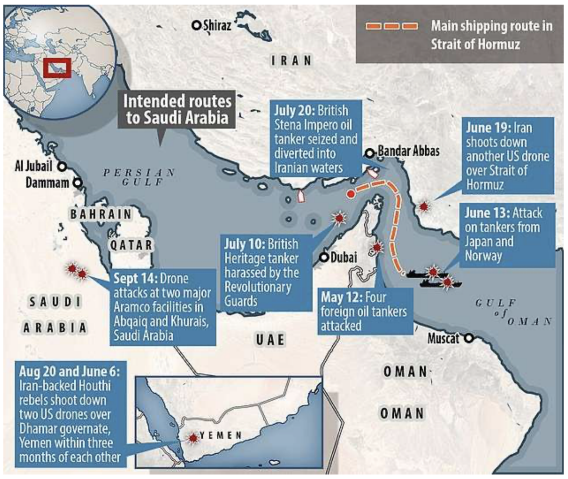
Annexe 16 : L'évolution et la volatilité des cours du pétrole entre 1983 et 2009



Évolution et volatilité des cours du pétrole

Source : FMI, Bloomberg, 2009

Annexe 17 : La voie maritime principale dans le Détroit d'Ormuz et les incidents sécuritaires majeurs entre mai et septembre 2019

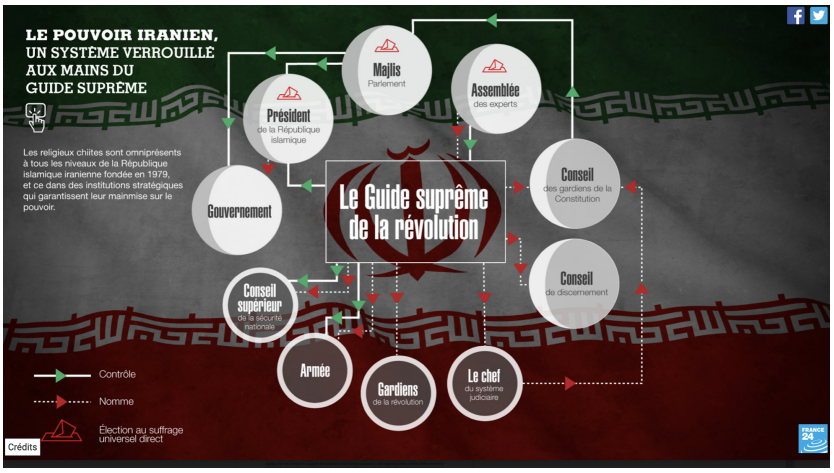


Source : CORDESMAN Anthony H., TOUKAN Abdullah, *The Gulf Military Balance in 2019: A Graphic Analysis,* Center for strategic and international studies : Rapport, 2019, p. 24

Annexe 18 : La représentation conceptuelle du monde avec les Heartland et Rimland

Source : Les yeuxdumonde.fr

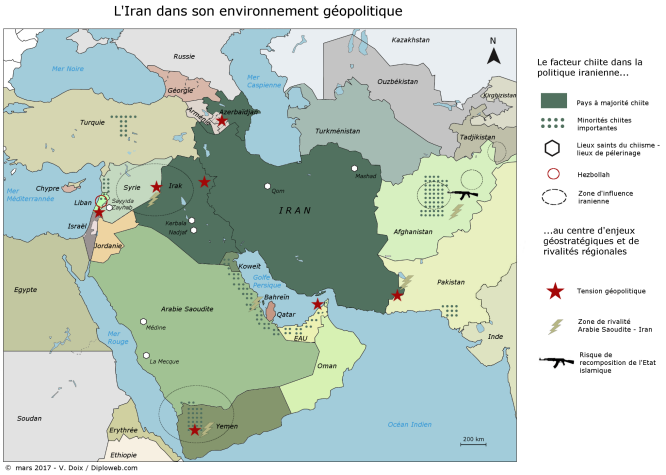
Annexe 19 : La représentation des niveaux de Pouvoir au sein de la République islamique iranienne

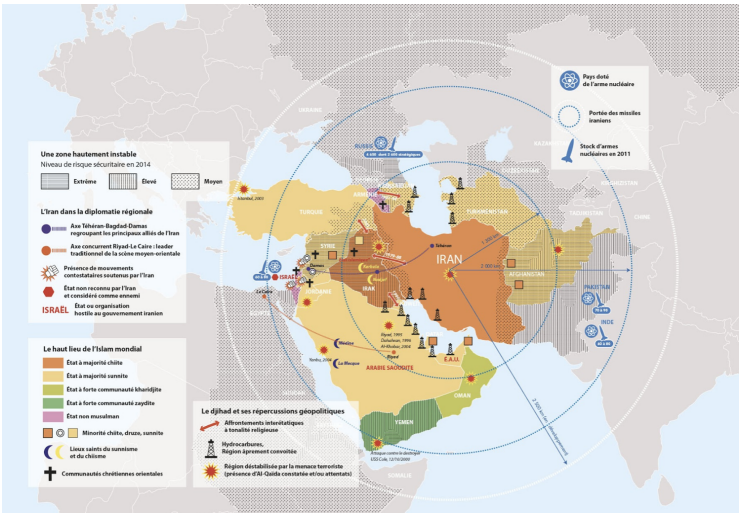


Source : DAOU Marc, “Le pouvoir iranien, un système verrouillé aux mains du Guide suprême”, *France 24*, 4 janvier 2018

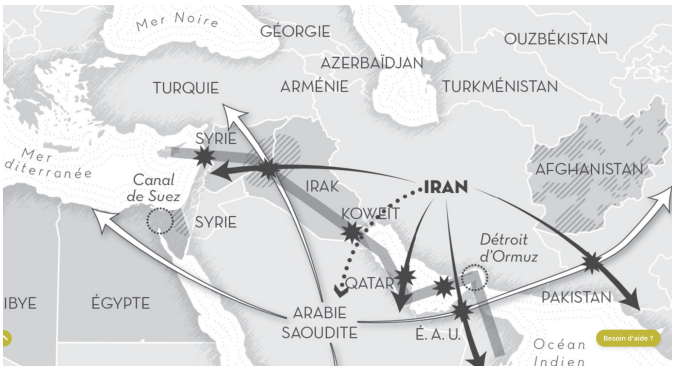
Annexe 20 : L’Iran dans son environnement géopolitique

Source : DOIX V., “L’Iran dans son environnement géopolitique”, *Diplomeb.com*



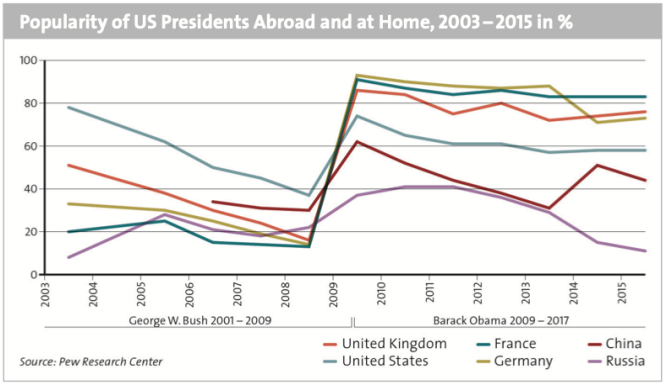


Annexe 21 : Les tensions régionales entre l'Arabie Saoudite et l'Iran (avec les zones d'affrontement indirect et les axes d'influence des puissances régionales)



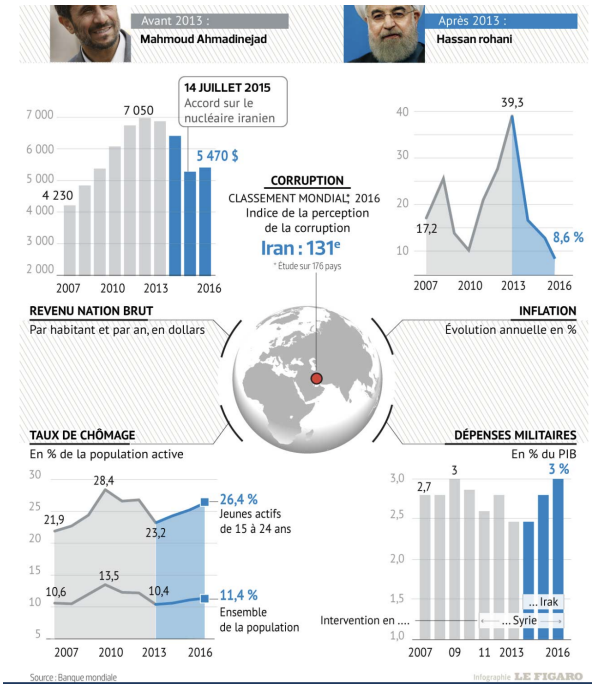
Source : RAZOUX Pierre, « Quelques clés pour décrypter la politique étrangère iranienne », *Hérodote*, 2018, vol.2, n° 169, pp. 13-26.

Annexe 22 : La popularité des présidents américains à l'étranger et en interne de 2003 à 2015 en %

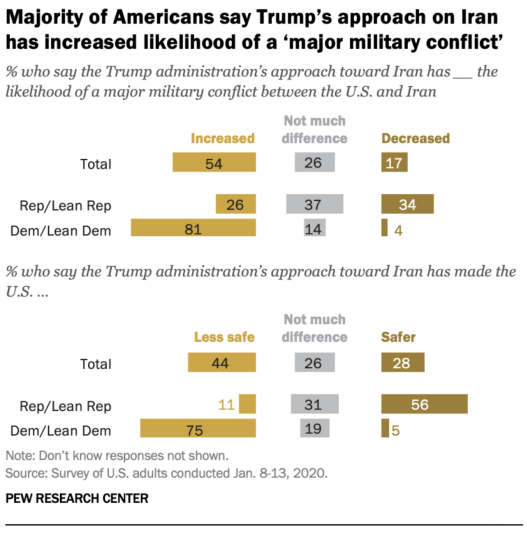


Source : NÜNLIST Christian, "The Legacy of Obama's Foreign Policy", *Center for Security Studies* (CSS) - *Pew Research Center*, mars 2016

Annexe 23 : L'évolution comparative de l'économie iranienne de 2007 à 2013 sous Ahmadinejad et de 2013 à 2016 sous Rohani

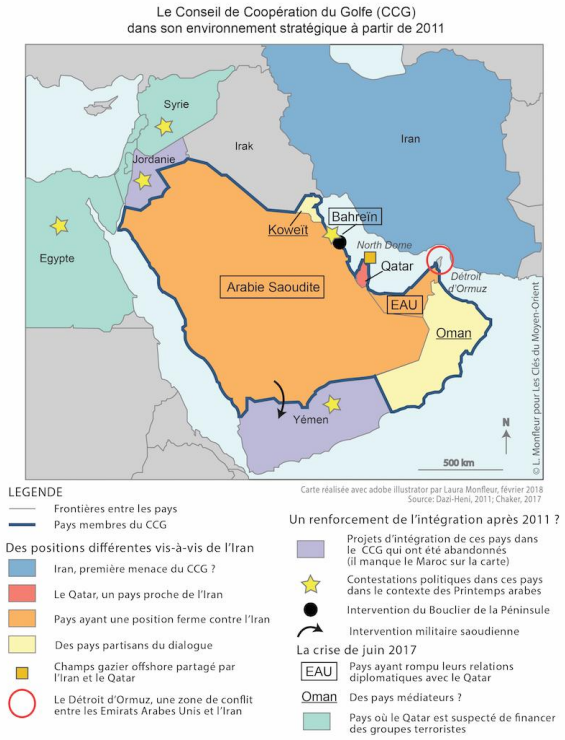


Annexe 25 : La perception des Américains quant à l'augmentation de la probabilité d'un conflit majeur avec l'Iran et la diminution sécuritaire des Etats-Unis suite à l'approche de Trump



Source : "Majority of U.S. Public Says Trump's Approach on Iran Has Raised Chances of a Major Conflict", *Pew Research Center,* 15 janvier 2020

Annexe 26 : Le Conseil de Coopération du Golfe dans son environnement stratégique à partir de 2011

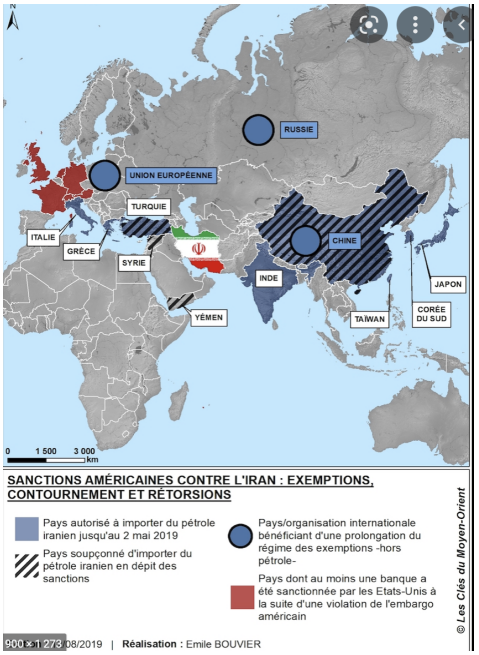


Source : MONFLEUR Laura, "Le Conseil de Coopération du Golfe depuis 2011 : un renforcement de la coopération ?", *Les clés du Moyen-Orient,* 1er mars 2018

Annexe 27 : Les exercices navals iraniens (Agence de renseignement de la Défense)

Source : DIA, *Iran Military Power, Ensuring Regime Survival and Securing Regional Dominance*, DIA, novembre 2019, p. 19.

Annexe 28 : Les pays concernés par les sanctions américaines contre l'Iran, avec les exemptions, les contournements et les rétorsions



Source : BOUVIER Emilie, "Contourner le détroit d'Ormuz : entre projets peu fructueux et plans trop ambitieux", *Les clés du Moyen-Orient,* 02 août 2019

Annexe 29 : Les possibilités d'exportation du gaz iranien par pipelines vers l'Ouest et vers l'Est

Source : "Iranian gas can travel East, as well as West", *The Hague Centre for Strategic Studies,* 21 juillet 2015